



# RAPPORT ANNUEL 2023

# TABLE DES MATIÈRES

---

- 1** À PROPOS D'HÉROUX-DEVTEK
- 2** COMPOSITION DIVERSIFIÉE ET ÉQUILBRÉE DES PRODUITS
- 3** FAITS SAILLANTS FINANCIERS
- 4** PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – MESSAGE AUX ACTIONNAIRES
- 6** PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION – MESSAGE AUX ACTIONNAIRES
- 8** CONTRATS
- 11** PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
- 16** CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 17** ÉQUIPE DE DIRECTION
- 17** ÉQUIPE DE DIRECTION DES OPÉRATIONS
- 18** CENTRES D'EXCELLENCE MONDIAUX
- 21** ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
- 67** RAPPORT DE GESTION
- 104** INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES



## À PROPOS D'HÉROUX-DEVTEK

---

Depuis ses débuts en 1942, alors qu'elle fabriquait des pièces de produits aérospatiaux, Héroux-Devtek inc. (dont les actions sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole « **HRX** ») est devenue un des plus importants fabricants de trains d'atterrissage dans le secteur.

La Société se spécialise dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composants critiques d'avions pour les segments de marché de l'aviation civile et de la défense.

Outre sa capacité à fabriquer des trains d'atterrissage et des systèmes d'actionnement complets selon les spécifications, Héroux-Devtek s'est forgée une solide réputation pour ses services exceptionnels d'assistance et de soutien en ce qui a trait aux trains d'atterrissage et aux systèmes d'actionnement d'une vaste gamme d'avions militaires et civils, y compris plusieurs avions hors production.

La Société offre des services complets englobant l'entretien, la réparation, la révision, l'approvisionnement en pièces de rechange, l'administration des garanties et les services d'assistance, les publications techniques ainsi que le soutien et la formation techniques sur place.

Héroux-Devtek, dont le siège social est situé au Québec, au Canada, emploie actuellement quelque 1 800 personnes spécialisées dans ses 15 centres d'excellence situés stratégiquement au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Espagne.

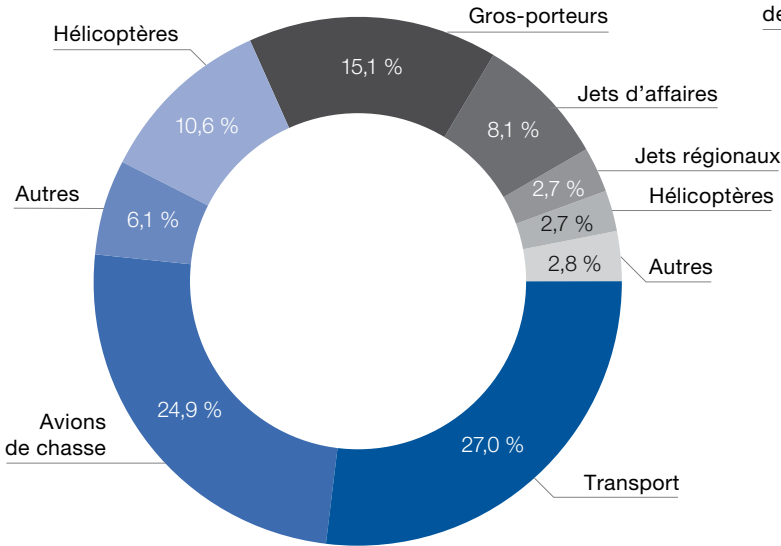
Reconnue pour son approche novatrice, son expertise en matière d'intégration de systèmes, ses prouesses d'ingénierie, son service de classe mondiale et son excellence dans l'exécution, Héroux-Devtek continue de jouer un rôle prépondérant dans le secteur à titre de troisième plus grand fabricant de trains d'atterrissage dans le monde.



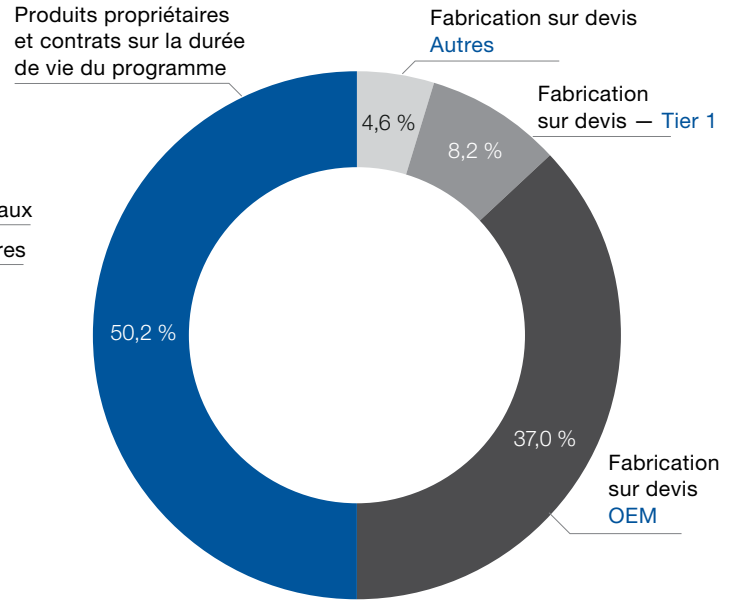
# COMPOSITION DIVERSIFIÉE ET ÉQUILBRÉE DES PRODUITS

(d'après les ventes de l'exercice 2023)

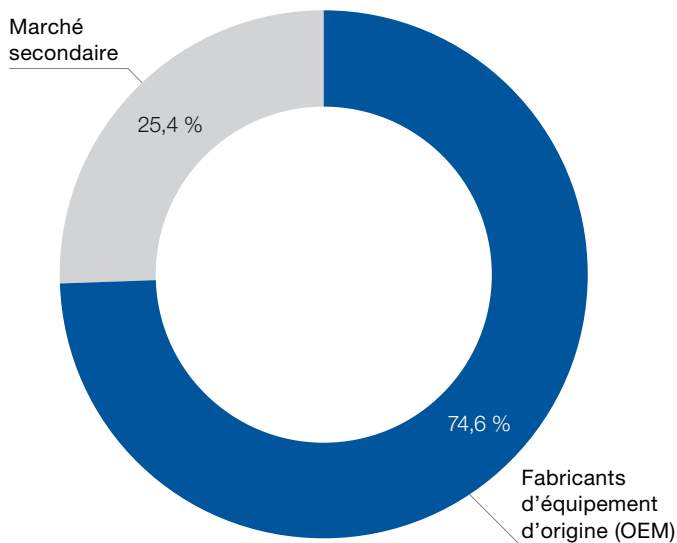
**DÉFENSE** | **CIVIL**  
 68,6 % Défense | 31,4 % Civil



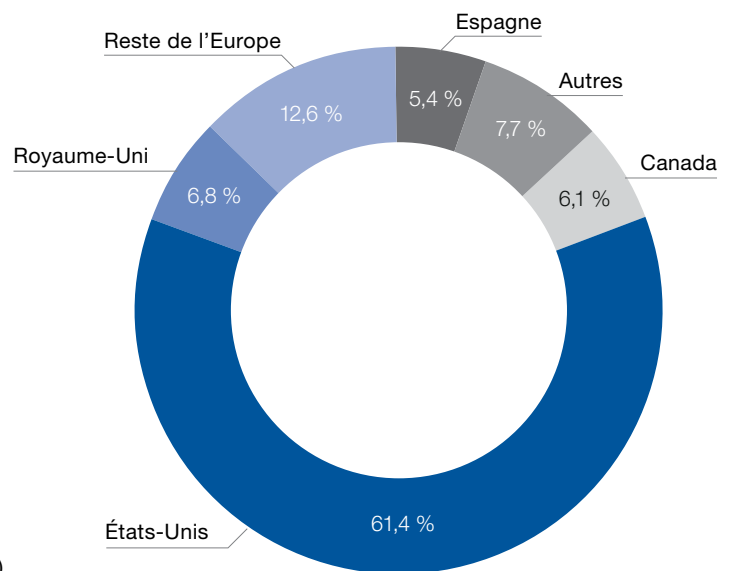
**PROPRIÉTAIRES** | **FABRICATION SUR DEVIS**  
 50,2 % Propriétaires | 49,8 % Fabrication sur devis



## OEM/MARCHÉ SECONDAIRE



## RÉPARTITION DES VENTES SELON L'EMPLACEMENT DU CLIENT



# FAITS SAILLANTS FINANCIERS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS	2023	2022	2021	2020	2019
<b>RÉSULTATS D'EXPLOITATION</b>					
(en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)					
Ventes	<b>543,6</b>	536,1	570,7	613,0	483,9
Résultat opérationnel	<b>26,2</b>	44,8	34,1	(30,1)	37,2
Pourcentage des ventes	4,8 %	8,4 %	6,0 %	(4,9) %	7,7 %
BAIIA ajusté <sup>(1)</sup>	<b>61,4</b>	83,0	88,3	96,2	74,2
Pourcentage des ventes	11,3 %	15,5 %	15,5 %	15,7 %	15,3 %
Résultat net	<b>13,8</b>	32,1	19,8	(50,7)	26,2
Résultat net ajusté <sup>(1)</sup>	<b>12,6</b>	33,8	29,0	35,7	30,4
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<b>30,1</b>	63,2	89,2	52,6	70,0
Flux de trésorerie disponibles (utilisation) <sup>(1)</sup>	<b>(1,7)</b>	45,9	67,7	30,3	58,6
Carnet de commandes fermes	<b>864,0</b>	682,0	717,0	810,0	624,0
<b>DONNÉES PAR ACTION</b>					
Bénéfice (perte) par action — de base	<b>0,40</b>	0,91	0,55	(1,38)	0,73
Bénéfice par action ajusté <sup>(1)</sup>	<b>0,37</b>	0,95	0,80	1,00	0,84
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation (en milliers)	<b>34 485</b>	36 023	36 523	36 363	36 437
<b>SITUATION FINANCIÈRE</b>					
Trésorerie	<b>15,0</b>	86,7	95,5	45,8	35,1
Fonds de roulement	<b>205,6</b>	235,6	241,4	205,4	173,1
Total de l'actif	<b>821,3</b>	813,4	854,8	898,8	872,8
Dette à long terme <sup>(2)</sup>	<b>180,0</b>	238,8	253,0	292,7	263,3
Ratio dette nette/BAIIA ajusté <sup>(1)</sup>	<b>2,7</b>	1,8	1,8	2,6	3,1
Capitaux propres	<b>390,9</b>	377,3	391,7	349,4	404,1

[1] Mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux IFRS » de la section *Résultats d'exploitation* du rapport de gestion pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

[2] Exclut les frais de financement différés nets.



## GILLES LABBÉ

Président exécutif du conseil d'administration



*NOTRE ENGAGEMENT EN MATIÈRE*

*D'EXCELLENCE EST RECONNU PAR NOS CLIENTS.*



# PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

## CHERS ACTIONNAIRES,

Au cours des douze derniers mois, le secteur de l'aérospatiale a bénéficié d'une reprise soutenue de la demande. Sur le marché des avions commerciaux, durement touché pendant la pandémie de COVID-19, la demande a presque doublé depuis la levée des restrictions de voyage à l'échelle mondiale. Pourtant, le meilleur reste à venir, puisque ce n'est que tout récemment que certains grands pays ont levé leurs restrictions de voyage. En février 2023, le trafic de passagers mondial se situait à 15 % en dessous des niveaux d'avant la pandémie et devrait se rétablir complètement en 2024, ce qui démontre bien la résilience du secteur. Parallèlement, les dépenses mondiales en matière d'avions militaires demeurent solides, les objectifs de dépenses étant à la hausse en raison du conflit militaire en Ukraine, du vieillissement de la flotte mondiale et des avancées technologiques qui stimulent le développement des avions de chasse de sixième génération.

## RÉSISTER AUX DIFFICULTÉS : RECONNAISSANCE DE L'ENGAGEMENT D'HÉROUX-DEVTEK EN MATIÈRE D'EXCELLENCE

Au cours de la dernière année, des situations exceptionnelles ont perturbé nos activités consistant à fournir des systèmes et des composants aux fabricants d'avions, et notre niveau de production s'en est ressenti. À l'échelle mondiale, les chaînes d'approvisionnement se sont heurtées à plusieurs obstacles, notamment la pénurie de matières premières, de main-d'œuvre et de pièces, ainsi que la flambée des prix de l'énergie et des coûts liés au transport. La production dans le secteur de l'aérospatiale a connu une année exceptionnellement difficile du fait de ces obstacles. Malgré tout, l'équipe de direction d'Héroux-Devtek a su rapidement remédier aux difficultés. Elle a notamment réaffecté les ressources selon les besoins et travaillé en étroite collaboration avec ses fournisseurs et ses clients. Je tiens à remercier l'équipe de direction et les employés d'avoir su gérer la production dans ce contexte exceptionnellement difficile.





Nos capacités de livraison et notre rentabilité ont été malmenées, pourtant notre engagement en matière d'excellence a été reconnu par nos clients. À plus long terme, nous restons déterminés à renforcer notre position à titre de partenaire de confiance pour les fabricants d'avions.

Nous amorçons l'exercice 2024 avec un carnet de commandes presque record et j'ai entièrement confiance en notre équipe de direction et en sa capacité à composer avec la volatilité actuelle des coûts de production et des intrants, alors que nous nous efforçons de revenir à nos niveaux de rentabilité historiques. Forte d'un solide bilan, Héroux-Devtek est également en bonne posture pour tirer parti de toute opportunité qui pourrait se présenter, que ce soit sous forme de croissance organique ou d'acquisitions stratégiques. Alors que nous continuons de mettre en œuvre nos initiatives stratégiques et de tirer profit des possibilités de croissance dans le secteur de l'aérospatiale, nous demeurons déterminés à générer de la valeur pour les actionnaires. Nous travaillons activement auprès des investisseurs et des analystes pour nous assurer qu'ils aient une compréhension globale de notre entreprise, de ses forces sous-jacentes et de la valeur que nous apportons sur le marché.

## COMMUNIQUER NOTRE APPROCHE À L'ÉGARD DES QUESTIONS ESG

Je tiens à adresser mes remerciements à nos actionnaires pour leur soutien indéfectible au cours de cette période d'instabilité ayant marqué notre secteur et les marchés boursiers. Étant donné que le développement de trains d'atterrissage et de systèmes d'actionnement peut prendre plusieurs années de l'étape de la conception à celle de la livraison, la gestion des ressources à long terme est enracinée dans la manière dont nous exerçons nos activités. C'est pourquoi, parallèlement au présent rapport annuel, nous publions également notre tout premier rapport sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), qui donne un aperçu de nos initiatives en matière de durabilité et met en lumière les points de référence et les critères d'évaluation que

nous utilisons pour adhérer aux principes ESG. Les investisseurs tiennent de plus en plus compte des questions ESG dans leurs décisions de placement. Nous nous engageons donc à assumer nos responsabilités vis-à-vis des investisseurs, des clients et des parties prenantes en rendant publique notre approche à l'égard des questions ESG et en matière de durabilité.

Les principes de communication des questions ESG continuant d'évoluer, nous sommes résolus à adapter la présentation de ces informations en conséquence. Les principes ESG sont régulièrement à l'ordre du jour des réunions de notre conseil d'administration, et nous sommes heureux d'être en mesure d'offrir aux investisseurs un premier aperçu de nos valeurs pour l'avenir. De plus, en lien avec notre engagement de renforcer notre conseil d'administration, je suis heureux d'annoncer la nomination, plus tôt cette année, de M. Ted Di Giorgio à titre d'administrateur et de membre du comité d'audit. Nous nous réjouissons de l'arrivée de M. Di Giorgio et de sa précieuse contribution à l'équipe.

L'année dernière, une page s'est tournée sur notre 80<sup>e</sup> année d'exploitation, et forts de notre expérience, nous envisageons l'avenir avec un optimisme prudent. Les perspectives à long terme pour le secteur de l'aérospatiale sont prometteuses. Ainsi, grâce à la qualité et la fiabilité de nos produits et à notre service à la clientèle, nous sommes bien positionnés pour profiter de la hausse de la demande et pour continuer de jouer un rôle de premier plan en offrant des systèmes et des composants essentiels pour les avions les plus perfectionnés du monde.

**GILLES LABBÉ**  
Président exécutif  
du conseil d'administration



**MARTIN BRASSARD**

Président et chef de la direction

« *AGILITÉ ET ADAPTABILITÉ, QUALITÉS ESSENTIELLES  
POUR RÉUSSIR DANS UN MONDE EN ÉVOLUTION.* »

## PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

### PROSPÉRER EN PÉRIODE D'INCERTITUDE

L'an dernier, j'ai mentionné que nous avons la responsabilité de continuer à faire preuve d'agilité et d'adaptabilité tout en créant de la valeur pour nos clients et les actionnaires dans un contexte incertain. Dans cette optique, nous avons continué de collaborer étroitement avec nos fournisseurs et nos clients afin de renforcer notre réputation en tant que partenaire de choix. Malgré un début d'exercice timide, nous avons terminé l'année en force, notre chiffre d'affaires ayant atteint 544 millions de dollars, favorisé par une solide performance au deuxième trimestre, de 297 millions de dollars. Cependant, notre rentabilité a été freinée par l'instabilité de l'environnement de production mondial et par l'incidence de l'inflation sur les coûts des fournitures de production générales, du transport et des services publics.

Dans l'ensemble du secteur, l'exercice 2023 a été une année d'ajustement, marquée par la reprise de la demande de produits dans les segments de marché de l'aviation civile après deux années foncièrement difficiles. À l'heure actuelle, les carnets de commandes des fabricants d'équipement d'origine (OEM) sont remplis de demandes pour de nouveaux aéronefs ainsi que pour des pièces et des services après-vente. Cette demande accrue exerce une pression sur l'ensemble du secteur, qui doit assurer les livraisons de façon constante et efficace.

### ACCENTUER L'EFFICIENCE OPÉRATIONNELLE ET LA RÉSILIENCE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Chez Héroux-Devtek, nous relevons ces défis en nous concentrant sur trois priorités. Premièrement, nous travaillons à rétablir l'efficacité de notre chaîne d'approvisionnement et à stabiliser notre système de production. Pour ce faire, nous continuerons de faire certifier de nouvelles sources et renforcerons nos relations avec les fournisseurs, ce qui nous permettra de mieux surveiller et gérer la qualité et la livraison.

Deuxièmement, nous réexaminons nos processus de production afin de relever les gains d'efficacité pouvant être réalisés par la rationalisation des processus ou par l'optimisation de l'automatisation dans nos centres d'excellence pour l'usinage. La mise en œuvre de ces mesures exige peu de capital supplémentaire.

Troisièmement, nous revoyons nos ententes de prix et d'approvisionnement en fonction de l'incidence de l'inflation. Nous sommes convaincus que ces mesures nous permettront de renouer avec une rentabilité élevée.

Héroux-Devtek jouit d'une longue feuille de route couronnée de succès, sur laquelle nous pourrions nous appuyer pour atteindre ces objectifs. Grâce à notre bilan solide, nous pouvons prendre des mesures pour faciliter la production, notamment augmenter les stocks disponibles afin d'améliorer la linéarité de notre chiffre d'affaires et de prévoir des projets de plus grande envergure lorsque la situation le justifie. De plus, malgré les problèmes de disponibilité de la main-d'œuvre touchant l'ensemble du secteur, nous avons réussi à garder 99 % de nos postes occupés en misant sur la solide réputation d'Héroux-Devtek afin d'attirer des employés et de les maintenir en poste.







## RENFORCER LES PARTENARIATS AVEC LES CLIENTS ET AMÉLIORER LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Tandis que nous améliorons nos activités, nous continuons de renforcer nos relations avec les clients. Au cours de l'exercice 2023, nous avons franchi des jalons importants, notamment la conclusion d'un contrat avec Embraer pour la conception, le développement et la fabrication du système d'actionnement de porte-cargo du pont principal pour le programme de conversion des avions-cargos E190F et E195F, et la conclusion d'un contrat à long terme avec Boeing pour la réparation et l'entretien des principaux trains d'atterrissage pour les avions F/A-18 E/F Super Hornet et EA-18G Growler. Ces contrats témoignent non seulement de notre expertise en matière de conception, mais également de la durabilité de nos partenariats avec les clients, qui contribuent à faire d'Héroux-Devtek une entreprise exceptionnelle. Ces partenariats nous permettront de prospérer encore puisque nous examinons actuellement de nouveaux programmes d'avions avec des leaders du secteur.

Nous avons également amélioré notre gestion environnementale au cours du dernier exercice, marqué par de grandes avancées dans la réduction de notre empreinte. Nous avons notamment lancé une initiative visant à remplacer nos sources d'énergie fossile par des sources d'énergie verte ou renouvelable. Nous avons ainsi pu éliminer le tiers des émissions directes de gaz à effet de serre provenant de nos activités. Nous sommes déterminés à poursuivre cette initiative et à continuer à réduire nos émissions de façon importante au cours du prochain exercice.

## UNE ÉQUIPE SOLIDE ET UN CARNET DE COMMANDES PRESQUE RECORD CONTRIBUENT AU SUCCÈS D'HÉROUX-DEVTEK

Étant donné notre carnet de commandes presque record, notre équipe performante et les possibilités qui s'offrent à nous d'améliorer nos marges, j'ai confiance en notre capacité d'améliorer grandement notre rentabilité au cours des prochains trimestres. Nos marchés finaux sont soutenus par des données fondamentales solides, ce qui entraînera une hausse intéressante de la demande pour des avions dans les segments de la défense, des avions civils gros-porteurs et des jets d'affaires au cours de la prochaine décennie. En tant que fournisseur de choix de systèmes et de composants pour des plateformes critiques, nous sommes en bonne posture pour tirer parti de cette croissance.

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance et ma gratitude envers nos 1 800 employés à l'échelle mondiale qui ont travaillé avec acharnement et ont consenti des efforts incalculables, ce qui nous a permis de demeurer agiles au profit de nos clients. Je tiens également à remercier chaleureusement les membres du conseil pour leur soutien infailible au cours de cette année exceptionnelle.

**MARTIN BRASSARD**

Président et chef de la direction

# CONTRATS

La stratégie de diversification de notre portefeuille de clients et de programmes dans les segments de marché de l'aviation civile et de la défense permet à la Société d'être mieux outillée pour faire face aux défis auxquels l'industrie est confrontée. Selon nous, cette approche nous permet non seulement d'atténuer le risque, mais aussi de mettre à profit notre expertise dans un vaste éventail d'applications et de marchés. Nous continuons de renforcer nos partenariats avec nos clients et demeurons déterminés à leur offrir des produits et services de grande qualité qui répondent à leurs besoins et à leurs attentes en évolution.

## PLATEFORMES DE CROISSANCE

### 1 F/A-18 E/F Super Hornet et EA-18G Growler de Boeing

Fourniture, assemblage, réparation, entretien et révision des principaux trains d'atterrissage et des contrefiches latérales pour les besoins de production et de pièces de rechange des avions F/A-18 E/F Super Hornet et EA-18G Growler.

### 2 F-15 de Boeing

Fourniture et assemblage des trains d'atterrissage avant et principal pour les programmes d'avions F-15EX / Advanced F-15 pour les besoins de production et de pièces de rechange.

### 3 CH-53K de Sikorsky\*

Conception, développement et fourniture du système de trains d'atterrissage et de sabots de queue destinés aux besoins de production et de pièces de rechange pour l'hélicoptère de transport lourd CH-53K King Stallion.

### 4 Dassault Falcon 6X\*

Conception, développement et fourniture du système complet de trains d'atterrissage pour le Falcon 6X.

\* Programmes propriétaires



## CONCEPTION ET FABRICATION DE SYSTÈMES COMPLETS ET DE COMPOSANTS DE TRAINS D'ATERRISSAGE

La conception et la fabrication de systèmes complets de trains d'atterrissage constituent un processus complexe et hautement spécialisé. Le processus commence généralement par la phase de conception initiale, au cours de laquelle les ingénieurs collaborent étroitement avec les clients afin de définir les exigences propres à leur aéronef.

Une fois la conception terminée, le processus de fabrication est lancé. Il faut généralement mettre en œuvre diverses techniques d'usinage de précision et de fabrication, comme des techniques de forge et de moulage, pour créer les divers composants du système de train d'atterrissage, qui comprend les amortisseurs, les jambes et les systèmes hydrauliques. Une fois qu'ils ont été fabriqués, les composants sont assemblés et testés afin de s'assurer qu'ils respectent les exigences pour un fonctionnement sécuritaire et fiable. Chaque composant et sous-système peut également faire l'objet de tests rigoureux et de simulations selon diverses conditions de fonctionnement, ainsi que de mesures exhaustives de contrôle de la qualité pour assurer sa conformité aux spécifications requises.

### PROGRAMMES – AVIATION CIVILE

- Dassault Falcon 6X
- 4 Dassault Falcon 10X
- 2 Embraer Praetor 500/600
- Leonardo AW609

### PROGRAMMES – DÉFENSE

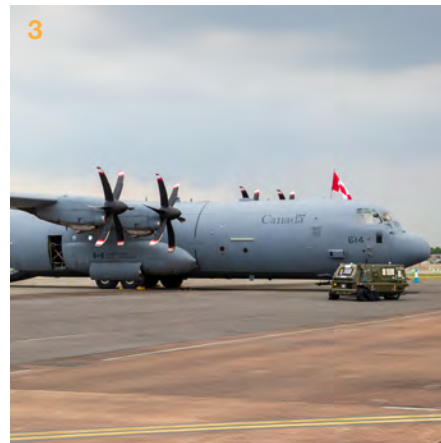
- Airbus A400M
- Airbus C295
- 3 Boeing MQ-25
- Eurofighter Typhoon
- KAI KF-21
- Northrop Grumman RQ4B / MQ4C
- 1 Saab Gripen E-series
- Sikorsky CH-53K



© Matti Blume



© Dassault Aviation



VanderWolf Images - stock.adobe.com

## FABRICATION SUR DEVIS DE SYSTÈMES ET DE COMPOSANTS DE TRAINS D'ATERRISSAGE

Les systèmes de trains d'atterrissage sur devis sont fabriqués pour répondre aux exigences élaborées par le client. Le client fournit d'abord un ensemble détaillé de dessins et de spécifications techniques. Nous fabriquons alors le système de train d'atterrissage conformément aux instructions données par le client. Le processus nécessite généralement d'assurer l'approvisionnement en matériaux, de fabriquer et d'usiner les composants puis de les assembler pour créer le produit final.

### PROGRAMMES – AVIATION CIVILE

- Airbus A350
- 2 Boeing 777/777X
- Sikorsky S-92

### PROGRAMMES – DÉFENSE

- Boeing F/A-18 / EA-18G
- Boeing F-15
- 1 Boeing CH-47
- 3 Lockheed Martin C-130



# PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

## LA REPRISE DES VOYAGES ET LA HAUSSE DES DÉPENSES EN MATIÈRE DE DÉFENSE LAISSENT ENTREVOIR DES PERSPECTIVES POSITIVES À LONG TERME DANS LE SECTEUR DE L'AVIATION

À l'échelle mondiale, le trafic de passagers a connu une solide reprise au début de 2022, plusieurs pays ayant commencé à lever les restrictions de voyage liées à la COVID-19 au début de 2022. Après des années de restrictions de voyage, les consommateurs sont retournés en nombre dans les aéroports, malgré les prix élevés des billets et l'attente interminable découlant des délais imposés par la remise à niveau de l'infrastructure du transport aérien à l'échelle mondiale afin de répondre à la demande croissante.

Selon les données de l'IATA, le nombre de passagers à l'échelle mondiale en 2022 a augmenté de plus de 60 % par rapport aux niveaux de 2021 et devrait dépasser le pic atteint en 2019 d'ici 2024, alors que les derniers pays importants qui maintenaient encore des restrictions de voyage les ont levées à la fin de 2022 et au début de 2023.

Ce rebond du trafic de passagers à l'échelle mondiale souligne la résilience du secteur du transport aérien et laisse entrevoir des perspectives favorables à long terme pour le marché des avions commerciaux en raison de facteurs tels que la croissance de la population, l'utilisation accrue des avions pour les déplacements interurbains, une flotte mondiale vieillissante et la demande pour des avions plus écoénergétiques.

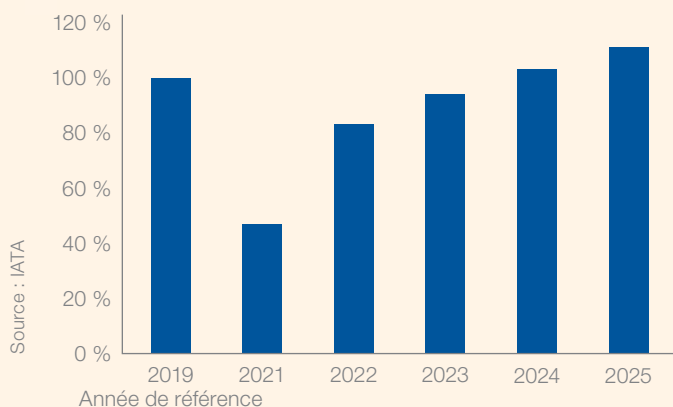
Dans ses plus récentes perspectives pour le marché commercial publiées en juillet 2022, Boeing prévoit que la valeur des commandes des nouveaux avions à livrer s'élèvera à 7,2 billions de dollars pour les deux prochaines décennies. Selon Boeing, la flotte

mondiale devrait presque doubler pour atteindre 47 080 avions d'ici 2041. En plus de l'expansion de celle-ci, plus de 75 % de la flotte existante devra être remplacée, ce qui augmentera la demande d'environ 20 000 appareils. Plus de 2 100 livraisons seront nécessaires en moyenne par an pour atteindre ce niveau, contre seulement 1 143 en 2022. La hausse devrait être la plus marquée dans la catégorie des avions monocouloirs, dont la flotte devrait compter 32 770 avions en 2041, comparativement à une flotte de 16 530 avions en service en 2019, tandis que le nombre d'avions gros-porteurs devrait passer de 4 660 en 2019 à 8 360 en 2041.

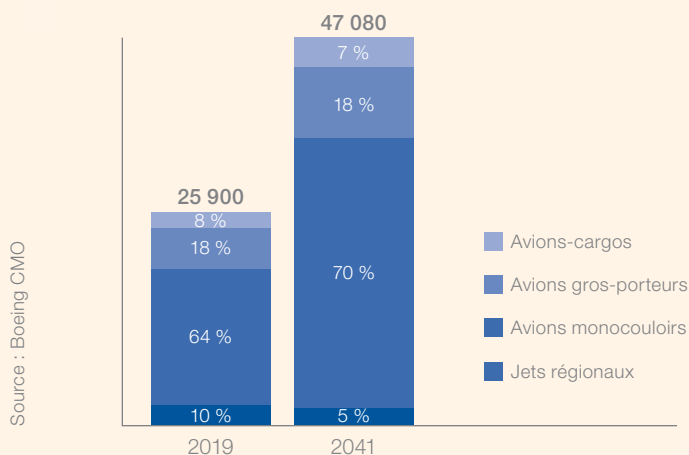
Ces tendances à long terme concernant le transport commercial de passagers continuent d'avoir des incidences positives pour Héroux-Devtek du fait de son association de longue date avec Boeing et Airbus à l'égard d'un certain nombre de programmes établis. À titre de fournisseur de composants pour des plateformes importantes telles que le Boeing 777 et l'Airbus A350, Héroux-Devtek est particulièrement bien positionnée pour tirer parti de l'augmentation des livraisons de ces avions gros-porteurs. Par exemple, depuis son entrée en service, le gros-porteur A350 a reçu un accueil positif et, d'après les estimations de Teal Group, les livraisons de l'avion devraient pratiquement tripler par rapport aux niveaux actuels au cours de la prochaine décennie. Héroux-Devtek devrait par ailleurs tirer avantage de la mise en service du très attendu Boeing 777X, dont la Société fournira le train d'atterrissage.

### PERSPECTIVES CONCERNANT LES AVIONS COMMERCIAUX

#### NOMBRE TOTAL DE PASSAGERS

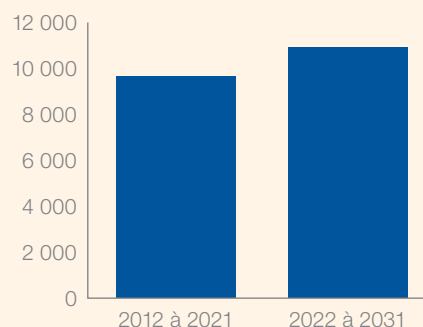


#### LES AVIONS MONOCOULOIRS REPRÉSENTERONT 70 % DE LA FLOTTE



Les perspectives à long terme concernant la demande pour les jets d'affaires sont, elles aussi, intéressantes. Selon ce que prévoit Honeywell dans ses perspectives pour le secteur mondial de l'aviation d'affaires, jusqu'à 8 500 nouveaux avions d'affaires devraient être livrés entre 2023 et 2032, soit une valeur de 274 milliards de dollars, ce qui correspond à une hausse de 15 % des livraisons et des dépenses par rapport aux prévisions sur dix ans publiées il y a un an. Cette hausse de la demande devrait profiter à Héroux-Devtek, qui a conçu, développé et fabriqué le système de trains d'atterrissage de l'Embraer Praetor. En outre, Héroux-Devtek est le fournisseur de trains d'atterrissage du Falcon 6X et du Falcon 10X de Dassault Aviation. Le Falcon 6X devrait être certifié et livré en 2023, tandis que le Falcon 10X devrait entrer en service dès 2025.

## FABRICATION DE JETS D'AFFAIRES



Source : Honeywell

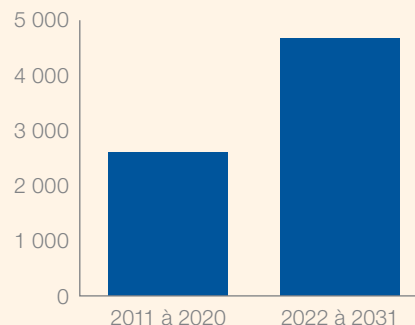
## SEGMENT DE MARCHÉ DE LA DÉFENSE

Héroux-Devtek est également un important fournisseur de composants aéronautiques pour les aéronefs de défense aérienne. Les dépenses militaires mondiales totales ont augmenté de 3,7 % en valeur réelle en 2022, atteignant un nouveau sommet de 2 240 milliards de dollars, en croissance pour une huitième année consécutive. Les dépenses militaires en Europe ont notamment connu l'augmentation la plus marquée sur 12 mois depuis au moins 30 ans. En Europe centrale et occidentale, c'est au Royaume-Uni que les dépenses militaires ont été les plus élevées, en hausse de 3,7 % par rapport à 2021. En 2022, les États-Unis représentaient à eux seuls 39 % du total des dépenses militaires mondiales, soit plus que les 10 pays suivants réunis, selon les nouvelles données sur les dépenses mondiales publiées par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). Avec des installations en Espagne, au Royaume-Uni, au Canada et aux États-Unis, Héroux-Devtek est bien positionnée pour desservir ces marchés. L'augmentation en valeur réelle des dépenses militaires mondiales en 2022 a été ralentie par les incidences de l'inflation, qui a atteint des niveaux qui n'avaient pas été observés depuis des décennies dans plusieurs pays. En valeur nominale (c'est-à-dire en prix courants, sans ajustement pour tenir compte des effets de l'inflation), les dépenses militaires mondiales totales ont augmenté de 6,5 %.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a mis en lumière la possibilité de conflits militaires, amenant ainsi de nombreux pays à augmenter considérablement leurs dépenses militaires, tandis que d'autres ont annoncé des programmes visant à accroître leurs niveaux de dépenses sur des périodes pouvant s'étendre jusqu'à dix ans.

Selon Teal Group, la fabrication d'avions de chasse devrait augmenter de 80 % et passer de 2 605 avions à 4 677 avions sur une période de dix ans (de 2022 à 2031), car la demande pour le F-35 de Lockheed Martin, qui est déjà l'avion le plus fabriqué, devrait encore continuer de croître. Héroux-Devtek fournit les systèmes de verrouillage des portes du train d'atterrissage du F-35, ce qui devrait générer une source importante de revenus sur la durée du programme. Héroux-Devtek est également le seul fournisseur de systèmes de trains d'atterrissage pour le F-15 de Boeing et le Gripen de Saab ainsi que des principaux trains d'atterrissage et contrefiches latérales pour le F-18 E/F et le EA-18G de Boeing.

## FABRICATION D'AVIONS DE CHASSE



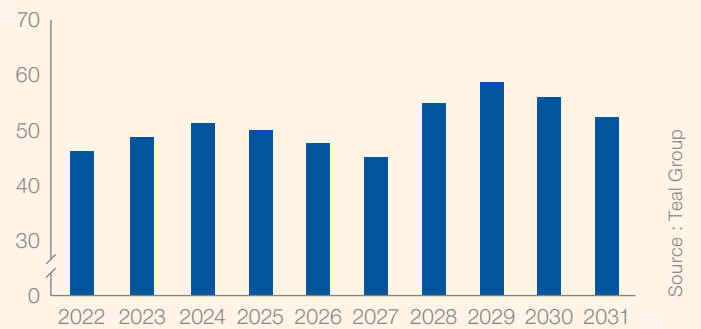
Source : Teal Group



## FABRICATION D'AVIONS DE TRANSPORT MILITAIRE

La fabrication d'avions de transport militaire devrait croître modérément d'ici la fin de cette décennie. Toutefois, à l'heure actuelle, Héroux-Devtek fournit des composants pour les trois avions de transport militaire les plus fabriqués : le C-130J de Lockheed Martin (trains d'atterrissage et composants), et le C295 et l'A400M d'Airbus (composants des trains d'atterrissage, systèmes d'actionnement et autres composants).

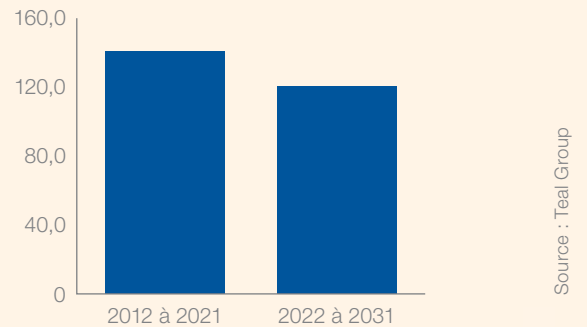
## AVIONS DE TRANSPORT MILITAIRE UNITÉS DE PRODUCTION



## LE MARCHÉ DES HÉLICOPTÈRES MILITAIRES

Le marché des hélicoptères militaires devrait croître modérément sur le plan des unités produites, dont le nombre devrait passer de 448 en 2023 à 460 d'ici 2030. Sur le plan monétaire, en revanche, la valeur des unités produites au cours de la prochaine décennie (jusqu'en 2031) devrait être inférieure à celle des unités produites entre 2012 et 2021 puisqu'elle devrait passer de 140 milliards de dollars à 120 milliards de dollars. Toutefois, dans le cas de programmes particuliers, tels que le CH-53K de Sikorsky, lancé récemment, la production devrait augmenter considérablement au cours des prochaines années. Héroux-Devtek a conçu, développé et fourni le système de trains d'atterrissage et de sabots de queue destinés aux besoins de production et de pièces de rechange pour le CH-53K. Par ailleurs, Héroux-Devtek fournit et assemble le train d'atterrissage pour le CH-47 Chinook de Boeing, pour lequel il fournit aussi des pièces de rechange; cet hélicoptère de transport très apprécié est en service depuis le début des années 1960.

## HÉLICOPTÈRES MILITAIRES – EN MILLIARDS



## DES DIFFICULTÉS DE MEURENT À L'ÉGARD DE LA PRODUCTION À COURT TERME

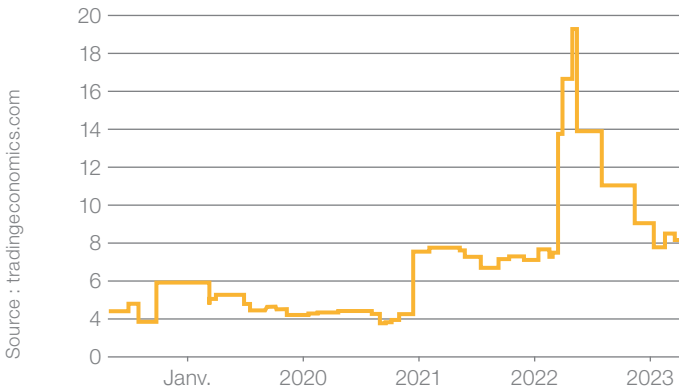
Le volume important de commandes d'avions a permis à Héroux-Devtek de terminer l'exercice 2023 avec un carnet de commandes presque record totalisant 864 millions de dollars, en hausse de 27 % par rapport à 682 millions de dollars pour l'exercice 2022.

À l'échelle mondiale, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement survenues après la pandémie ont été exacerbées par le conflit entre la Russie et l'Ukraine, en particulier dans le secteur de l'aérospatiale, ces deux pays étant des producteurs importants de métaux rares, tels que le titane. En conséquence, les délais d'approvisionnement pour ces métaux se sont considérablement allongés en 2022, ce qui a rendu l'approvisionnement difficile. Ces délais ont eu une incidence sur le processus de production, ce qui a accru les coûts de transport engagés pour améliorer les délais de livraison et la rémunération liée aux heures supplémentaires effectuées pour respecter les engagements pris à l'égard de la production.

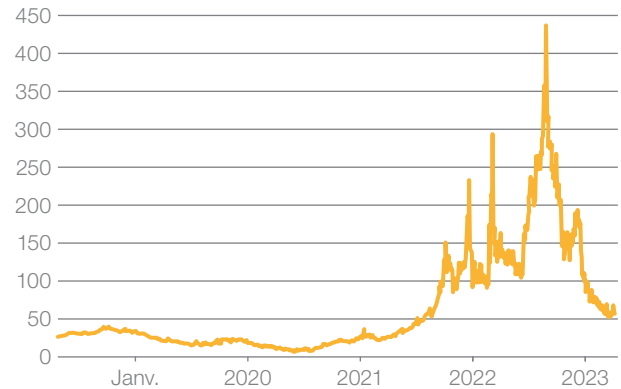
Les coûts liés à l'énergie ont également considérablement augmenté en raison du conflit entre la Russie et l'Ukraine, tout particulièrement en Europe, où de nombreux pays s'efforcent de trouver des sources d'approvisionnement en énergie autres que le pétrole et le gaz provenant de la Russie. La baisse de l'offre et la redistribution de la demande vers d'autres sources ont entraîné les prix à la hausse et contribué aux pressions inflationnistes globales qui se sont répercutées sur les coûts de production.

Les activités de fabrication d'Héroux-Devtek au Royaume-Uni et en Espagne n'ont pas été épargnées, les coûts liés à l'énergie ayant considérablement augmenté, de 40 % et de 94 % respectivement.

**PRIX DU TITANE  
\$ US/KG**



**PRIX DU GAZ NATUREL EN EUROPE  
EUR/MWH**



L'augmentation des coûts liés à l'énergie a été l'un des facteurs ayant le plus contribué aux pressions inflationnistes globales qui se sont répercutées sur les coûts de production. Les pressions inflationnistes apparues en Amérique du Nord en 2021 et qui ont porté le taux d'inflation à 7 % s'éloignent considérablement du contexte inflationniste relativement faible de la décennie précédente, le taux d'inflation annuel aux États-Unis étant alors généralement demeuré inférieur à 2 %.

Comme le montrent les différents graphiques, les niveaux de prix particulièrement élevés des matières premières, de l'énergie et du fret ont diminué par rapport à leur pic, ce qui laisse augurer un contexte de coûts plus raisonnables pour l'avenir. Deux sources de coûts demeurent cependant particulièrement élevées : la main-d'œuvre et l'inflation.



## INDICE DES PRIX DU FRET AÉRIEN VERS LES ÉTATS-UNIS



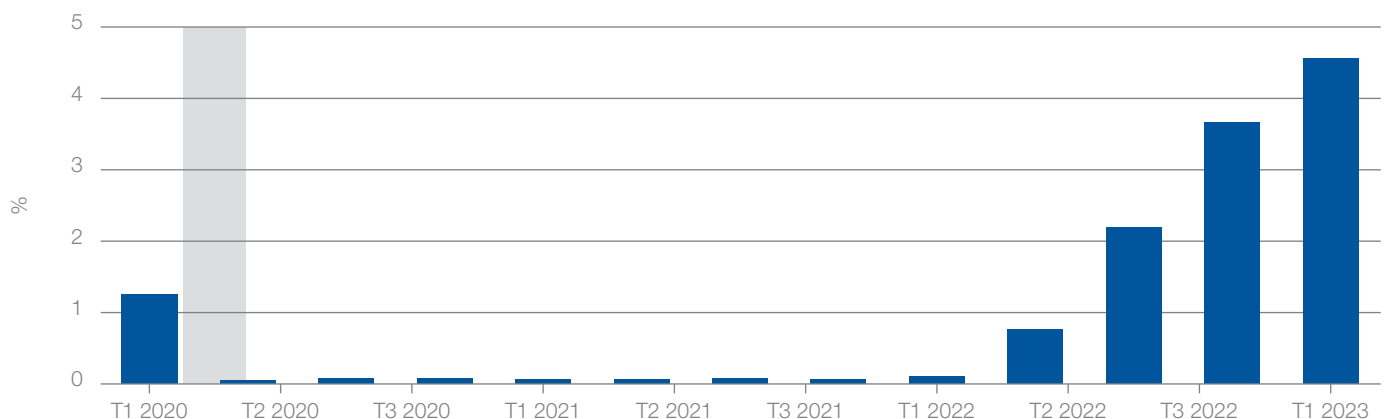
Source : U.S. Bureau of Labor Statistics

Les zones ombragées indiquent des périodes de récession aux États-Unis.

Le resserrement des marchés du travail en Amérique du Nord ainsi que la reprise rapide de la demande ont posé des défis opérationnels à Héroux-Devtek au cours de l'exercice 2023. Malgré des effectifs pratiquement au complet, la disponibilité limitée de techniciens et de machinistes qualifiés dans le secteur de l'aérospatiale a donné lieu à des inefficiences de production. Pour répondre à cette pénurie, la Société a accru ses dépenses en matière de formation et de perfectionnement afin de renforcer les compétences des nouveaux employés ne détenant pas d'expérience dans le secteur de l'aérospatiale. Cependant, le recrutement et la formation nécessitant beaucoup de temps, le taux élevé de rotation de ces nouveaux employés a entraîné des inefficiences de production.

De nombreuses banques centrales, y compris dans la zone euro et en Amérique du Nord, ont haussé les taux d'intérêt pour répondre aux pressions exercées par l'inflation et le marché du travail. Héroux-Devtek, bien que peu endettée par rapport à ses propres normes historiques et à ses pairs, n'est pas à l'abri de l'incidence de ces hausses de taux d'intérêt, étant donné que l'augmentation du coût du capital pourrait accroître la vulnérabilité de certains fournisseurs financièrement fragilisés.

## TAUX EFFECTIF DES FONDS FÉDÉRAUX

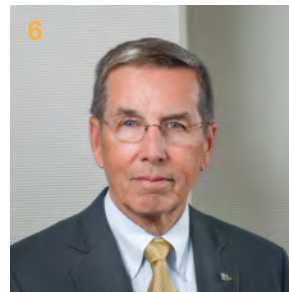
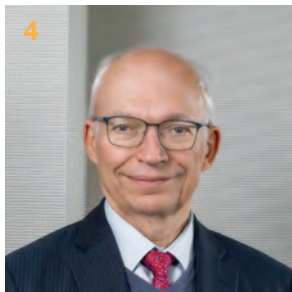


Source : Federal Reserve Bank of New York

Les zones ombragées indiquent des périodes de récession aux États-Unis.

# CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration d'Héroux-Devtek est composé de dix membres provenant de divers secteurs, dont l'industrie aérospatiale et le monde des affaires. Cette diversité permet à l'équipe de direction de bénéficier d'une perspective et d'une expertise précieuses afin de prendre des décisions critiques. La vaste expérience du conseil d'administration garantit que la Société est guidée par la meilleure vision stratégique et les meilleures pratiques de gestion possible.



## 1 Gilles Labbé

Président exécutif du conseil d'administration  
Membre non indépendant du conseil  
depuis 1985

## 2 Nathalie Bourque

Administratrice de sociétés  
Membre indépendante du conseil depuis 2015  
Membre du comité d'audit

## 3 Martin Brassard

Président et chef de la direction  
Membre non indépendant du conseil  
depuis 2019

## 4 Didier Evrard

Administrateur de sociétés et consultant  
Membre indépendant du conseil depuis 2021  
Membre du comité d'audit

## 5 Louis Morin

Président, Busrel Inc.  
Membre indépendant du conseil depuis 2008  
Président du comité d'audit

## 6 James J. Morris

Administrateur de sociétés et consultant  
Membre indépendant du conseil depuis 2013  
Président du comité des ressources humaines  
et de régie d'entreprise

## 7 Brian A. Robbins

Président exécutif, Exco Technologies Limited  
Membre indépendant du conseil depuis 2000  
Membre du comité des ressources humaines  
et de régie d'entreprise

## 8 Annie Thabet

Associée, Celtis Capital inc.  
Membre indépendante du conseil depuis 2021  
Membre du comité des ressources humaines  
et de régie d'entreprise

## 9 Beverly Wyse

Administratrice de sociétés et consultante  
Administratrice principale  
Membre indépendante du conseil depuis 2019  
Membre du comité d'audit

## 10 Ted Di Giorgio

Administrateur de sociétés  
Membre indépendant du conseil depuis 2023  
Membre du comité d'audit

## ÉQUIPE DE DIRECTION

### Gilles Labbé

Président exécutif du conseil d'administration

### Martin Brassard

Président et chef de la direction

### Stéphane Arsenault

Vice-président et chef de la direction financière

### Jean Gravel

Vice-président, ventes et programmes

### Stéphane Rainville

Vice-président, ressources humaines et environnement

### Guy Delisle

Vice-président, technologies de l'information

### Alexandre Verdon

Vice-président, développement des affaires, fusions et acquisitions

### Patrick Gagnon

Vice-président, contrôleur corporatif

### Jean-Philippe Sanche

Vice-président, affaires juridiques

### Olivier Perron

Directeur principal, fiscalité et trésorerie

### Guillaume Lamy

Directeur, divulgation financière

### Katie Nolan

Directrice, audit interne et gouvernance de l'entreprise

### Sylvie Hébert

Directrice, ressources humaines

## ÉQUIPE DE DIRECTION DES OPÉRATIONS

### Dominique Dallaire

Vice-président, région centrale

### Anne-Marie Bertrand

Vice-présidente, région de l'est

### Marc-Olivier Gagnon

Vice-président, ingénierie et soutien produits techniques

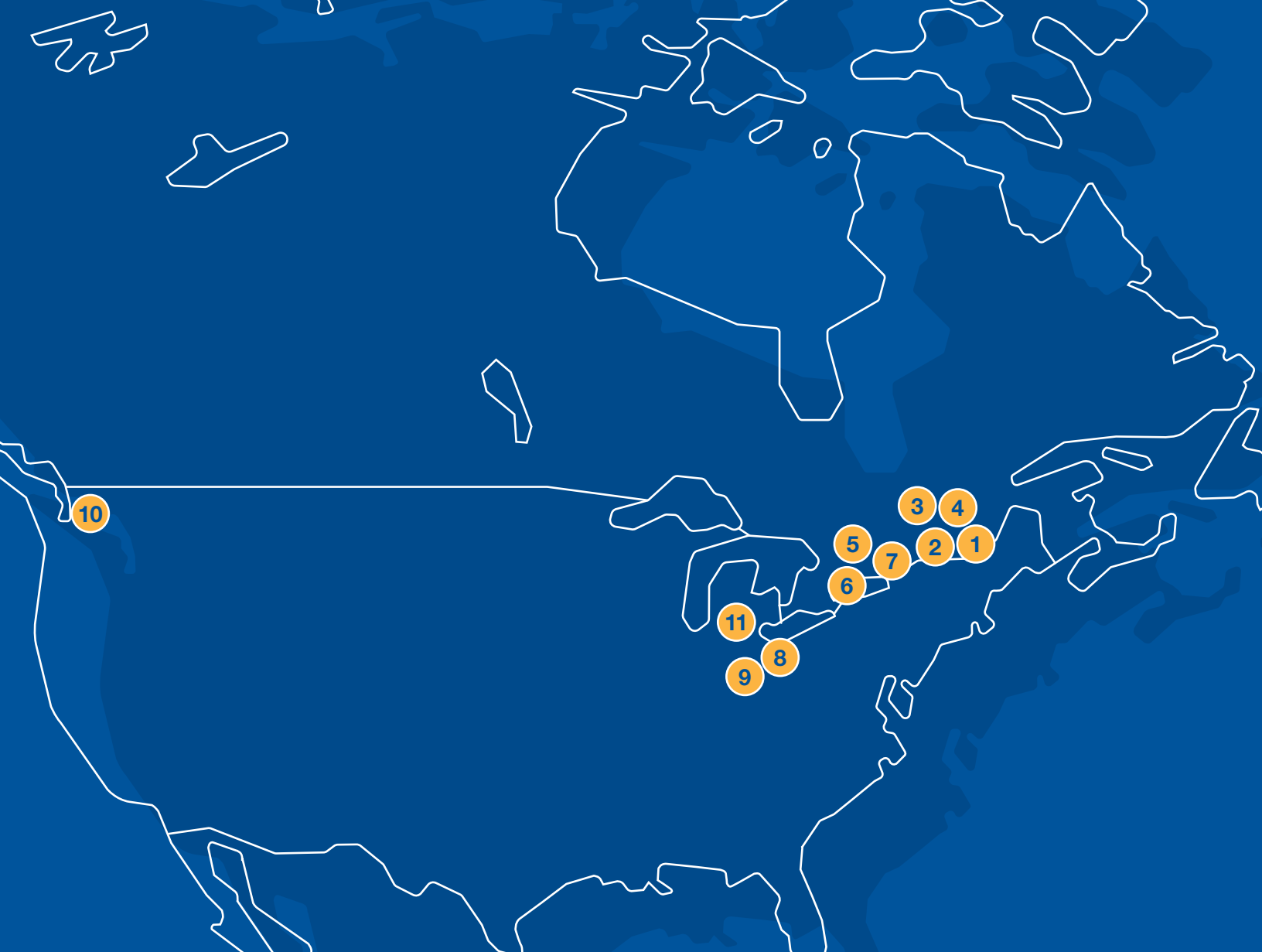
### Hugo Lorrain

Vice-président, Espagne

### Daniel Normandin

Vice-président, Royaume-Uni



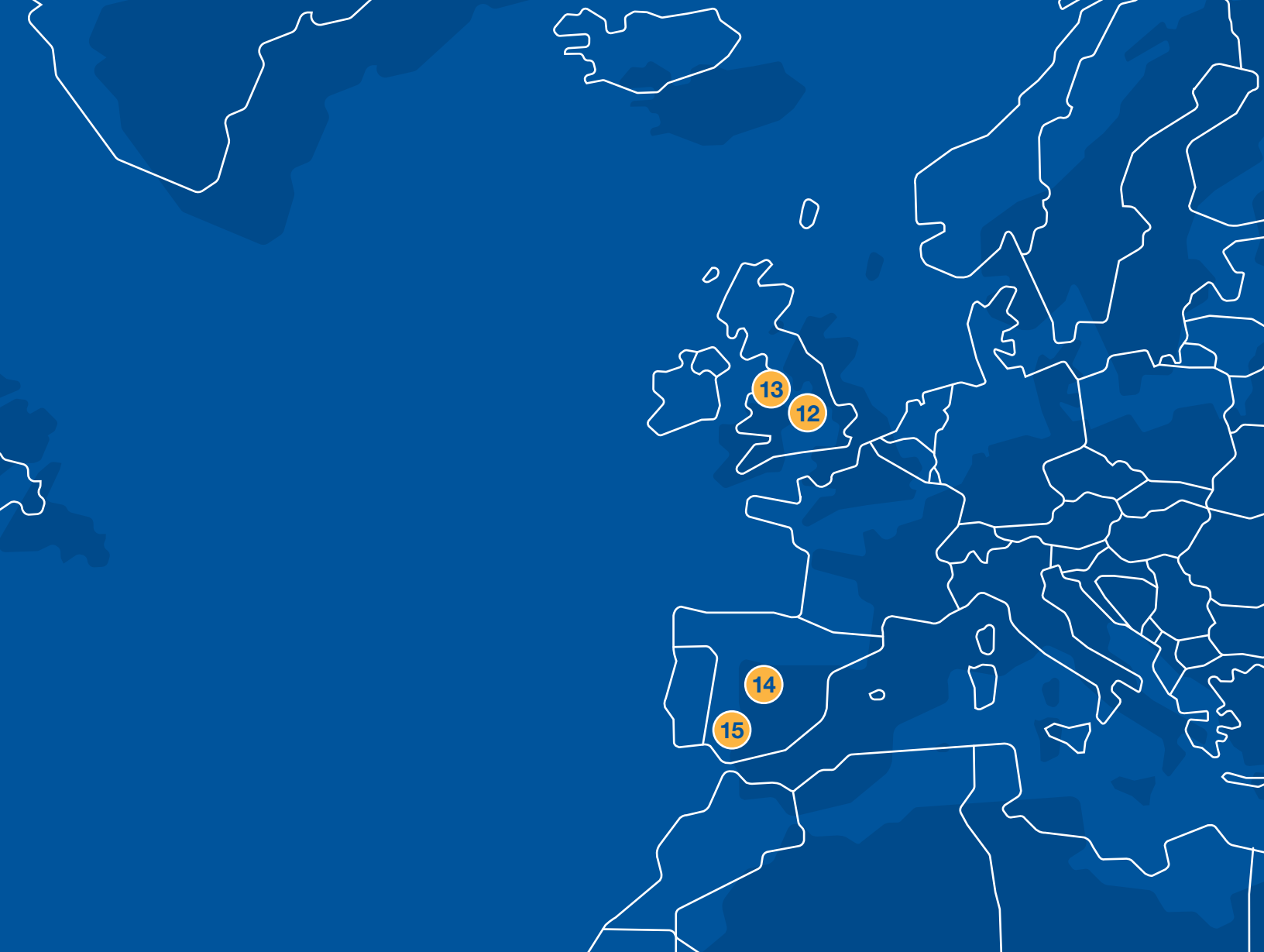


## CENTRES D'EXCELLENCE MONDIAUX

Présents dans 4 pays, nos 15 centres d'excellence ont fait la preuve de leur agilité et de leur résilience dans un environnement d'affaires en constante évolution. Grâce à leur emplacement géographique, nous avons pu travailler en étroite collaboration avec nos clients et leur offrir des solutions personnalisées adaptées à leurs besoins spécifiques. Notre équipe d'experts partout dans le monde s'efforce de faire en sorte que nos produits et nos services respectent les normes de qualité, de sécurité et de performance les plus élevées.

### CANADA

- 1 Saint-Hubert, Québec**  
Conception, ingénierie et soutien technique. Savoir-faire technique et laboratoire d'essais à la fine pointe de la technologie
- 2 Longueuil, Québec**  
Réparation et entretien, finition et assemblage des systèmes de trains d'atterrissage
- 3 Laval, Québec**  
Fabrication et assemblage de composants et de systèmes de trains d'atterrissage de petite à moyenne taille
- 4 Montréal, Québec**  
Services de traitement de surface
- 5 Kitchener, Ontario**  
Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes de moyenne à grande taille
- 6 Cambridge, Ontario**  
Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes de très grande taille
- 7 Scarborough, Ontario**  
Boîtiers électroniques, échangeurs thermiques et caissons



## ÉTATS-UNIS

- 8 Strongsville, Ohio**  
Finition et assemblage de trains d'atterrissage
- 9 Springfield, Ohio**  
Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes et de composants en titane de moyenne à grande taille
- 10 Everett, Washington**  
Assemblage final des systèmes de trains d'atterrissage pour le Boeing 777/777X
- 11 Livonia, Michigan**  
Conception et fabrication de vis à rotule et de systèmes d'actionnement électromécaniques linéaires

## ROYAUME-UNI

- 12 Nottingham, Nottinghamshire**  
Fabrication de composants de trains d'atterrissage de petite et moyenne taille
- 13 Runcorn, Cheshire**  
Réparation et entretien, finition et assemblage de trains d'atterrissage, soutien technique, essais et ingénierie de conception

## ESPAGNE

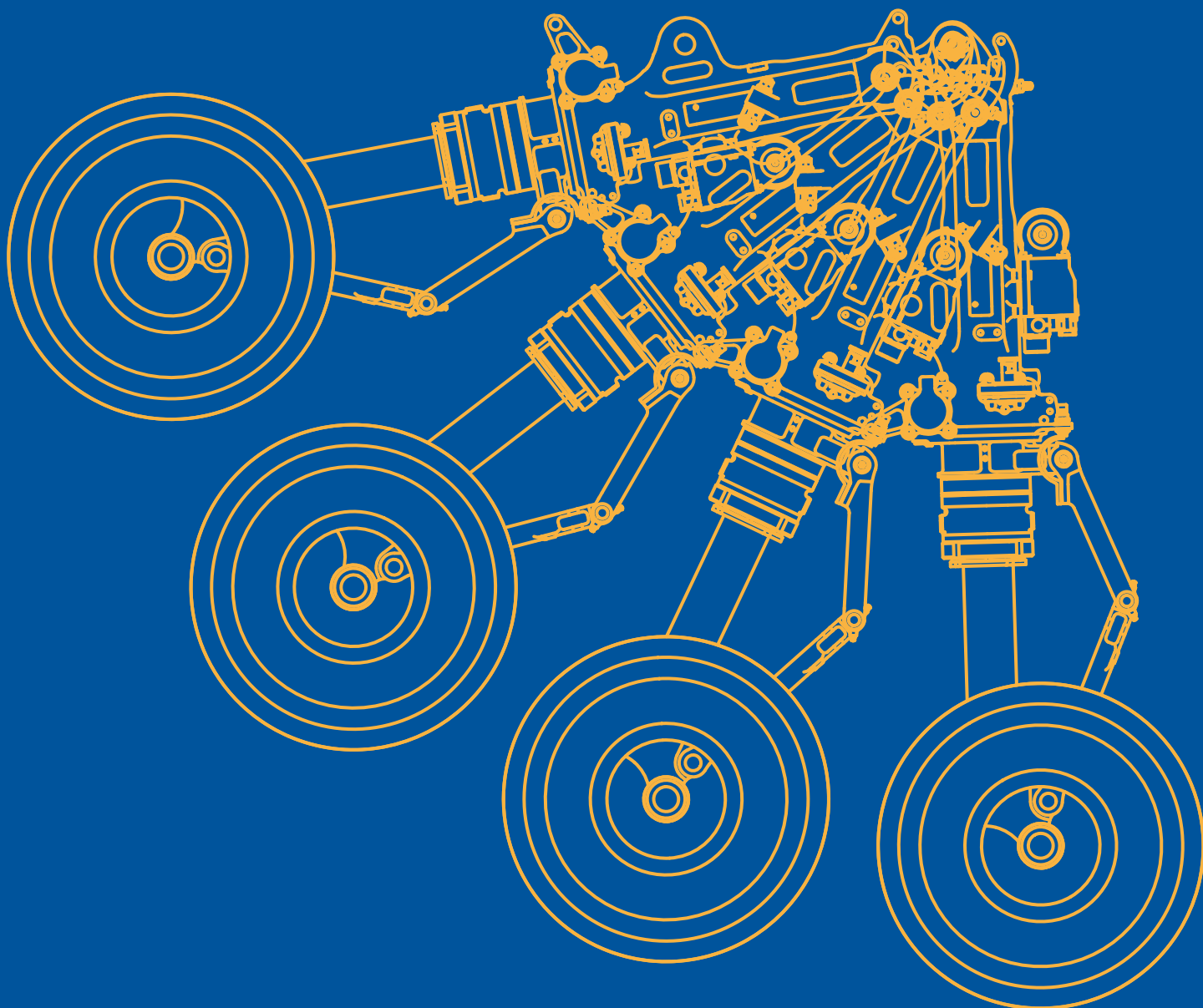
- 14 Getafe**  
Conception, fabrication, assemblage et soutien technique pour les trains d'atterrissage et les systèmes d'actionnement
- 15 Séville**  
Assemblage et installation de composants d'avions sur les chaînes de montage des clients



Kahins

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023



## TABLE DES MATIÈRES

Rapport de la direction .....	23
Rapport de l'auditeur indépendant .....	24
États financiers consolidés .....	27
Notes aux états financiers consolidés .....	32
Note 1 Nature des activités et information sur la Société .....	32
Note 2 Base d'établissement .....	32
Note 3 Principales méthodes comptables .....	33
Note 4 Principales estimations et hypothèses comptables .....	41
Note 5 Acquisition d'une participation minoritaire et cession .....	43
Note 6 Ventes .....	43
Note 7 Aide gouvernementale .....	43
Note 8 Coût des ventes et frais de vente et d'administration .....	44
Note 9 Autres charges (gains) .....	44
Note 10 Frais financiers nets .....	45
Note 11 Bénéfice par action .....	45
Note 12 Stocks .....	45
Note 13 Instruments financiers dérivés .....	46
Note 14 Autres actifs .....	46
Note 15 Immobilisations corporelles .....	47
Note 16 Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée .....	49
Note 17 Goodwill .....	50
Note 18 Comptes fournisseurs et charges à payer .....	50
Note 19 Provisions .....	51
Note 20 Dette à long terme .....	51
Note 21 Autres passifs .....	53
Note 22 Capital émis .....	53
Note 23 Cumul des autres éléments du résultat global .....	55
Note 24 Impôt sur le résultat .....	56
Note 25 Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite .....	57
Note 26 Engagements et éventualités .....	60
Note 27 Variation nette des éléments hors trésorerie .....	61
Note 28 Information géographique .....	61
Note 29 Rémunération des principaux dirigeants .....	62
Note 30 Instruments financiers .....	62
Note 31 Gestion des risques financiers .....	63
Note 32 Gestion du risque lié au capital .....	66



# RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints d'Héroux-Devtek Inc. (la «Société») sont la responsabilité de la direction et ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») publiées par l'International Accounting Standards Board («IASB»). Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion renferment certains éléments fondés sur les meilleures estimations et jugements à l'égard de l'incidence prévue des événements et opérations actuels. La direction a établi ces éléments de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers consolidés et le rapport de gestion donnent une image fidèle, à tous les égards importants. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans les présents états financiers consolidés sont libellés en milliers de dollars canadiens.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière d'Héroux-Devtek Inc. ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et procédures de communication de l'information («CPCI») pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante liée à la Société leur a été communiquée, qu'elle a été présentée ou transmise de façon appropriée en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables et qu'elle a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par ces lois. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, un contrôle interne à l'égard de l'information financière («CIIF») pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière d'Héroux-Devtek Inc. ont aussi évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, l'efficacité du CIIF et des CPCI à la fin de l'exercice 2023. Au 31 mars 2023, la direction est d'avis qu'à la lumière de cette évaluation, le CIIF et les CPCI étaient efficaces et ne présentaient aucune faiblesse importante. Toutefois, en raison des limites qui lui sont inhérentes, des anomalies pourraient ne pas être prévenues ou détectées par le CIIF.

Conformément au Règlement 52-109, le chef de la direction et le chef de la direction financière d'Héroux-Devtek Inc. ont fourni aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières une attestation à l'égard des documents d'information annuels d'Héroux-Devtek Inc., y compris les états financiers consolidés et le rapport de gestion.

Le conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité d'audit. Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs indépendants possédant des compétences financières.

Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs externes, afin d'examiner les états financiers consolidés, le rapport des auditeurs externes et le rapport de gestion, de discuter de questions d'audit et de questions de présentation de l'information financière, de discuter des CIIF et des CPCI, et de s'assurer que chaque partie s'acquitte adéquatement de ses responsabilités. En outre, le comité d'audit est chargé d'examiner la pertinence des méthodes comptables ainsi que des estimations et jugements importants qui sous-tendent les états financiers consolidés dressés par la direction, d'examiner les honoraires versés aux auditeurs externes et de faire des recommandations au conseil d'administration à cet égard. Le comité d'audit fait part de ses constatations au conseil d'administration pour qu'il en soit tenu compte lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs Ernst & Young, s.r.l./S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit afin de discuter de leur audit et de questions connexes.



Martin Brassard  
Président et chef de la direction



Stéphane Arsenault, CPA  
Vice-président et chef de la direction financière

Le 17 mai 2023

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

## AUX ACTIONNAIRES D'HÉROUX-DEVTEK INC.

### *Opinion*

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés d'Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales (le «groupe»), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2023 et 2022, et les états des résultats consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe aux 31 mars 2023 et 2022, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»).

### *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### *Questions clés de l'audit*

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Notre description de la façon dont la question ci-après a été traitée dans le cadre de l'audit a été fournie dans ce contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport, y compris à l'égard de ces questions. Par conséquent, notre audit a comporté la mise en œuvre de procédures conçues dans le but de répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures mises en œuvre en réponse à la question ci-après, fournissent le fondement de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés ci-joints.

### Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Au 31 mars 2023, le goodwill du Groupe s'élevait à 112,4 millions \$ au bilan consolidé. Comme il est indiqué à la note 3, *Principales méthodes comptables*, et à la note 17, *Goodwill*, pour chaque unité génératrice de trésorerie («UGT») à laquelle un goodwill est affecté, la direction évalue au moins une fois l'an, ou à tout moment lorsqu'il existe un indice de dépréciation, si la valeur comptable de l'UGT s'est dépréciée. La direction a établi la valeur recouvrable de chaque UGT à partir de la valeur d'utilité par le calcul de la valeur actualisée des flux de trésorerie actualisés, qui nécessite des estimations importantes de la part de la direction.

La valeur recouvrable est fondée sur les estimations que fait la direction de variables importantes, dont les flux de trésorerie futurs, le taux de croissance perpétuel utilisé et les taux d'actualisation. Les risques liés à l'environnement d'affaires actuel découlant des problèmes touchant la chaîne d'approvisionnement, de l'inflation et de la pénurie de main-d'œuvre ont rendu plus difficile et subjectif l'établissement des flux de trésorerie futurs attendus par la direction. Ce contexte, combiné à l'importance et la sensibilité des autres hypothèses, comme les taux d'actualisation et les taux de croissance annuels/perpétuels, nous a amenés à conclure que le test de dépréciation du goodwill pour les UGT du groupe constitue une question clé de l'audit.

### Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Nos procédures d'audit ont compris, entre autres, l'examen des hypothèses de la direction concernant les flux de trésorerie futurs attendus, y compris les projections de ventes globales et les ventes liées à certains programmes importants, en comparaison avec les données publiques, comme les rapports d'analystes concernant l'industrie de l'aérospatiale et les sociétés aériennes, ainsi que les contrats en cours avec des clients. Nous avons obtenu des informations quant à la négociation des contrats et aux mesures prises par la direction en réaction aux problèmes touchant les chaînes d'approvisionnement et la production, et les avons comparées aux éléments probants.

Avec l'aide de nos spécialistes internes en évaluation, nous avons évalué le modèle de flux de trésorerie actualisés, la méthode d'évaluation et certaines hypothèses importantes du groupe. Nous avons apprécié le choix et le mode d'application des taux d'actualisation en évaluant les données et l'exactitude arithmétique des calculs. Nous avons évalué l'exactitude passée des estimations de la direction liées aux projections de flux de trésorerie et aux taux de croissance en comparant les projections passées de la direction à la performance réelle et historique. Nous avons comparé les projections de produits et de bénéfice par UGT préparées par la direction pour chacun des cinq prochains exercices aux données du marché et aux attentes des analystes pour le groupe et le secteur, lorsque c'était possible. Nous avons effectué une analyse de sensibilité concernant les principales hypothèses, comme les projections de produits, le taux de croissance perpétuel et les taux d'actualisation, afin d'évaluer leur incidence sur le calcul de la valeur recouvrable.

Nous avons également évalué le caractère adéquat des informations fournies sur cette question par le groupe à la note 17 des états financiers consolidés ci-joints.

### Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, outre les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

#### *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Wajih Chemali.

*Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.<sup>1</sup>*

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Montréal (Québec)  
Le 17 mai 2023

<sup>1</sup> CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A121006

# BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Aux 31 mars	Notes	2023	2022
<b>Actif</b>	20		
Actifs à court terme			
Trésorerie		15 020 \$	86 692 \$
Comptes clients		126 721	105 389
Impôts à recevoir		2 176	1 108
Stocks	12	262 995	200 342
Instruments financiers dérivés	13	386	5 500
Autres actifs à court terme	14	22 215	16 419
		429 513	415 450
Immobilisations corporelles, montant net	15	205 490	208 838
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	16	53 654	47 320
Instruments financiers dérivés	13	468	14 329
Actifs d'impôt différé	24	9 308	6 557
Goodwill	17	112 384	108 200
Autres actifs à long terme	14	10 520	12 664
<b>Total de l'actif</b>		<b>821 337 \$</b>	<b>813 358 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Passifs à court terme			
Comptes fournisseurs et charges à payer	18	131 019 \$	114 508 \$
Provisions	19	16 632	21 925
Avances de clients et facturations progressives		58 904	29 875
Impôts à payer		466	826
Instruments financiers dérivés	13	5 493	1 852
Tranche à court terme de la dette à long terme	20	11 425	10 835
		223 939	179 821
Dette à long terme	20	166 483	225 691
Provisions	19	15 576	14 828
Instruments financiers dérivés	13	4 895	830
Passifs d'impôt différé	24	11 377	8 567
Autres passifs	21	8 148	6 339
		430 418	436 076
Capitaux propres			
Capital émis	22	82 459	82 189
Surplus d'apport		6 739	5 767
Cumul des autres éléments du résultat global	23	12 072	6 865
Résultats non distribués		289 649	282 461
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>821 337 \$</b>	<b>813 358 \$</b>

## Engagements et éventualités (note 26)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

### Au nom du conseil d'administration,



Louis Morin  
Administrateur



Gilles Labbé  
Administrateur

# ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2023	2022
Ventes	6	543 622 \$	536 087 \$
Coût des ventes	7, 8, 12	470 087	444 992
Marge brute		73 535	91 095
Frais de vente et d'administration	7, 8	48 556	44 028
Autres charges (gains)	9	(1 219)	2 309
Résultat opérationnel		26 198	44 758
Frais financiers nets	10	7 575	4 270
Résultat avant impôt sur le résultat		18 623	40 488
Charge d'impôt sur le résultat	24	4 798	8 348
Résultat net		13 825 \$	32 140 \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		13 825	32 525
Participations ne donnant pas le contrôle		—	(385)
		13 825 \$	32 140 \$
Bénéfice par action – de base et dilué	11		
De base		0,40 \$	0,91 \$
Dilué		0,40 \$	0,90 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2023	2022
Autres éléments du résultat global :			
Éléments pouvant être reclassés en résultat net			
Gains (pertes) découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	23	20 363 \$	(11 059) \$
Couvertures de flux de trésorerie :	23		
Pertes nettes sur évaluation des instruments financiers dérivés		(21 615)	(817)
Pertes nettes (gains nets) sur les instruments financiers dérivés reclassés en résultat net		7 193	(4 471)
Impôt différé		3 808	1 394
		(10 614)	(3 894)
(Pertes) gains sur les couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger	23	(5 229)	6 378
Impôt différé		687	(839)
		(4 542)	5 539
Éléments qui ne sont jamais reclassés en résultat net			
Régimes de retraite à prestations définies :	25		
(Pertes) gains sur la réévaluation		(1 709)	5 507
Impôt différé		451	(1 455)
		(1 258)	4 052
<b>Autres éléments du résultat global</b>		<b>3 949 \$</b>	<b>(5 362) \$</b>
Résultat global			
Résultat net		13 825 \$	32 140 \$
Autres éléments du résultat global		3 949	(5 362)
<b>Résultat global</b>		<b>17 774 \$</b>	<b>26 778 \$</b>
Attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		17 774	27 163
Participations ne donnant pas le contrôle		—	(385)
		<b>17 774 \$</b>	<b>26 778 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2022		82 189 \$	5 767 \$	6 865 \$	282 461 \$	377 282 \$	— \$	377 282 \$
Actions ordinaires émises dans le cadre du régime d'options sur actions	22	1 437	(334)	—	—	1 103	—	1 103
Rachat et annulation d'actions ordinaires	22	(1 167)	—	—	(5 379)	(6 546)	—	(6 546)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	—	1 306	—	—	1 306	—	1 306
Résultat net		—	—	—	13 825	13 825	—	13 825
Autres éléments du résultat global	23	—	—	5 207	(1 258)	3 949	—	3 949
Solde au 31 mars 2023		82 459 \$	6 739 \$	12 072 \$	289 649 \$	390 919 \$	— \$	390 919 \$

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2021		86 222 \$	5 126 \$	16 279 \$	282 831 \$	390 458 \$	1 274 \$	391 732 \$
Actions ordinaires émises dans le cadre du régime d'options sur actions	22	2 031	(532)	—	—	1 499	—	1 499
Rachat et annulation d'actions ordinaires	22	(6 064)	—	—	(36 936)	(43 000)	—	(43 000)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	—	1 173	—	—	1 173	—	1 173
Transactions avec participations minoritaires	5	—	—	—	(11)	(11)	(889)	(900)
Résultat net		—	—	—	32 525	32 525	(385)	32 140
Autres éléments du résultat global	23	—	—	(9 414)	4 052	(5 362)	—	(5 362)
Solde au 31 mars 2022		82 189 \$	5 767 \$	6 865 \$	282 461 \$	377 282 \$	— \$	377 282 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



# ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2023	2022
<b>Trésorerie liée à ce qui suit :</b>			
<b>Activités d'exploitation</b>			
Résultat net		13 825 \$	32 140 \$
Éléments hors trésorerie :			
Charge d'amortissement	15, 16	36 387	35 982
Impôt différé	24	6 021	71
Gain à la cession d'immobilisations corporelles		—	(850)
Frais financiers nets hors trésorerie	10	2 908	1 139
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	1 306	1 173
		60 447	69 655
Variation nette des éléments hors trésorerie	27	(30 387)	(6 489)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		<b>30 060</b>	<b>63 166</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	15	(18 641)	(17 306)
Produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles		—	2 881
Augmentation nette d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	16	(13 137)	(2 847)
Produit tiré de la cession d'activités	5	3 486	2 041
Acquisition d'une participation minoritaire	5	—	(900)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		<b>(28 292)</b>	<b>(16 131)</b>
<b>Activités de financement</b>			
Produit tiré de la dette à long terme	20	7 046	3 145
Remboursement de la dette à long terme	20	(75 747)	(16 310)
Augmentation des frais de financement différés	20	(245)	(555)
Rachat et annulation d'actions	22	(6 546)	(43 000)
Émission d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions	22	1 103	1 499
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>(74 389)</b>	<b>(55 221)</b>
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		949	(592)
<b>Variation de la trésorerie au cours de l'exercice</b>		<b>(71 672)</b>	<b>(8 778)</b>
Trésorerie au début de l'exercice		86 692	95 470
<b>Trésorerie à la fin de l'exercice</b>		<b>15 020 \$</b>	<b>86 692 \$</b>
<b>Intérêts et impôts pris en compte dans les activités d'exploitation :</b>			
Intérêts payés		6 946 \$	7 460 \$
Intérêts reçus		2 279 \$	522 \$
Impôts payés		2 636 \$	4 895 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2023 et 2022

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

## NOTE 1. NATURE DES ACTIVITÉS ET INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Héroux-Devtek Inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue Saint-Charles Ouest, bureau 600, tour Ouest, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales («Héroux-Devtek» ou la «Société») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composantes critiques d'avions.

La Société exerce ses activités dans un secteur d'exploitation, soit le secteur de l'aérospatiale.

Les actions ordinaires de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole «HRX».

## NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des instruments financiers dérivés, qui sont évalués à la juste valeur, des provisions, qui sont évaluées selon la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour éteindre l'obligation, et des obligations au titre des prestations de retraite, qui sont évaluées à la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur des actifs des régimes.

### *Déclaration de conformité*

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») publiées par l'International Accounting Standards Board («IASB») et ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 17 mai 2023.

### *Périmètre de consolidation*

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales, toutes en propriété exclusive. Les principales filiales en propriété exclusive de la Société comprises dans les présents états financiers consolidés sont les suivantes :

Nom	Emplacement géographique
Devtek Aerospace Inc.	Canada
HDI Landing Gear USA Inc.	États-Unis
APPH Limited	Royaume-Uni
Beaver Aerospace & Defense Inc.	États-Unis
Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A.	Espagne

Les filiales sont consolidées à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date de prise de contrôle par la Société, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date de cessation de ce contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société détient le pouvoir sur l'entité émettrice; qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice; et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir pour influencer sur le montant de ces rendements. La Société réévalue si elle contrôle ou non l'entité émettrice lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs des trois éléments du contrôle mentionnés ci-dessus ont changé. Les modifications du pourcentage de participation de la Société dans les filiales, qui ne donnent pas lieu à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Le coût d'une acquisition est établi comme étant le total de la contrepartie payée, évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Pour chaque regroupement d'entreprises, la Société évalue la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à la juste valeur ou selon la quote-part de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que celle d'Héroux-Devtek Inc., selon des méthodes comptables uniformes. Toutes les transactions intersociétés et tous les soldes de comptes intersociétés sont complètement éliminés.

## NOTE 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

---

### A. Devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens. Chaque entité de la Société comptabilise les transactions dans sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie.

La monnaie fonctionnelle d'Héroux-Devtek et de ses activités au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des établissements américains est le dollar américain, celle des établissements au Royaume-Uni, la livre sterling, et celle des établissements en Espagne, l'euro. La monnaie fonctionnelle d'une entité est déterminée en fonction de l'environnement économique principal dans lequel cette dernière exerce ses activités.

#### *Conversion des transactions et des soldes de comptes*

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date de clôture. Toutes les différences sont incluses dans les états des résultats consolidés.

Les éléments non monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change à la date des transactions.

#### *Conversion des états financiers des établissements à l'étranger*

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change à la date de clôture, et les états des résultats sont convertis au taux de change moyen pour l'exercice. Les différences découlant de la conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à la vente des investissements nets connexes, pour être ensuite comptabilisées dans les états des résultats consolidés.

### B. Stocks

Les stocks comprennent les matières premières (y compris les pièces achetées), les produits en cours de fabrication et les produits finis, lesquels sont évalués au moindre du coût (méthode du coût unitaire, à l'exception de certaines matières premières évaluées selon la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation.

Les produits en cours comprennent les matières premières, les coûts de main-d'œuvre directe et coûts indirects de fabrication appliqués.

La méthode du coût unitaire est la méthode de coût selon laquelle les coûts de production réels sont imputés à chaque unité produite et comptabilisés dans les états des résultats consolidés à mesure que les unités sont livrées. Les estimations de la valeur nette de réalisation sont fondées sur les données les plus fiables disponibles quant au montant des stocks que la Société prévoit réaliser. Ces estimations tiennent compte des fluctuations de prix ou de coût liées directement à des événements survenant après la date de clôture dans la mesure où de tels événements confirment des conditions existantes à la date de clôture.

### C. Immobilisations corporelles

#### *Actifs acquis*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant (voir le point H). Ces coûts peuvent comprendre le coût de remplacement d'une partie importante d'une immobilisation corporelle et, dans cette situation, la valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif comme suit :

- Bâtiments et améliorations locatives – 5 à 50 ans
- Machinerie et équipement – 3 à 25 ans
- Outillage utilisé pour des contrats précis – selon les quantités préétablies dans le contrat, sans toutefois dépasser la moindre des deux valeurs suivantes : 10 ans ou la durée d'utilité. Les quantités prévues au contrat sont évaluées au début du stade de production, en tenant compte notamment des commandes fermes et des options. La direction de la Société mène des examens trimestriels et annuels des quantités déterminées par contrat.
- Pièces d'outillage standard et générales – 3 à 5 ans
- Matériel roulant – 3 à 10 ans
- Matériel informatique et de bureau – 3 à 5 ans

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé à la cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le gain ou la perte lié à la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif) est inclus dans les états des résultats consolidés de l'exercice au cours duquel l'actif est

décomptabilisé. La valeur résiduelle, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement de l'actif sont révisées et ajustées annuellement en fin d'exercice, ou lorsque certaines circonstances le justifient.

La valeur actualisée du coût prévu du démantèlement de l'actif après son utilisation est comprise dans le coût de l'actif respectif si les critères de comptabilisation d'une provision sont respectés. Se reporter au point J de la présente note et à la note 4, *Principales estimations et hypothèses comptables*, pour de plus amples informations sur la provision au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

#### **D. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée**

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprennent les coûts de développement capitalisés, les relations clients et les contrats ainsi que les logiciels. Ils sont évalués au coût à leur comptabilisation initiale. Le coût des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Suivant la comptabilisation initiale, ils sont inscrits au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant.

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont amortis sur leur durée d'utilité et soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indice que l'actif incorporel pourrait être déprécié. La période et la méthode d'amortissement des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont passées en revue chaque fin d'exercice ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Tout changement apporté à la durée d'utilité prévue ou au modèle prévu de consommation des avantages économiques futurs associés aux actifs incorporels à durée d'utilité déterminée est comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

Le gain ou la perte découlant de la décomptabilisation d'un actif incorporel correspond à la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif, et est comptabilisé dans les états des résultats consolidés.

##### *Coûts de développement*

Les coûts de développement liés à un contrat de vente en particulier sont capitalisés à titre d'actifs incorporels lorsque la Société peut démontrer :

- la faisabilité de l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'actif incorporel et de le mettre en service ou de le vendre;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'actif;
- la façon dont l'actif générera des avantages économiques futurs;
- la disponibilité des ressources pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'actif incorporel;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les coûts de développement capitalisés (coûts de conception et de fabrication et autres coûts connexes) liés aux contrats de vente sont amortis en fonction de la quantité prévue destinée à la vente. Ils sont présentés déduction faite de l'aide gouvernementale et des contributions des clients connexes.

La quantité prévue destinée à la vente est établie selon l'évaluation par la direction au début de la production pour chaque contrat, en tenant compte, entre autres facteurs, des commandes fermes existantes, des options existantes et des prévisions du client et de l'industrie. La direction mène des examens trimestriels des quantités établies par contrat, des coûts de développement capitalisés et de la recouvrabilité de ces coûts.

Suivant la comptabilisation initiale des coûts de développement capitalisés à titre d'actif, l'actif est comptabilisé au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant. L'amortissement commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être utilisé. Habituellement, la phase de développement s'étend sur une période de quatre à sept ans. Durant la période de développement, l'actif est soumis à un test de dépréciation annuel.

##### *Relations clients et contrats*

Les relations clients et les contrats sont amortis selon la méthode linéaire sur les durées d'utilité estimatives des relations clients et contrats connexes, ce qui représente une période d'au plus 15 ans.

##### *Logiciels*

Les logiciels sont amortis sur une période de trois à sept ans.

#### **E. Regroupement d'entreprises et goodwill**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur des actifs cédés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels pris en charge sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais liés à l'acquisition associés aux regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût moins les pertes de valeur cumulées, le cas échéant. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie («UGT») de la Société ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise sont attribués à ces unités. Une UGT est le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Lorsque le goodwill fait partie d'une UGT et que l'entité cède une partie de l'entreprise au sein de cette unité, le goodwill associé à l'entreprise cédée est inclus dans la valeur comptable de cette entreprise aux fins du calcul du gain ou de la perte lié à la cession de l'entreprise. Le goodwill cédé dans de telles circonstances est évalué en fonction des valeurs relatives de l'entreprise cédée et de la partie de l'UGT conservée.

## **F. Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers**

Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation le 31 mars ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Un test de dépréciation de l'exercice précédent peut être utilisé dans le test de dépréciation annuel lorsque des critères précis sont respectés. La dépréciation est établie en évaluant la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle se rapporte le goodwill. La valeur recouvrable d'une UGT est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'une UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour estimer la valeur d'utilité, qui consiste en des flux de trésorerie futurs dérivés du plus récent budget et du plan stratégique, qui couvrent une période de cinq ans, approuvés par la direction et le conseil d'administration de la Société. Ces flux de trésorerie futurs tiennent compte du rendement passé de chaque UGT, de la part de marché et des tendances économiques, des tendances du marché et de l'industrie, ainsi que des stratégies de l'entreprise. Un taux de croissance perpétuel est utilisé pour les flux de trésorerie au-delà de cette période de cinq ans. Le taux de croissance perpétuel est établi en fonction des marchés particuliers auxquels l'UGT participe. Le taux d'actualisation utilisé par la Société pour les flux de trésorerie est un taux avant impôts reposant sur le coût moyen pondéré du capital se rapportant à chaque UGT, qui reflète l'évaluation actuelle, par le marché, i) de la valeur temps de l'argent et ii) des risques propres à l'actif. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Les pertes de valeur liées au goodwill ne peuvent être reprises dans des périodes futures.

Pour les actifs non financiers autres que le goodwill, la Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice que la valeur comptable pourrait être dépréciée. S'il existe un tel indice, la Société estime le montant recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité, et est établie pour un actif en particulier, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est établie par référence à la valeur d'utilité de l'UGT. Lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle selon un taux d'actualisation avant impôts qui reflète les évaluations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif. Pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, un modèle d'évaluation approprié est utilisé. Ces calculs sont corroborés par des multiples d'évaluation ou d'autres indicateurs disponibles de la juste valeur. En ce qui concerne les actifs non financiers autres que le goodwill, une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise si la valeur recouvrable estimée a changé depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. Cette valeur accrue ne peut dépasser la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement cumulé, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. Cette reprise est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

## **G. Actifs financiers**

### *Comptabilisation initiale*

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net («JVRN»), au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global («JVAERG»). Le classement est fonction de deux critères, soit le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs, et la question de savoir si les flux de trésorerie contractuels des instruments correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le «critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels»). Les actifs financiers de la Société qui sont détenus dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir les actifs financiers afin de recouvrer des flux de trésorerie contractuels qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels sont classés et évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers se composent de la trésorerie, des comptes clients et de certains autres actifs à court terme et à long terme.

Lorsque des actifs financiers sont comptabilisés initialement, ils sont évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction directement attribuables dans le cas d'un actif financier autre qu'à la JVRN. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

## *JVRN*

Les actifs financiers à la JVRN comprennent certains instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme instruments de couverture et qui, par conséquent, sont classés à la JVAERG. Les actifs financiers à la JVRN sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. La Société détermine si les instruments financiers dérivés incorporés doivent être séparés de leur contrat hôte au moment où elle devient partie au contrat.

### *Coût amorti*

Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils comprennent principalement les comptes clients et certains autres actifs à court terme et à long terme. Les actifs financiers au coût amorti sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Une provision pour créances douteuses est comptabilisée en cas de perte de valeur d'un compte client. Également, en vertu de l'approche prospective fondée sur les pertes de crédit attendues, tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la JVRN, sont soumis à un test de dépréciation au moins à chaque date de présentation de l'information financière. Les pertes de crédit attendues correspondent à la différence entre les flux de trésorerie contractuels qui sont dus aux termes d'un contrat et tous les flux de trésorerie que la Société s'attend à recevoir. Le déficit est ensuite actualisé à un taux qui est une approximation du taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Les modalités de paiement habituelles varient entre 30 et 60 jours et la Société considère qu'un actif financier est en défaut lorsque le recouvrement d'un compte client est en souffrance depuis 30 jours selon les modalités contractuelles. La Société peut également considérer qu'un actif financier est en défaut lorsque les renseignements internes ou externes indiquent qu'il est peu probable que la Société reçoive la totalité des montants contractuels dus. Le risque de crédit des comptes clients en souffrance est jugé plus élevé et la direction surveille étroitement ces comptes afin d'évaluer si le recouvrement final est à risque. Un actif financier est radié lorsqu'il n'est raisonnablement plus possible de s'attendre à recouvrer les flux de trésorerie contractuels, ce qui est généralement le cas si le compte client est en souffrance depuis 90 jours, à moins que la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère tardif convient davantage.

Pour ce qui est des comptes clients, la Société a appliqué l'approche simplifiée et a calculé les pertes de crédit attendues selon les pertes de crédit attendues pour la durée de vie, compte tenu des pertes de crédit historiques, ajustées en fonction de facteurs prospectifs en lien avec les débiteurs et le contexte économique. Si, dans un exercice ultérieur, le montant de la perte de valeur estimative augmente ou diminue en raison d'un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est augmentée ou diminuée en ajustant la valeur comptable des actifs financiers. Si un montant radié est recouvré ultérieurement, le recouvrement est comptabilisé dans les états des résultats consolidés.

## *JVAERG*

Les actifs financiers à la JVAERG comprennent les swaps de devises et de taux d'intérêt qui servent à couvrir les investissements nets dans certaines filiales à l'étranger et les contrats de change à terme. Ils sont comptabilisés à la juste valeur. La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, s'il y a lieu.

La Société évalue à chaque date de clôture si un actif financier a subi une perte de valeur.

## **H. Passifs financiers**

### *Passifs à la juste valeur*

Les passifs financiers classés comme étant à la JVRN comprennent les instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés à la JVAERG. Ils sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Les gains et pertes sur les passifs financiers à la JVAERG sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

### *Coût amorti*

Les dettes, les comptes fournisseurs, les charges à payer, les provisions et certains autres passifs sont initialement comptabilisés à la juste valeur, moins les coûts de transaction directement attribuables, lorsqu'ils n'ont pas été désignés à la JVRN.

Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### *Décomptabilisation des passifs financiers*

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation sous-jacente au passif est acquittée, annulée ou a pris fin.

## **I. Instruments financiers dérivés et couvertures**

### *Instruments financiers dérivés*

La Société utilise des instruments financiers dérivés, comme les contrats de change à terme, les swaps de devises et de taux d'intérêt et les swaps sur actions, pour couvrir ses risques associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt et aux autres fluctuations de

prix. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle un contrat dérivé est passé. Ils sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à titre d'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, et à titre de passifs financiers lorsqu'elle est négative.

#### *Couvertures de flux de trésorerie*

Aux fins de la comptabilité de couverture, toutes les couvertures sont classées comme couvertures de flux de trésorerie sauf en ce qui concerne les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger (voir ci-dessous). La couverture de l'exposition liée à la variabilité des flux de trésorerie est attribuable à un risque associé à un passif comptabilisé ou à une transaction en devises prévue très probable.

Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et consigne officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui sous-tendent la couverture. Cela comprend l'identification de l'instrument de couverture, de la transaction couverte ou de l'élément couvert, de la nature du risque couvert et de la façon dont l'entité appréciera l'efficacité de la couverture. Ces couvertures devraient être hautement efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie et sont appréciées trimestriellement afin d'établir si elles ont effectivement été hautement efficaces tout au long des périodes désignées.

La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés lorsque la transaction couverte a une incidence sur le résultat, comme c'est le cas lorsque le produit financier couvert ou les frais financiers couverts sont comptabilisés ou lorsqu'une vente prévue se réalise. S'il n'est plus probable que la transaction prévue ou l'engagement ferme se réalise, les montants antérieurement comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés.

#### *Couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger*

Lorsque la Société désigne une partie de la dette à long terme à titre de couverture de ses investissements nets dans des établissements à l'étranger, la partie des gains ou pertes sur l'élément de couverture qui est considérée comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés à la cession des investissements nets connexes.

## **J. Provisions**

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) 1) résultant d'un événement passé, 2) lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et 3) lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge liée à toute provision est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, diminuée de tout remboursement.

Si la date prévue de règlement dépasse 12 mois à partir de la date de comptabilisation, les provisions sont actualisées à l'aide d'un taux courant avant impôts qui reflète les risques propres au passif lorsque l'incidence est significative. Lorsque les provisions sont actualisées, leur actualisation attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée en tant que frais financiers. Les provisions sont examinées périodiquement et ajustées au besoin.

#### *Contrats déficitaires*

Ils représentent des contrats en cours ou des bons de commande fermes des clients pour lesquels les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus des contrats. Les coûts inévitables correspondent aux coûts d'exécution des contrats et sont composés de tous les coûts directement liés aux contrats ainsi que des coûts marginaux, tels que les coûts de la main-d'œuvre directe et des matières premières, et d'une affectation des autres coûts, tels que l'amortissement.

#### *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société constituent essentiellement des coûts de remise en état liés à l'un des sites de fabrication au Canada. La valeur actualisée de ces obligations est évaluée au cours de l'exercice pendant lequel les coûts sont identifiés et correspond à une estimation raisonnable de la valeur actualisée des coûts afférents aux obligations juridiques relatives à la remise en état future. Les coûts de mise hors service d'immobilisations sont capitalisés au titre des immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilité. Les changements dans l'estimation de ces coûts, la désactualisation et les changements de taux d'actualisation sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés de la période au cours de laquelle ils surviennent.

#### *Garantie liée aux produits*

Cette provision couvre le coût lié à la correction de défauts connus ou prévus des produits selon les modalités de garantie.

### *Litiges et autres*

En raison de la nature de ses activités, dont l'achat ou la vente d'entreprises, la Société est exposée au risque de litiges techniques et commerciaux. Selon l'information dont elle disposait à la date de clôture, la Société a effectué un examen des risques financiers auxquels elle pourrait être exposée. La provision comptabilisée couvre les risques estimatifs liés à ces litiges.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a mis en œuvre un plan de restructuration détaillé qui a été communiqué de façon suffisamment détaillée pour créer une obligation implicite. Une provision pour restructuration ne comprend que les coûts directement liés au plan de restructuration, et est mesurée selon la meilleure estimation du montant requis pour régler les obligations de la Société.

### **K. Facturations progressives**

Les facturations progressives représentent les montants reçus des clients en contrepartie des coûts engagés par la Société. Ces montants sont reclassés dans les ventes au moment où les unités connexes sont livrées et facturées aux clients.

### **L. Frais de financement différés**

Les frais de financement différés liés à la dette à long terme sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la période qui correspond à la durée de la dette à long terme connexe.

### **M. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite**

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Le coût des services rendus au cours de l'exercice et des services passés liés à ces régimes de retraite est comptabilisé dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration au poste «Charges du personnel» dans les états des résultats consolidés, tandis que les frais d'administration liés à ces régimes de retraite sont inclus dans les frais de vente et d'administration. Les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts nets sur le surplus ou le déficit net sont comptabilisés dans les frais financiers.

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées, qui fait appel à la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, le cas échéant, l'augmentation des autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés, les taux d'actualisation et d'autres facteurs actuariels.

Les passifs au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite compris dans les autres passifs aux bilans consolidés représentent la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies, moins la juste valeur des actifs des régimes.

Les actifs au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite compris dans les autres actifs à long terme aux bilans consolidés représentent la juste valeur des actifs des régimes, moins la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies.

Les actifs au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite sont évalués au plus faible des deux montants suivants : l'excédent du régime à prestations définies et le plafond de l'actif.

Les réévaluations des régimes à prestations définies comprennent les gains et les pertes actuariels, les changements dans l'effet du plafond de l'actif ainsi que le rendement des actifs des régimes à l'exclusion du montant compris dans l'intérêt net sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies. Les réévaluations sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où elles sont réalisées.

Les coûts des services passés découlant des modifications apportées aux régimes sont comptabilisés en totalité dans les états des résultats consolidés.

### **N. Rémunération fondée sur des actions**

#### *Régime d'option sur actions*

La Société offre un régime d'options sur actions en vertu duquel des options visant l'achat d'actions ordinaires sont émises en faveur des dirigeants et employés clés. La Société utilise un modèle binomial pour déterminer, au moment de l'attribution, la juste valeur des options sur actions, laquelle est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition à l'aide du mode d'amortissement graduel. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans le surplus d'apport.



### *Régime d'unités d'action différées («UAD»)*

La Société offre un régime d'UAD en vertu duquel des droits sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir une rémunération à la fin de leur mandat, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente un montant en numéraire égal au cours des actions ordinaires de la Société multiplié par le nombre d'UAD dont les droits sont acquis.

Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice, de convertir jusqu'à concurrence de 100 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période de un an. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à l'exercice et au paiement des UAD à la fin du mandat de chacun des administrateurs.

### *Régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)*

La Société offre un régime d'UAR dans le cadre du régime de rémunération incitative à l'intention des dirigeants et des employés clés. Les UAR sont généralement acquises sur une période de trois ans. Les UAR permettent aux participants de recevoir une rémunération à la date d'expiration ou de cessation d'emploi qui représente un montant en numéraire égal au cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAR dont les droits sont acquis, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles financières.

Les UAR sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et un montant correspondant est comptabilisé dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'au paiement ou à l'annulation des UAR à la date d'expiration ou de cessation d'emploi.

## **O. Comptabilisation des produits**

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des escomptes estimés. Les ventes intersociétés sont éliminées. Les produits de la vente de biens sont comptabilisés de manière à illustrer le transfert des biens promis à un client selon un montant reflétant la contrepartie attendue en échange du transfert de ces biens. L'application de ce concept se déroule en cinq étapes :

1. Identifier le contrat conclu avec un client
2. Identifier les obligations de prestation prévues au contrat
3. Déterminer le prix de transaction
4. Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat
5. Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli ou à mesure qu'elle remplit une obligation de prestation, généralement à la livraison des produits

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de composantes aéronautiques nouvelles ou remises en état sont considérés comme une seule et même obligation de prestation et sont comptabilisés au moment précis où le client a obtenu le contrôle de la composante et que la Société a rempli son obligation de prestation. En général, ces conditions sont satisfaites à la livraison des biens.

## **P. Aide gouvernementale**

L'aide gouvernementale, qui comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt ainsi que les subventions, est comptabilisée lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'elle sera reçue et que toutes les conditions connexes seront respectées. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un élément de charge, elle est comptabilisée en tant que réduction de la charge au cours de la période nécessaire pour faire correspondre systématiquement l'aide gouvernementale aux coûts qu'elle est censée subventionner. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un actif, elle est déduite du coût de l'actif connexe.

Les prêts non remboursables sous conditions des autorités gouvernementales sont comptabilisés à titre d'aide gouvernementale s'il existe une assurance raisonnable que l'entité remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt.

Les avantages découlant des prêts consentis par des autorités gouvernementales assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspondent, à la date d'octroi, à la différence entre la trésorerie reçue et le montant auquel les prêts sont initialement comptabilisés dans le bilan consolidé. À la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspond à la valeur actualisée de tous les décaissements futurs de trésorerie, calculée à l'aide du taux d'intérêt du marché en vigueur pour un instrument similaire ayant une notation semblable.

Après la comptabilisation initiale, le prêt est comptabilisé comme un passif financier évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les remboursements sont fondés essentiellement sur la croissance des ventes de la Société, ou sur les ventes de programmes particuliers. Les hypothèses sous-jacentes aux ventes prévues, qui sont passées en revue au moins une fois l'an, servent à établir le calendrier des remboursements prévus. Lorsque le calendrier des remboursements prévus est modifié, la Société recalcule la valeur comptable du prêt en utilisant le taux d'intérêt effectif initial, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé dans les frais financiers.

## **Q. Impôts et taxes**

### *Impôt exigible*

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont évalués au montant que l'on s'attend à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de celles-ci en utilisant les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible se rapportant à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés.

### *Impôt différé*

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour les différences temporaires existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable aux fins de présentation de l'information financière. Des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles et imposables, sauf :

- lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'un actif ou passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a d'incidence ni sur le résultat comptable ni sur le résultat imposable;
- en ce qui concerne les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales, lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle les différences temporaires se résorberont et qu'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les autres différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées, dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable sera réalisé, contre lequel la Société pourra appliquer les différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est examinée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un résultat imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la totalité ou d'une partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif est réalisé ou le passif réglé, selon les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt différé associé à des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé directement dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible contre les passifs d'impôt exigible et si l'impôt différé concerne des impôts prélevés par la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable. Tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés comme étant à long terme.

### *Taxes de vente*

Les ventes, les charges et les actifs sont comptabilisés compte non tenu du montant des taxes de vente, sauf lorsque les taxes de vente payables sur l'achat de biens ou de services ne sont pas recouvrables auprès des administrations fiscales, auquel cas les taxes de vente sont comptabilisées dans le coût d'acquisition de l'actif ou dans la charge connexe, selon le cas.

Les comptes clients et les comptes fournisseurs sont comptabilisés compte tenu du montant des taxes de vente, le cas échéant.

Le montant net des taxes de vente recouvrables auprès de l'administration fiscale, ou payables à celle-ci, est compris dans les autres actifs à court terme ou les comptes fournisseurs et charges à payer dans le bilan consolidé.

## **R. Bénéfice par action**

Le bénéfice de base et dilué par action est calculé à partir du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action tient compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Cette méthode suppose que le produit provenant de l'exercice des options sur actions dans le cours serait utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant l'exercice.

## **S. Contrats de location**

Les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives sont comptabilisés à la date de début du contrat. Certaines exemptions s'appliquent aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur.

### *Actifs au titre de droits d'utilisation*

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût. Le coût est fondé sur le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la remise en état du bien sous-jacent ou pour la restauration du lieu sur lequel repose le bien, déduction faite des avantages incitatifs reçus.

Le coût des actifs au titre de droits d'utilisation est périodiquement diminué de la charge d'amortissement et des pertes de valeurs, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation locative. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis selon le mode linéaire sur la durée d'utilité ou la durée du contrat de location, selon la période la plus courte, étant donné que ce mode reflète le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs. La durée du contrat de location comprend les options de renouvellement que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les durées des contrats de location s'échelonnent de 1 an à 20 ans pour les bâtiments et de 1 an à 7 ans pour la machinerie, l'équipement et l'outillage.

#### *Obligations locatives*

À la date de début du contrat de location, la Société comptabilise les obligations locatives évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers à effectuer sur la durée du contrat de location. Les paiements de loyers comprennent principalement les paiements fixes, déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir, et le prix d'exercice de l'option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements. Pour calculer la valeur actualisée des paiements de loyers, la Société utilise le taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. Après la date de début, le montant des obligations locatives est majoré pour refléter l'accumulation des intérêts et réduit en fonction des paiements de loyers versés. En outre, la valeur comptable des obligations locatives est réévaluée s'il y a une modification, un changement dans la durée du contrat de location, un changement aux paiements de loyers fixes en substance ou un changement dans l'appréciation visant à déterminer si le bien sous-jacent sera acheté.

La Société détermine la durée du contrat de location comme étant le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable, auquel s'ajoutent les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer ou les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable de ne pas exercer. Après la date de début, la Société revoit la durée du contrat de location s'il se produit un événement ou changement de circonstance important qui dépend de sa volonté et qui a une incidence sur sa capacité d'exercer ou non l'option de renouvellement (p. ex., un changement de la stratégie d'affaires).

## **NOTE 4. PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES**

---

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

### **A. Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers**

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui pourraient améliorer le rendement de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 17.

### **B. Actifs d'impôt différé**

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

### C. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 25.

### D. Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente ou si elle est plus élevée, la valeur d'utilité, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

### E. Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

### F. Prêts des autorités gouvernementales

La Société a des prêts auprès d'autorités gouvernementales assortis de modalités de remboursement variables. Les remboursements annuels effectués sur ces prêts varient habituellement en fonction des ventes de certains programmes ou segments de marché de la Société. Aux fins de la comptabilisation de la valeur actualisée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ou de la comptabilisation initiale de l'aide gouvernementale, la direction doit estimer la croissance future des ventes de ces programmes ou segments de marché sur la durée prévue du prêt. Ces prévisions servent à déterminer le taux d'intérêt effectif et le calendrier des remboursements prévus. Dans l'établissement de ces montants, la direction s'appuie sur les taux d'intérêt du marché et sur des hypothèses à l'égard notamment des nouvelles commandes actuelles et futures, des carnets de commandes de l'industrie, des cadences de production des fabricants d'équipement d'origine («OEM»), des perspectives économiques, de la stabilité des taux de change et de la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés.

### G. Relations clients

Les relations clients acquises dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont considérées comme étant des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée. Leur valeur est estimée au moment de l'acquisition au moyen de méthodes d'évaluation reposant sur diverses hypothèses sous-jacentes, qui touchent notamment :

- les commandes futures attendues;
- l'exécution opérationnelle et la gestion des coûts;
- la stabilité de la conjoncture économique, y compris les taux de change;
- les cadences de production; et
- les dépenses des gouvernements.

Les relations clients sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité, sans dépasser 15 ans.

## NOTE 5. ACQUISITION D'UNE PARTICIPATION MINORITAIRE ET CESSION

### *Cession d'APPH Bolton*

Le 4 mai 2021, la Société a conclu une entente visant la vente de ses activités de Bolton, au Royaume-Uni, à Ontic Engineering & Manufacturing UK Limited, pour un prix de vente de 2 700 £ (4 614 \$) compte non tenu d'un montant de 900 £ (1 478 \$), lequel dépendait de l'atteinte de certains objectifs commerciaux. L'opération n'a donné lieu à aucun gain important ni à aucune perte importante sur la cession au moment où elle a été réalisée.

Les objectifs commerciaux en lien avec l'opération ont été atteints au cours de l'exercice 2023, ce qui a donné lieu à un gain de 1 219 \$, compris dans les autres charges (gains) (note 9).

### *Acquisition d'une participation minoritaire*

Le 5 octobre 2021, la Société a fait l'acquisition de la participation minoritaire restante de 30 % dans Tekalia Aeronautik pour un montant de 900 \$.

## NOTE 6. VENTES

Le montant des ventes comptabilisées par segment de marché se présente comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Civil	170 680 \$	149 368 \$
Défense	372 942	386 719
Total des ventes	543 622 \$	536 087 \$

Les ventes d'après l'emplacement géographique des clients se présentent comme suit pour les exercices :

	2023	2022
États-Unis	333 914 \$	313 218 \$
Canada	33 257	32 970
Royaume-Uni	36 875	39 320
Espagne	29 599	36 424
Reste de l'Europe	68 463	73 282
Autres pays	41 514	40 873
	543 622 \$	536 087 \$

## NOTE 7. AIDE GOUVERNEMENTALE

L'aide gouvernementale déduite du coût des actifs connexes ou portée en réduction des charges se présente comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (note 16)	1 010 \$	650 \$
Immobilisations corporelles (note 15)	78	585
Coût des ventes et frais de vente et d'administration	5 656	11 124

L'aide gouvernementale comprend principalement des crédits d'impôt à la recherche et au développement, d'autres crédits et des subventions, notamment la Subvention salariale d'urgence du Canada et d'autres mesures d'allègement en lien avec la pandémie pour l'exercice 2022 (aucune pour l'exercice 2023).

## NOTE 8. COÛT DES VENTES ET FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les principaux éléments de ces charges s'établissent comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Matières premières et pièces achetées	203 379 \$	199 421 \$
Charges du personnel	191 723	181 494
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (notes 15 et 16)	36 387	35 982
Fournitures et petits outils	22 737	19 577
Entretien et réparation de machinerie	16 104	14 708
Autres	48 313	37 838
	518 643 \$	489 020 \$
Élément compris dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration :		
Gains (pertes) de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets	(105)	842

## NOTE 9. AUTRES CHARGES (GAINS)

Les autres charges (gains) comprennent des éléments qui, lorsqu'ils sont présentés séparément, peuvent être utiles aux utilisateurs des états financiers pour interpréter la performance financière de la Société. Ces éléments n'ont pas la même fonction que ceux qui sont inclus dans les autres postes des états financiers et ne sont généralement pas aussi représentatifs du rendement opérationnel passé ou futur de la Société.

	2023	2022
Autres éléments du résultat opérationnel		
Décision judiciaire	— \$	2 309 \$
Gain découlant de la cession d'activités (note 5)	(1 219)	—
	(1 219) \$	2 309 \$

### *Gain découlant de la cession d'activités*

Les objectifs commerciaux stipulés dans l'entente conclue au cours de l'exercice 2022 relativement à la vente des activités de Bolton à Ontic Engineering & Manufacturing UK Limited ont été atteints en septembre 2022, ce qui a donné lieu à un gain net de 1 219 \$ pour l'exercice 2023.

### *Décision judiciaire*

À la suite d'une décision rendue par le tribunal à l'issue d'une poursuite intentée par un fournisseur secondaire en lien avec un différend contractuel, la Société a engagé un montant de 2 309 \$ en dommages et honoraires d'avocats au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022.

## NOTE 10. FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets se présentent comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	3 140 \$	3 162 \$
Modification des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales (note 20)	(1 207)	(3 062)
Intérêts sur les obligations au titre des prestations définies (note 25)	(194)	23
Intérêts sur les contrats de location (note 20)	840	1 010
Amortissement des frais de financement différés	475	554
Autres produits financiers hors trésorerie, montant net	(146)	(548)
Frais financiers hors trésorerie, montant net	2 908	1 139
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	6 946	3 653
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie	(2 279)	(522)
	7 575 \$	4 270 \$

## NOTE 11. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le bénéfice de base et dilué par action pour les exercices :

	2023	2022
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	34 384 106	35 748 639
Effet dilutif des options sur actions de la Société	100 857	274 423
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	34 484 963	36 023 062
Options exclues du calcul du bénéfice dilué par action <sup>1</sup>	1 288 000	189 000

<sup>1</sup> Exclues du calcul du bénéfice dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

## NOTE 12. STOCKS

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Matières premières et pièces achetées	130 618 \$	83 396 \$
Produits en cours	129 625	115 172
Produits finis	2 752	1 774
	262 995 \$	200 342 \$

Le montant des stocks comptabilisés à titre de coût des ventes pour l'exercice 2023 s'est élevé à 357 105 \$ (342 525 \$ pour l'exercice 2022).

Les provisions liées aux stocks se présentent comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Provisions constatées à titre de coût des ventes	3 599 \$	2 847 \$
Reprises de provisions d'exercices antérieurs	2 317	1 081

Les reprises de provisions d'exercices antérieurs sont essentiellement le résultat de la réévaluation, à chaque date de clôture, de la valeur nette de réalisation des stocks en fonction des contrats de vente, de la demande future et des coûts de fabrication connexes. La réévaluation tient compte des variations du prix de vente et du nombre d'unités à livrer en vertu des contrats conclus, de même que de la baisse des coûts de production résultant de l'amélioration des processus de fabrication.

## NOTE 13. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Actifs à court terme		
Contrats de change à terme	386 \$	4 338 \$
Swaps de devises et de taux d'intérêt	—	1 162
	386 \$	5 500 \$
Actifs à long terme		
Contrats de change à terme	468 \$	4 790 \$
Swaps de devises et de taux d'intérêt	—	8 469
Swap sur actions	—	1 070
	468 \$	14 329 \$
Passifs à court terme		
Contrats de change à terme	5 493 \$	1 852 \$
	5 493 \$	1 852 \$
Passifs à long terme		
Contrats de change à terme	4 771 \$	830 \$
Swap sur actions	124	—
	4 895 \$	830 \$

## NOTE 14. AUTRES ACTIFS

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	9 907 \$	5 635 \$
Frais payés d'avance	5 917	3 931
Taxes de vente à recevoir	4 504	3 243
Solde de prix de vente à recevoir (note 5)	376	2 463
Autres	1 511	1 147
Autres actifs à court terme	22 215 \$	16 419 \$
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	2 514	3 047
Créance à long terme	3 299	3 229
Actif net au titre des régimes de retraite (note 25)	4 707	6 388
Autres actifs à long terme	10 520 \$	12 664 \$



## NOTE 15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2022	15 758 \$	128 144 \$	280 581 \$	20 782 \$	2 443 \$	447 708 \$
Acquisitions	—	3 280	11 749	3 868	1 101	19 998
Aide gouvernementale (note 7)	—	—	—	(78)	—	(78)
Mises hors service et cessions	—	(103)	—	(982)	—	(1 085)
Incidence des variations des taux de change	645	5 452	4 016	698	26	10 837
Au 31 mars 2023	16 403 \$	136 773 \$	296 346 \$	24 288 \$	3 570 \$	477 380 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2022	— \$	47 618 \$	176 382 \$	14 870 \$	— \$	238 870 \$
Charge d'amortissement	—	6 416	19 301	2 117	—	27 834
Mises hors service et cessions	—	(101)	—	(984)	—	(1 085)
Incidence des variations des taux de change	—	2 227	3 477	567	—	6 271
Au 31 mars 2023	— \$	56 160 \$	199 160 \$	16 570 \$	— \$	271 890 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2023	16 403 \$	80 613 \$	97 186 \$	7 718 \$	3 570 \$	205 490 \$

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2021	16 783 \$	134 454 \$	301 791 \$	24 183 \$	1 663 \$	478 874 \$
Acquisitions	—	2 546	12 366	1 448	990	17 350
Aide gouvernementale (note 7)	—	(8)	(535)	(42)	—	(585)
Mises hors service et cessions	(412)	(6 544)	(29 003)	(4 089)	(137)	(40 185)
Incidence des variations des taux de change	(613)	(2 304)	(4 038)	(718)	(73)	(7 746)
Au 31 mars 2022	15 758 \$	128 144 \$	280 581 \$	20 782 \$	2 443 \$	447 708 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2021	— \$	47 169 \$	187 536 \$	16 548 \$	— \$	251 253 \$
Charge d'amortissement	—	7 042	19 365	2 235	—	28 642
Mises hors service et cessions	—	(5 430)	(27 838)	(3 205)	—	(36 473)
Incidence des variations des taux de change	—	(1 163)	(2 681)	(708)	—	(4 552)
Au 31 mars 2022	— \$	47 618 \$	176 382 \$	14 870 \$	— \$	238 870 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2022	15 758 \$	80 526 \$	104 199 \$	5 912 \$	2 443 \$	208 838 \$

### Actifs au titre de droits d'utilisation

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs au titre de droits d'utilisation de la Société aux 31 mars 2023 et 2022 inclus dans les immobilisations corporelles :

	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Total
Coût :				
Au 31 mars 2022	17 121 \$	45 942 \$	2 277 \$	65 340 \$
Acquisitions	606	73	470	1 149
Incidence des variations des taux de change	(914)	7	136	(771)
Au 31 mars 2023	16 813 \$	46 022 \$	2 883 \$	65 718 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2022	6 212 \$	27 734 \$	1 432 \$	35 378 \$
Charge d'amortissement	1 179	4 037	682	5 898
Incidence des variations des taux de change	150	(597)	(767)	(1 214)
Au 31 mars 2023	7 541 \$	31 174 \$	1 347 \$	40 062 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2023	9 272 \$	14 848 \$	1 536 \$	25 656 \$

	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Total
Coût :				
Au 31 mars 2021	18 301 \$	45 942 \$	1 982 \$	66 225 \$
Acquisitions	459	—	321	780
Mises hors service et cessions	(754)	—	—	(754)
Incidence des variations des taux de change	(885)	—	(26)	(911)
Au 31 mars 2022	17 121 \$	45 942 \$	2 277 \$	65 340 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2021	4 450 \$	21 598 \$	918 \$	26 966 \$
Charge d'amortissement	2 248	6 136	533	8 917
Mises hors service et cessions	(239)	—	—	(239)
Incidence des variations des taux de change	(247)	—	(19)	(266)
Au 31 mars 2022	6 212 \$	27 734 \$	1 432 \$	35 378 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2022	10 909 \$	18 208 \$	845 \$	29 962 \$

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Acquisitions brutes	19 998 \$	17 350 \$
Aide gouvernementale (note 7)	(78)	(585)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	19 920	16 765
Ajouts d'actifs au titre de droits d'utilisation hors trésorerie	(1 149)	(780)
Variation des acquisitions non payées incluses dans les comptes fournisseurs et charges à payer à la fin de l'exercice	(130)	1 321
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	18 641 \$	17 306 \$

Au 31 mars 2023, le coût des immobilisations corporelles encore utilisées et entièrement amorties était de 131 388 \$ (111 283 \$ au 31 mars 2022).

## NOTE 16. ACTIFS INCORPORELS À DURÉE D'UTILITÉ DÉTERMINÉE

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2022	26 337 \$	20 889 \$	65 539 \$	112 765 \$
Acquisitions	15 056	1 750	—	16 806
Financement de clients	(2 858)	—	—	(2 858)
Aide gouvernementale (note 7)	(1 010)	—	—	(1 010)
Mises hors service et cessions	—	(349)	—	(349)
Incidence des variations des taux de change	—	902	3 616	4 518
Au 31 mars 2023	37 525 \$	23 192 \$	69 155 \$	129 872 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2022	14 464 \$	16 450 \$	34 531 \$	65 445 \$
Charge d'amortissement	2 190	1 298	5 065	8 553
Mises hors service et cessions	—	(349)	—	(349)
Incidence des variations des taux de change	—	810	1 759	2 569
Au 31 mars 2023	16 654 \$	18 209 \$	41 355 \$	76 218 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2023	20 871 \$	4 983 \$	27 800 \$	53 654 \$

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2021	24 658 \$	24 680 \$	68 059 \$	117 397 \$
Acquisitions	7 849	2 308	—	10 157
Financement de clients	(5 520)	—	—	(5 520)
Aide gouvernementale (note 7)	(650)	—	—	(650)
Mises hors service et cessions	—	(5 324)	—	(5 324)
Incidence des variations des taux de change	—	(775)	(2 520)	(3 295)
Au 31 mars 2022	26 337 \$	20 889 \$	65 539 \$	112 765 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2021	13 889 \$	20 285 \$	31 227 \$	65 401 \$
Charge d'amortissement	575	2 178	4 587	7 340
Mises hors service et cessions	—	(5 324)	—	(5 324)
Incidence des variations des taux de change	—	(689)	(1 283)	(1 972)
Au 31 mars 2022	14 464 \$	16 450 \$	34 531 \$	65 445 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2022	11 873 \$	4 439 \$	31 008 \$	47 320 \$

## NOTE 17. GOODWILL

Le goodwill a évolué comme suit au cours des exercices :

	2023	2022
Solde au début de l'exercice	108 200 \$	115 970 \$
Cession (note 5)	—	(2 467)
Incidence des variations des taux de change	4 184	(5 303)
Solde à la fin de l'exercice	112 384 \$	108 200 \$

La valeur comptable nette du goodwill était affectée aux UGT suivantes aux :

	31 mars 2023	31 mars 2022
Amérique du Nord	23 902 \$	22 485 \$
Royaume-Uni	59 943	58 835
Espagne	28 539	26 880
Goodwill	112 384 \$	108 200 \$

Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour évaluer les valeurs recouvrables (valeur d'utilité) aux :

	31 mars 2023		31 mars 2022	
	Taux d'actualisation avant impôts	Taux de croissance perpétuel	Taux d'actualisation avant impôts	Taux de croissance perpétuel
Amérique du Nord	14,7 %	2,5 %	14,4 %	2,5 %
Royaume-Uni	15,2 %	2,5 %	14,7 %	2,5 %
Espagne	14,9 %	2,5 %	14,8 %	2,5 %

La valeur recouvrable est établie à partir du budget et du plan stratégique de la direction sur cinq ans. La direction prépare le budget et le plan stratégique en se basant sur les cadences de production publiées de fabricants d'avions, les prévisions de l'industrie de l'aérospatiale, les prévisions économiques générales et l'expérience.

Les tests de dépréciation effectués au 31 mars 2023 n'ont pas indiqué que des charges de dépréciation devaient être comptabilisées.

### Sensibilité des montants recouvrables

Le tableau suivant présente, pour chaque UGT, les changements du taux d'actualisation ou du taux de croissance perpétuel utilisés dans les derniers tests qui auraient été nécessaires afin de recouvrer la valeur comptable de chaque UGT au 31 mars 2023 :

	Hausse additionnelle du taux d'actualisation avant impôts	Baisse additionnelle du taux de croissance perpétuel
Amérique du Nord	2,1 %	4,9 %
Royaume-Uni	0,7 %	3,3 %
Espagne	3,6 %	5,9 %

## NOTE 18. COMPTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Comptes fournisseurs <sup>1</sup>	89 521 \$	71 637 \$
Charges à payer <sup>2</sup>	38 155	39 442
Autres	3 343	3 429
Comptes fournisseurs et charges à payer	131 019 \$	114 508 \$

<sup>1</sup> Les comptes fournisseurs sont généralement réglés dans un délai de 30 à 60 jours.

<sup>2</sup> Les charges à payer comprennent principalement des passifs liés au personnel.

## NOTE 19. PROVISIONS

	Contrats déficitaires	Obligations liées à la mise hors service d'immobili- sations	Garantie liée aux produits	Autres (note 26)	Total
Au 31 mars 2022	8 034 \$	6 055 \$	9 780 \$	12 884 \$	36 753 \$
Constituées au cours de l'exercice	170	228	1 096	2 172	3 666
Charges au titre de la désactualisation	—	179	—	—	179
Utilisées	(2 023)	(72)	(1 259)	(1 965)	(5 319)
Reprises	(2)	—	(529)	(3 054)	(3 585)
Ajustements du taux d'actualisation	—	(390)	(53)	(4)	(447)
Incidence des variations des taux de change	522	—	288	151	961
Au 31 mars 2023	6 701 \$	6 000 \$	9 323 \$	10 184 \$	32 208 \$
Moins : tranche à court terme	1 498	—	6 886	8 248	16 632
Tranche à long terme	5 203 \$	6 000 \$	2 437 \$	1 936 \$	15 576 \$

## NOTE 20. DETTE À LONG TERME

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité renouvelable»)	— \$	58 821 \$
Prêts des autorités gouvernementales	89 032	84 508
Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti («emprunt à terme»)	75 000	75 000
Obligations locatives	15 946	20 497
Frais de financement différés, montant net	(2 070)	(2 300)
	177 908	236 526
Moins : tranche à court terme	11 425	10 835
Dettes à long terme	166 483 \$	225 691 \$

### *Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie*

La facilité renouvelable d'un montant maximal de 250 000 \$, dont aucun montant n'avait été emprunté au 31 mars 2023, porte intérêt au taux SOFR majoré de 1,1 %, soit un taux effectif de 5,9 % (montant emprunté de 58 821 \$, ou 47 000 \$ US, au taux LIBOR majoré de 1,0 %, soit 1,3 %, au 31 mars 2022). Elle comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter la limite d'un montant additionnel de 200 000 \$, sous réserve de l'approbation des prêteurs, et est garantie par la quasi-totalité des actifs de la Société et de ses filiales.

En mai 2022, la Société a conclu une entente visant à prolonger la facilité renouvelable jusqu'en juin 2027 (échéance au 31 mars 2022 : juin 2026), tandis que les autres modalités et conditions sont demeurées pratiquement inchangées.

### *Prêts des autorités gouvernementales*

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été contractés en vertu de programmes industriels des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada ou de programmes industriels espagnols afin de promouvoir le développement de l'industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions régissant le calendrier et le montant de remboursement. Les remboursements, lorsqu'ils ne sont pas établis selon un calendrier précis, sont fondés sur les ventes de programmes particuliers ou sur la croissance des ventes de toutes ou de certaines gammes de produits d'Héroux-Devtek. Les prêts ne portent pas intérêt ou sont assortis d'un taux inférieur à celui du marché.

Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers.

Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année. Au 31 mars 2023, la Société avait révisé le calendrier estimatif de remboursement de ses prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte de la mise à jour des hypothèses et des données. Cet ajustement a donné lieu à un gain hors trésorerie de 1 207 \$ (3 062 \$ pour l'exercice 2022), qui est inclus dans les frais financiers nets (voir la note 10).

Les taux d'intérêt effectifs pour ces prêts se situaient dans une fourchette de 0,0 % à 6,6 % au 31 mars 2023 (de 0,0 % à 6,8 % au 31 mars 2022).

#### *Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti*

La Société a conclu une facilité d'emprunt à terme auprès du Fonds de solidarité FTQ pour un montant pouvant atteindre 75 000 \$. Aux 31 mars 2023 et 2022, cette facilité de crédit était entièrement utilisée.

La facilité d'emprunt à terme vient à échéance en septembre 2028 et porte intérêt au taux de 5,0 %, et la Société aura l'option d'effectuer des remboursements anticipés à compter de septembre 2024, sous réserve de certains frais.

#### *Obligations locatives*

Le taux d'emprunt marginal appliqué aux obligations locatives comptabilisées au 31 mars 2023 se situait dans une fourchette de 2,1 % à 11,0 % pour les contrats de location (2,1 % à 7,0 % au 31 mars 2022), échéant entre avril 2023 et mai 2039.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture des obligations locatives :

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Solde au début de l'exercice	20 497 \$	28 274 \$
Ajouts	1 149	780
Règlement	—	(534)
Paiements de loyers	(6 703)	(8 466)
Charge d'intérêts sur les obligations locatives (note 10)	840	1 010
Incidence des variations des taux de change	163	(567)
	15 946 \$	20 497 \$

La charge relative aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur pour les exercices clos les 31 mars 2023 et 2022 était négligeable.

#### *Clauses restrictives*

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de ses filiales. Au 31 mars 2023, la Société respectait les clauses restrictives auxquelles elle était assujettie.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la dette à long terme.

	31 mars 2023	31 mars 2022
Dette à long terme au début de l'exercice	236 526 \$	250 699 \$
Augmentation de la dette à long terme	8 195	3 925
Remboursement de la dette à long terme	(75 747)	(16 310)
Règlement des obligations locatives	—	(534)
Amortissement des frais de financement différés (note 10)	475	554
Augmentation des frais de financement différés	(245)	(555)
Intérêts au titre de la désactualisation et ajustements des prêts des autorités gouvernementales (note 10)	1 933	100
Intérêts au titre de la désactualisation de l'obligation locative (note 10)	840	1 010
Incidence des fluctuations de change	5 931	(2 363)
Dette à long terme à la fin de l'exercice	177 908 \$	236 526 \$

## NOTE 21. AUTRES PASSIFS

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Facturations progressives	5 617 \$	3 377 \$
Produits différés	—	725
Obligations nettes au titre des prestations définies (note 25)	953	1 063
Autres	1 578	1 174
Autres passifs	8 148 \$	6 339 \$

## NOTE 22. CAPITAL ÉMIS

Autorisé	
Actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité

Il n'y a aucune action privilégiée en circulation.

Les variations des actions ordinaires émises et entièrement libérées se présentent comme suit pour les exercices :

	2023		2022	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Solde au début de l'exercice	34 486 776	82 189 \$	36 764 710	86 222 \$
Émises au comptant à l'exercice des options sur actions	103 000	1 437	134 345	2 031
Rachat et annulation	(482 703)	(1 167)	(2 412 279)	(6 064)
Solde à la fin de l'exercice	34 107 073	82 459 \$	34 486 776	82 189 \$

Le 19 mai 2022, la Société a annoncé qu'elle procédait à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, visant le rachat et l'annulation d'un nombre maximal de 1 896 079 actions ordinaires sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX ou d'autres systèmes de négociation. L'offre publique de rachat a commencé le 25 mai 2022 et devait se terminer le 24 mai 2023, ou à toute date antérieure à laquelle la Société aurait racheté le nombre maximal d'actions ordinaires permis aux termes de l'offre publique de rachat ou à laquelle la Société aurait décidé de ne pas procéder à d'autres rachats dans le cadre de celle-ci.

Au 31 mars 2023, la Société avait racheté et annulé 482 703 actions ordinaires pour une contrepartie en trésorerie de 6 546 \$, ce qui correspondait à un prix moyen pondéré de 13,56 \$ l'action (2 412 279 actions ordinaires pour une contrepartie en trésorerie de 43 000 \$, ce qui correspondait à un prix moyen pondéré de 17,83 \$ l'action au 31 mars 2022). Un montant de 5 379 \$ au titre de l'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable a été imputé aux résultats non distribués.

### Rémunération fondée sur des actions

#### A. Régime d'options sur actions

La Société attribue des options sur actions à un prix de souscription représentant le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de Bourse précédant la date d'attribution. Les droits des options attribuées dans le cadre du régime sont essentiellement acquis sur une période de quatre ans. Les options peuvent être exercées sur une période ne dépassant pas sept ans après la date d'attribution.

L'évolution du nombre d'options sur actions en cours et de la charge de rémunération connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2023		2022	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	1 503 750	14,19 \$	1 449 095	13,48 \$
Attribuées	247 000	15,42	197 000	17,45
Exercées	(103 000)	10,71	(134 345)	11,16
Échues	(2 250)	10,71	—	—
Annulées ou frappées d'extinction	(10 000)	15,42	(8 000)	17,45
Solde à la fin de l'exercice	1 635 500	14,59 \$	1 503 750	14,19 \$

La charge au titre des options sur actions s'est établie à 1 306 \$ pour l'exercice 2023 (1 173 \$ pour l'exercice 2022). Le prix moyen pondéré à la date d'exercice des actions visées par les options sur actions pour l'exercice 2023 était de 15,85 \$ (17,86 \$ pour l'exercice 2022).

Les options sur actions attribuées sont comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Nombre d'options sur actions attribuées	247 000	197 000
Juste valeur moyenne pondérée par option sur actions	6,12 \$	6,30 \$
Juste valeur totale	1 512 \$	1 241 \$
Durée prévue	5,5 ans	5,4 ans
Volatilité prévue	36 %	36 %
Taux d'extinction prévu	1,3 %	1,1 %
Distribution de dividende prévue	Aucune	Aucune
Taux d'intérêt composé sans risque	2,8 %	1,0 %

Au 31 mars 2023, 1 635 500 options sur actions étaient émises et en cours comme suit :

Prix d'exercice	Options en cours			Options dont les droits sont acquis	
	Nombre	Durée moyenne pondérée en années	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
9,83 \$	347 500	4,16	9,83 \$	173 000	9,83 \$
14,93 \$ à 15,42 \$	569 000	3,42	15,15	332 000	14,95
16,03 \$ à 17,45 \$	719 000	3,42	16,45	493 375	16,24
	1 635 500	3,58	14,59 \$	998 375	14,70 \$

Au 31 mars 2023, 2 808 257 actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission à l'exercice d'options sur actions, dont 2 122 662 actions n'avaient pas encore été émises, contre 2 225 662 actions au 31 mars 2022.

#### B. Régime d'unités d'action différées («UAD») et régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

L'évolution des UAD en cours et de la charge connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2023	2022
<i>Nombre d'UAD</i>		
Solde au début de l'exercice	199 471	192 108
Émises	56 935	31 676
Réglées	—	(24 313)
Solde de clôture des UAD en cours	256 406	199 471
Charge au titre des UAD	(95) \$	540 \$
Juste valeur des UAD en cours à la fin de l'exercice	3 242 \$	3 332 \$



L'évolution des UAR en cours et de la charge connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2023	2022
<i>Nombre d'UAR</i>		
Solde au début de l'exercice	285 350	300 150
Émises	129 300	88 150
Réglées	(98 200)	(86 800)
Annulées ou frappées d'extinction	(11 600)	(16 150)
Solde de clôture des UAR en cours	304 850	285 350
Charge au titre des UAR	388 \$	1 420 \$
Juste valeur des UAR en cours dont les droits sont acquis à la fin de l'exercice	3 185 \$	3 999 \$

Les passifs liés aux régimes d'UAR et d'UAD sont présentés au poste *Fournisseurs et charges à payer* des bilans consolidés.

### NOTE 23. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2022	3 005 \$	4 637 \$	(777) \$	6 865 \$
Autres éléments du résultat global	20 363	(10 614)	(4 542)	5 207
Solde au 31 mars 2023	23 368 \$	(5 977) \$	(5 319) \$	12 072 \$

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2021	14 064 \$	8 531 \$	(6 316) \$	16 279 \$
Autres éléments du résultat global	(11 059)	(3 894)	5 539	(9 414)
Solde au 31 mars 2022	3 005 \$	4 637 \$	(777) \$	6 865 \$

## NOTE 24. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2023	2022
États des résultats consolidés		
Charge (recouvrement) d'impôt exigible	(1 223) \$	8 277 \$
Charge d'impôt différé	6 021	71
Charge d'impôt sur le résultat présentée dans les états des résultats consolidés	4 798 \$	8 348 \$
États des variations des capitaux propres consolidés		
Charge (recouvrement) se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux résultats non distribués	(451) \$	1 455 \$
Recouvrement se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux autres éléments du résultat global	(4 495)	(555)
Charge d'impôt sur le résultat présenté directement dans les capitaux propres	(4 946) \$	900 \$

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Impôt sur le résultat aux taux combinés d'impôt fédéral et provincial prévus par la loi de 26,4 % (26,4 % en 2022)	4 935 \$	10 689 \$
Écart de taux d'imposition – filiales à l'étranger	(152)	(2 010)
Différences permanentes	183	(475)
Réduction de valeur (comptabilisation) des actifs d'impôt différé	656	(301)
Autres éléments	(824)	445
Charge d'impôt sur le résultat	4 798 \$	8 348 \$

Les principaux actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé découlant des différences temporaires sont les suivants :

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Actifs d'impôt différé		
Provisions non déductibles	6 605 \$	7 752 \$
Stocks	5 984	5 729
Débiteurs	150	(25)
Instruments financiers dérivés	2 323	—
Obligations locatives	1 908	2 090
Prêts des autorités gouvernementales	665	284
Avantages d'impôt différé découlant de pertes fiscales et dépenses déductibles reportées en avant	14 854	19 261
Total des actifs d'impôt différé	32 489 \$	35 091 \$
Passifs d'impôt différé		
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt	(830)	(547)
Immobilisations corporelles	(25 030)	(24 945)
Relations clients et contrats	(8 698)	(9 002)
Instruments financiers dérivés	—	(2 607)
Total des passifs d'impôt différé	(34 558) \$	(37 101) \$
Passifs d'impôt différé nets	(2 069) \$	(2 010) \$

Les actifs d'impôt différé nets sont compris dans les postes suivants des bilans consolidés :

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Actifs d'impôt différé	9 308 \$	6 557 \$
Passifs d'impôt différé	(11 377)	(8 567)
(Passifs) actifs d'impôt différé nets	(2 069) \$	(2 010) \$

Des actifs d'impôt différé nets de 12 015 \$ étaient comptabilisés au 31 mars 2023 (9 791 \$ au 31 mars 2022) dans des juridictions fiscales qui ont subi des pertes au cours de l'exercice considéré ou des exercices précédents. Compte tenu du niveau de résultat imposable historique ou des projections de résultat imposable futur, la direction de la Société est d'avis qu'il est probable que la Société réalisera toutes les économies liées à ces différences temporaires déductibles et ces pertes autres qu'en capital reportées en avant.

Au 31 mars 2023, les pertes autres qu'en capital reportées en avant et les autres différences temporaires pour lesquelles des actifs d'impôt différé connexes n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés totalisaient 36 919 \$ (32 962 \$ au 31 mars 2022).

La Société avait les pertes autres qu'en capital et les charges d'intérêts non déduites disponibles pour report en avant suivantes :

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Canada	14 364 \$	23 397 \$
États-Unis	83 017	75 302
Royaume-Uni	12 431	9 106
Espagne	3 765	5 480
	113 577 \$	113 285 \$

Au 31 mars 2023, la Société s'attendait à recouvrer ou à régler des actifs d'impôt différé de 8 217 \$ et des passifs d'impôt différé de 4 679 \$ dans moins d'un an.

L'impôt différé n'est pas comptabilisé sur les résultats non distribués des filiales lorsque la Société est en mesure de contrôler le calendrier de versement et qu'il est probable qu'il n'y aura aucun versement dans un avenir prévisible. Au 31 mars 2023, les différences temporaires associées aux investissements dans les filiales pour lesquels un passif d'impôt différé n'avait pas été comptabilisé étaient de 23 840 \$ (22 100 \$ au 31 mars 2022).

## NOTE 25. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

### Description des régimes de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les prestations fournies par les régimes d'avantages complémentaires de retraite sont définies par des contrats individuels qui prévoient principalement des prestations d'assurance vie et d'assurance soins de santé. Puisque les montants liés à ces prestations ne sont pas importants, ils ne sont pas inclus dans les chiffres qui suivent.

### Total des paiements en numéraire

Pour l'exercice 2023, le total des paiements en numéraire relatifs aux avantages du personnel, composé des cotisations versées en numéraire par la Société à ses régimes de retraite à prestations définies capitalisés et des paiements en numéraire directement versés aux bénéficiaires pour ses régimes à prestations définies non capitalisés, s'est élevé à 1 028 \$ (1 097 \$ pour l'exercice 2022), alors que les cotisations versées en numéraire à ses régimes à cotisations définies se sont établies à 3 746 \$ (3 287 \$ pour l'exercice 2022).

### Régimes à prestations définies

La Société mesure la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables au 31 mars de chaque exercice, alors que les obligations découlant de ses régimes à prestations définies sont évaluées à la date de l'évaluation actuarielle de chaque régime et projetées au 31 mars pour tous les régimes, sauf un régime pour lequel la date d'évaluation est le 31 mars.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels comme :

- Le risque lié à l'espérance de vie
  - La valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies est calculée en partie en fonction de l'espérance de vie estimée des participants au régime. Une augmentation de l'espérance de vie entraîne une hausse des obligations de la Société.

- Le risque de change
  - Une tranche importante des actifs des régimes est investie dans des actions étrangères, par conséquent, un accroissement de la valeur du dollar canadien par rapport à la monnaie dans laquelle ces actions étrangères sont libellées entraînerait une hausse des obligations de la Société.
- Le risque de taux d'intérêt
  - Une diminution des taux d'intérêt du marché entraînerait une diminution du taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies, ce qui se traduirait par une hausse de ces obligations. Cette hausse serait en partie compensée par une augmentation connexe de la valeur des obligations détenues par les régimes.
- Le risque d'investissement
  - Le risque d'investissement correspond au risque que le rendement des actifs des régimes soit moins élevé que le taux d'intérêt des obligations des sociétés utilisé pour calculer le taux d'actualisation. À l'heure actuelle, la composition des régimes comprend 52 % de fonds d'actions, 30 % de titres de créance, 14 % de contrats de rente sans rachat des engagements et 4 % d'autres fonds. Compte tenu de la nature à long terme des obligations au titre des régimes à prestations définies, la Société juge approprié qu'une tranche raisonnable des actifs des régimes soit investie dans des titres de capitaux propres et d'autres fonds afin de dégager un rendement à long terme des actifs des régimes.

Le rapprochement de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes et des montants comptabilisés dans les bilans consolidés se présente comme suit :

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	58 966 \$	64 443 \$
Juste valeur des actifs des régimes	68 980	70 241
Excédent irrécouvrable (effet du plafond de l'actif)	(5 876)	—
Situation de capitalisation des régimes – excédent	4 138	5 798
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	(384)	(473)
<b>Actif net au titre des régimes de retraite</b>	<b>3 754 \$</b>	<b>5 325 \$</b>
Montant comptabilisé dans les autres actifs à long terme (note 14)	4 707	6 388
Montant comptabilisé dans les autres passifs à long terme (note 21)	(953)	(1 063)

Le total de la charge au titre des régimes à prestations définies qui a été comptabilisée dans les états des résultats consolidés est comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Coût des services rendus au cours de l'exercice	791 \$	1 085 \$
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies (note 10)	(194)	23
Frais d'administration	293	227
<b>Total de la charge au titre des régimes à prestations définies comptabilisée dans les états des résultats consolidés</b>	<b>890 \$</b>	<b>1 335 \$</b>

Le montant total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Réévaluations		
Gains découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	— \$	1 203 \$
Gains découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	6 565	5 524
(Pertes) gains liés à l'expérience	(166)	5
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	(2 232)	(1 225)
Variation de l'excédent irrécouvrable autre que les intérêts	(5 876)	—
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(1 709) \$</b>	<b>5 507 \$</b>

Le rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes est comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes	422 \$	1 071 \$

La variation de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies est la suivante pour les exercices :

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	64 916 \$	69 932 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	791	1 085
Charges d'intérêts	2 460	2 319
Cotisations des participants aux régimes	699	744
Gains découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	—	(1 203)
Gains découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	(6 565)	(5 524)
Gains liés à l'expérience	166	(5)
Prestations payées	(3 117)	(2 432)
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	59 350 \$	64 916 \$

La juste valeur des actifs des régimes se présente comme suit :

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	70 241 \$	69 988 \$
Produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	2 654	2 296
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	(2 232)	(1 225)
Cotisations de l'employeur	1 028	1 097
Cotisations des participants aux régimes	699	744
Prestations payées	(3 117)	(2 432)
Frais d'administration	(293)	(227)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	68 980 \$	70 241 \$

Les actifs des régimes sont les suivants :

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Titres de capitaux propres	52 %	62 %
Titres de créance	30 %	20 %
Contrats de rente sans rachat des engagements	14 %	15 %
Autres	4 %	3 %
Total	100 %	100 %

### Principales hypothèses

Les principales hypothèses moyennes pondérées utilisées à la date de clôture sont les suivantes pour les exercices :

	2023	2022
Obligations au titre des prestations définies aux 31 mars :		
Taux d'actualisation	4,85 %	3,98 %
Taux d'augmentation des salaires	3,50 %	3,50 %
Espérance de vie moyenne, en fonction d'un départ à la retraite à 65 ans :		
Homme, 45 ans à la date de clôture	87	87
Femme, 45 ans à la date de clôture	89	89
Homme, 65 ans à la date de clôture	86	86
Femme, 65 ans à la date de clôture	88	88

Le tableau ci-après résume l'incidence des modifications apportées à ces hypothèses actuarielles sur les obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2023 et pour l'exercice clos à cette date.

Augmentation (diminution)	Obligations au titre des prestations définies
	%
<b>Taux d'actualisation</b>	
Augmentation de 0,5 %	(4,6)
Diminution de 0,5 %	5,1
<b>Taux de rémunération</b>	
Augmentation de 0,5 %	—
Diminution de 0,5 %	—
<b>Espérance de vie moyenne</b>	
Augmentation de 1 an	2,0
Diminution de 1 an	(2,1)

#### Flux de trésorerie futurs de la Société liés aux prestations de retraite

On estime à 844 \$ le total des cotisations qui devraient être versées en numéraire dans ces régimes au cours de l'exercice 2024.

La durée des obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2023 s'établissait à 10,5 ans (13,4 ans au 31 mars 2022). L'échéance prévue des prestations de retraite non actualisées en vertu du régime de retraite des employés syndiqués se présente comme suit :

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Moins de 1 an	2 399 \$	2 233 \$
De 1 an à 2 ans	2 563	2 357
De 2 à 5 ans	8 616	8 290
De 5 à 10 ans	16 962	16 857
<b>Total</b>	<b>30 540 \$</b>	<b>29 737 \$</b>

#### Régimes de retraite à cotisations définies

Les coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies se présentent comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies	3 746 \$	3 287 \$

## NOTE 26. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

### Engagements

La Société a des engagements pour des bons de commande en cours relativement à de la machinerie et à de l'équipement qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Les paiements minimaux pour les cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

	2024	2025 et par la suite
Engagements liés à l'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement	1 984 \$	— \$

### Garanties

La Société conclut des conventions qui prévoient des engagements d'indemnisation et des garanties envers les contreparties relativement à certaines opérations comme des cessions d'entreprises et la vente d'actifs.

Ces engagements d'indemnisation et ces garanties pourraient obliger la Société à indemniser des contreparties pour les coûts engagés et les pertes subies par suite de divers événements, incluant des violations de déclarations et de garanties, des atteintes à la propriété intellectuelle, des pertes ou des dommages relatifs à la propriété, des responsabilités environnementales, des changements aux règlements et aux lois (y compris la législation fiscale) ou à leur interprétation, des écarts de valeur ou des litiges dont les contreparties pourraient faire l'objet.

Au moment de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise ou d'actifs, en plus d'une indemnisation possible liée à l'inexécution d'une clause restrictive et à une violation de déclarations et de garanties, la Société pourrait avoir à verser des indemnisations au titre de réclamations résultant de son exploitation passée de l'entreprise. La nature de ces engagements d'indemnisation empêche la Société d'estimer le montant potentiel maximal qu'elle pourrait être tenue de payer en vertu des garanties, puisque ces événements ne se sont pas encore produits. Au 31 mars 2023, la durée de ces engagements d'indemnisation pouvait se prolonger jusqu'à l'exercice 2024. Au 31 mars 2023, la Société avait comptabilisé une provision de 4 795 \$ (4 795 \$ au 31 mars 2022) qu'elle a classée comme provision à court terme (note 19) étant donné que la date de règlement n'était pas encore connue.

#### *Lettres de crédit*

Au 31 mars 2023, la Société disposait de lettres de crédit en cours totalisant 19 024 \$ (18 824 \$ au 31 mars 2022).

#### *Éventualités*

Dans le cadre du cours normal de ses activités, la Société est partie à des litiges et à des procédures de réclamation. De l'avis de la direction, tout règlement découlant de ces litiges n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière consolidée ni sur les résultats opérationnels consolidés de la Société.

## **NOTE 27. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE**

La variation nette des éléments hors trésorerie se présente comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Comptes clients	(18 003) \$	(8 515) \$
Stocks	(55 323)	11 026
Autres actifs	3 955	(7 248)
Comptes fournisseurs et charges à payer	19 558	10 418
Provisions	(5 394)	(5 333)
Avances de clients et facturations progressives	27 658	(9 823)
Autres passifs	(2 838)	2 986
	(30 387) \$	(6 489) \$

## **NOTE 28. INFORMATION GÉOGRAPHIQUE**

La répartition géographique des actifs de la Société se présente comme suit :

Au	31 mars 2023				
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Espagne	Total
Immobilisations corporelles, montant net	89 479 \$	64 161 \$	16 449 \$	35 401 \$	205 490 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	18 236	4 544	925	29 949	53 654
Goodwill	5 404	18 502	59 941	28 537	112 384
Au	31 mars 2022				
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Espagne	Total
Immobilisations corporelles, montant net	93 141 \$	63 367 \$	16 543 \$	35 787 \$	208 838 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	11 990	3 561	1 749	30 020	47 320
Goodwill	5 404	17 085	58 833	26 878	108 200

## NOTE 29. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants et non-dirigeants) ainsi que les membres du comité de direction. La charge de rémunération des principaux dirigeants se présente comme suit pour les exercices :

	2023	2022
Avantages à court terme et autres avantages	3 438 \$	3 872 \$
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	74	97
Rémunération fondée sur des actions	1 958	2 349
	5 470 \$	6 318 \$

## NOTE 30. INSTRUMENTS FINANCIERS

### Hiérarchie des justes valeurs

Les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur aux bilans consolidés sont répartis dans les trois niveaux d'une hiérarchie des justes valeurs. Ces trois niveaux sont définis en fonction du caractère observable des principales données de l'évaluation, comme suit :

Niveau 1 : cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;

Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

Le classement des instruments financiers ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur se présentaient comme suit :

Aux	31 mars 2023			31 mars 2022		
	Hiérarchie des justes valeurs	Valeur comptable	Juste valeur	Hiérarchie des justes valeurs	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actifs financiers</b>						
Trésorerie	Niveau 1	15 020 \$	15 020 \$	Niveau 1	86 692 \$	86 692 \$
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	854	854	Niveau 2	19 829	19 829
		15 874 \$	15 874 \$		106 521 \$	106 521 \$
<b>Passifs financiers</b>						
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	10 388 \$	10 388 \$	Niveau 2	2 682 \$	2 682 \$
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	Niveau 2	179 978	178 367	Niveau 2	238 826	243 081
		190 366 \$	188 755 \$		241 508 \$	245 763 \$

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés aux bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société, et est comparée à la juste valeur établie par des institutions financières à partir des taux de change ou des taux d'intérêt publiés sur le marché actif et ajustée par ces dernières pour tenir compte du risque de crédit. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et actualisent ces montants en fonction des modalités contractuelles des instruments financiers dérivés et des données observables des marchés externes, comme les taux des swaps de taux d'intérêt et les taux de change à la fin de la période.

Dette à long terme – La juste valeur de la dette à long terme a été établie en calculant la valeur actualisée de la dette à long terme à l'aide du taux qui serait négocié dans le contexte économique prévalant à la date de fin d'exercice.

Comptes clients et comptes fournisseurs et charges à payer – Étant donné que ces instruments financiers sont à court terme, la Société a déterminé que leur valeur comptable se rapprochait de leur juste valeur.



## NOTE 31. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est partie à des instruments financiers et, de ce fait, est particulièrement exposée à des risques de marché, de crédit, de concentration de crédit et de liquidité.

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs des instruments financiers découlant des variations des cours du marché, que ces dernières soient causées par des facteurs spécifiques à des instruments financiers en particulier ou à son émetteur, ou par des facteurs qui touchent l'ensemble des instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Société est particulièrement exposée aux risques de marché suivants :

#### Risque de change

Lorsqu'elle conclut des opérations dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle de l'une de ses unités d'exploitation, la Société est exposée au risque de fluctuation des taux de change. Cela se produit principalement dans le cas d'opérations libellées en dollars américains réalisées par les établissements de la Société au Canada, en Espagne et au Royaume-Uni. Dans le but d'atténuer cette exposition, la Société a recours à des instruments dérivés.

La politique de gestion du risque de change de la Société exige la couverture de 50 % à 100 % de l'exposition aux devises connue, compte tenu de toute couverture naturelle découlant des flux de trésorerie opposés libellés dans la même devise.

Au 31 mars 2023, la Société détenait des contrats de change à terme en cours, libellés en dollars américains, en euros et en livres sterling, pour un montant notionnel totalisant 438 331 \$ (341 604 \$ en 2022). Ce montant comprend principalement des contrats d'un montant notionnel de 241 550 \$ US pouvant être converti en dollars canadiens au taux de change moyen de 1,3143 et des contrats d'un montant notionnel de 48 000 \$ US pouvant être converti en livres sterling au taux de change moyen de 0,8067. Ces contrats viennent à échéance à diverses dates entre avril 2023 et mars 2028, la majorité échéant au cours des exercices 2024 et 2025.

Au 31 mars 2023, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard des autres devises, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait eu une incidence sur le résultat net consolidé et les autres éléments du résultat global comme suit :

	Incidence du dollar américain	Incidence de la livre sterling	Incidence de l'euro
Diminution du résultat net	(353) \$	(60) \$	(78) \$
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global	1 185	(1 612)	(703)

La sensibilité au taux de change présentée ci-dessus représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers de la Société, incluant les contrats de change à terme à la date du bilan consolidé.

#### Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt principalement à cause du taux d'intérêt variable sur sa facilité renouvelable (voir la note 20). De plus, les fluctuations des taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les produits d'intérêts qui sont générés par les dépôts en espèces d'Héroux-Devtek.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt. Par conséquent, la direction peut utiliser des dérivés afin de conserver un ratio de la dette portant intérêt à des taux fixes se situant entre 40 % et 100 % de la dette à long terme, compte non tenu des obligations locatives et des prêts des autorités gouvernementales.

#### Swaps de devises et de taux d'intérêt

Au 31 mars 2022, la Société avait conclu trois swaps de devises et de taux d'intérêt visant l'échange en euros de dettes libellées en dollars canadiens et en dollars américains pour un montant notionnel de 90,5 millions €, afin d'atténuer les risques de change et de taux d'intérêt. Ces swaps venaient à échéance entre mai 2022 et septembre 2028, et portaient principalement intérêt à un taux fixe moyen pondéré de 2,4 %.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, un de ces swaps est venu à échéance et les deux autres ont été liquidés, pour un produit en espèces de 11 260 \$.

#### Autre risque de prix

Le résultat net de la Société est exposé aux fluctuations du cours des actions de la Société en raison des UAD et des UAR (voir la note 22). Afin d'atténuer cette exposition, la Société a conclu un swap sur actions avec une institution financière.

Aux termes de ce swap, lors du règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les variations du cours des actions de la Société qui influe sur la charge liée aux UAD et UAR incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2023, le swap sur actions visait 400 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 13,39 \$ l'action et venait à échéance en juin 2024 (300 000 actions ordinaires à un prix de 13,52 \$ l'action et venant à échéance en juin 2023 au 31 mars 2022).

### **Risques de crédit et de concentration de crédit**

Les risques de crédit et de concentration de crédit représentent les risques liés à la contrepartie lorsque les parties avec lesquelles la Société conclut des ententes ou des contrats sont incapables de respecter leurs engagements.

Le risque de crédit est principalement lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des comptes clients de la Société, et que des institutions financières soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard de la trésorerie et des instruments financiers dérivés de la Société.

Le risque de concentration de crédit tient au fait que la Société a réalisé environ 46 % de ses ventes de l'exercice 2023 auprès de ses quatre principaux clients (44 % à l'exercice 2022). Plus précisément, la Société avait un client représentant 15 % de ses ventes consolidées de l'exercice 2023 (un client représentant 15 % à l'exercice 2022).

#### *Comptes clients*

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont limités, puisque la Société fait habituellement affaire avec de grandes entreprises ou des organismes gouvernementaux, à l'exception des ventes à de petites entreprises privées, qui représentaient dans leur ensemble environ 3,5 % pour l'exercice 2023 (3,5 % pour l'exercice 2022) des ventes consolidées de la Société.

La Société n'a jamais effectué de radiation importante de comptes clients et, au 31 mars 2023, le délai moyen de recouvrement était à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

Les variations de la provision pour créances douteuses s'établissaient comme suit pour l'exercice clos le 31 mars 2023 :

	2023	2022
Solde au début de l'exercice	505 \$	1 694 \$
Constituée au cours de l'exercice	90	—
Reprise	(165)	(1 092)
Montants radiés	—	(97)
Incidence des variations des taux de change	(1)	—
Solde à la fin de l'exercice	429 \$	505 \$

Les comptes clients de la Société se présentaient comme suit :

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Non en souffrance	117 349 \$	99 687 \$
En souffrance – moins de 90 jours	6 609	4 669
En souffrance – plus de 90 jours	3 192	1 538
	127 150	105 894
Provision pour créances douteuses	(429)	(505)
Solde à la fin de l'exercice	126 721 \$	105 389 \$

#### *Trésorerie et instruments financiers dérivés*

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire principalement avec des institutions financières de première qualité, comme des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ou une succursale canadienne d'une banque américaine, conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

Au 31 mars 2023, l'exposition maximale au risque de crédit et au risque de concentration de crédit liés aux instruments financiers était comme suit (voir la note 30) :

	JVAERG <sup>1</sup>	Coût amorti
Trésorerie	— \$	15 020 \$
Comptes clients	—	126 721
Instruments financiers dérivés	854	—

<sup>1)</sup> Correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

## Risque de liquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis, aux termes de ces engagements et à un prix raisonnable. Elle gère donc son risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie d'exploitation et liés aux activités d'investissement et de financement prévues. La haute direction participe aussi activement à la revue et à l'approbation des contrats de vente à long terme et des dépenses en immobilisations prévues.

Au 31 mars 2023, l'analyse des échéances des passifs financiers était comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes fournisseurs et charges à payer	131 019 \$	— \$	— \$	— \$	131 019 \$
Avances de clients	29 725	—	—	—	29 725
Dette à long terme, y compris les paiements d'intérêts <sup>1)</sup>	15 964	36 984	31 816	139 611	224 375
Instruments financiers dérivés	5 493	4 820	75	—	10 388

<sup>1)</sup> La valeur comptable de la dette à long terme était de 179 978 \$ (note 20).

## NOTE 32. GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

Les objectifs généraux de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité d'Héroux-Devtek de poursuivre son exploitation et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses parties prenantes tout en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable et acceptable.

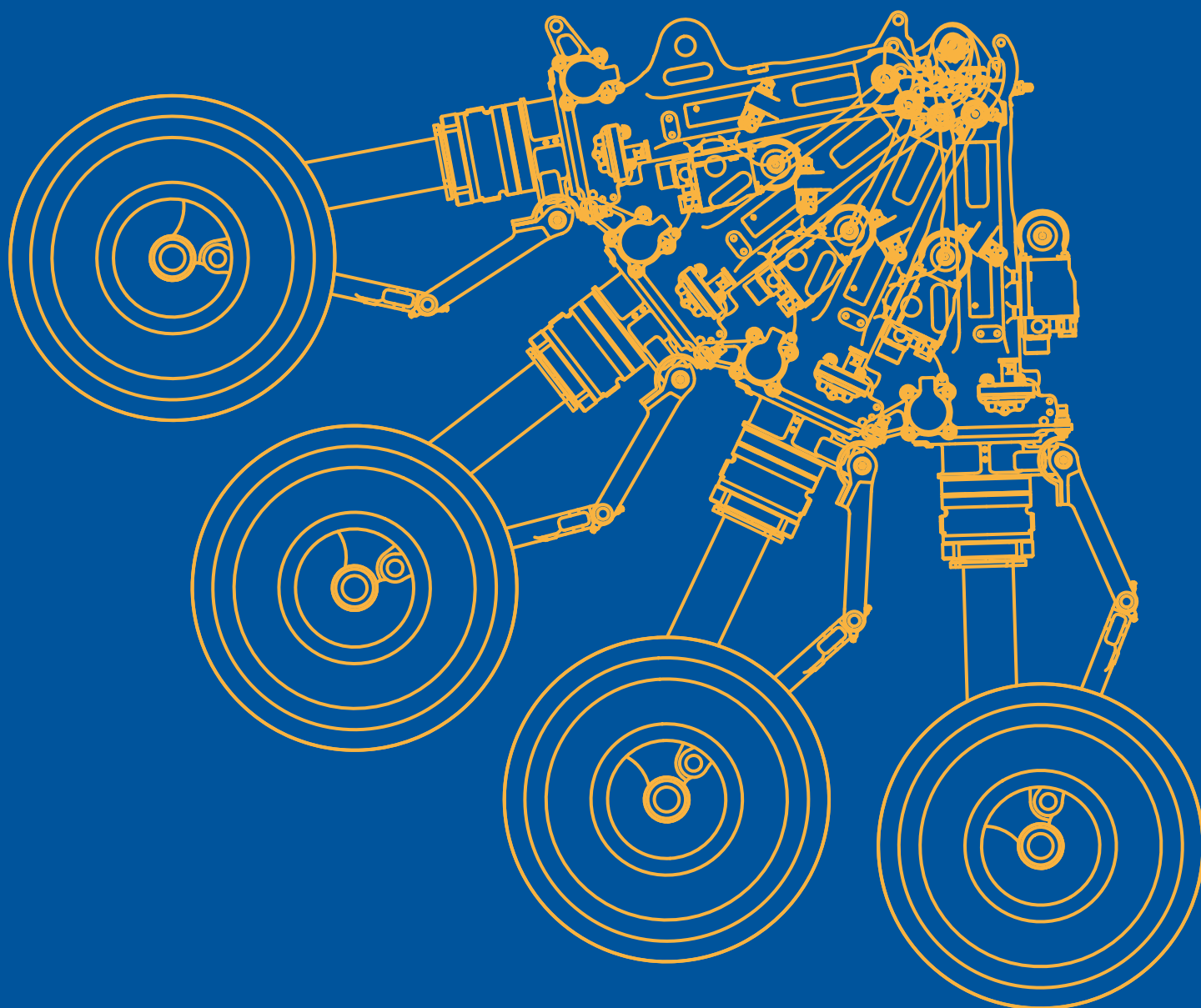
Le ratio dette nette/capitaux propres était comme suit :

Aux	31 mars 2023	31 mars 2022
Tranche à court terme de la dette à long terme	11 425 \$	10 835 \$
Dette à long terme	166 483	225 691
Frais de financement différés, montant net	2 070	2 300
Moins : trésorerie	15 020	86 692
Dette nette	164 958 \$	152 134 \$
Capitaux propres	390 919	377 282
Ratio dette nette/capitaux propres	0,4:1	0,4:1

La Société n'est pas soumise à des exigences relatives au capital émanant des organismes de réglementation.

# RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 31 mars 2023



# TABLE DES MATIÈRES

<b>APERÇU GÉNÉRAL</b>	69
<i>Déclarations prospectives</i>	69
<i>Faits saillants de l'exercice</i>	70
<i>Survol de l'entreprise</i>	71
<i>Perspectives économiques</i>	72
<b>RÉSULTATS D'EXPLOITATION</b>	76
<i>Mesures financières non conformes aux IFRS</i>	79
<b>FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT</b>	81
<i>Facilités de crédit et situation de dette nette</i>	81
<i>Prêts des autorités gouvernementales</i>	82
<i>Évolution de la trésorerie</i>	83
<i>Flux de trésorerie disponibles</i>	85
<i>Besoins en liquidités</i>	86
<b>SITUATION FINANCIÈRE</b>	87
<i>Structure du capital</i>	87
<i>Capital émis</i>	88
<i>Bilans consolidés</i>	89
<i>Régimes de retraite</i>	89
<b>RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES</b>	91
<i>Acquisition d'une participation minoritaire et cession</i>	91
<i>Opérations sur devises</i>	91
<i>Gestion du risque</i>	92
<i>Instruments financiers dérivés</i>	98
<i>Contrôles et procédures internes</i>	99
<i>Principales estimations comptables</i>	99
<i>Principales données financières</i>	102
<i>Informations aux actionnaires</i>	103
<i>Renseignements supplémentaires et information continue</i>	103

# APERÇU GÉNÉRAL

Le rapport de gestion vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière d'Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales («Héroux-Devtek», la «Société» ou la «direction») entre le 31 mars 2022 et le 31 mars 2023. Il permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2023, qui sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»), et doit être lu en parallèle avec ceux-ci. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans ce rapport sont exprimés en milliers de dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société pour les périodes auxquelles il est fait référence dans la présente. Les données financières pour les trimestres clos les 31 mars 2023 et 2022 n'ont pas été auditées.

## Mesures financières conformes et non conformes aux IFRS

Le rapport de gestion contient des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont définies et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section *Résultats d'exploitation*.

## Importance relative de l'information

La direction détermine qu'une information est importante si elle croit que la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la Société pourrait vraisemblablement être influencée ou modifiée advenant l'omission ou l'inexactitude de cette information, et divulgue l'information importante en conséquence.

## DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

---

La présente analyse contient des déclarations prospectives concernant principalement, mais sans s'y limiter, le rendement financier futur d'Héroux-Devtek, ses attentes, ses objectifs ou des événements susceptibles de survenir. Ces déclarations se retrouvent principalement, mais non exclusivement, à la rubrique intitulée «Perspectives économiques» et peuvent en général être identifiées par l'utilisation de mots comme «viser», «anticiper», «hypothèse», «croire», «continuer», «s'attendre», «envisager», «projection», «prévision», «avoir l'intention de», «planifier», «prévoir», «devrait» ou encore par l'utilisation du futur ou du conditionnel. En raison de leur nature prévisionnelle, ces déclarations sont soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que les événements ou le rendement réel de la Société diffèrent grandement de ceux indiqués ou sous-entendus par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : la chaîne d'approvisionnement, l'industrie aérospatiale et l'économie en général; l'incidence des autres conditions économiques générales à l'échelle mondiale; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité des marchandises et les fluctuations des prix des marchandises; le rendement financier et opérationnel des fournisseurs et des clients; les variations des taux de change ou d'intérêt; et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Ces déclarations prospectives sont fournies par Héroux-Devtek dans le but d'assister les lecteurs avec leur compréhension de la performance financière de la Société et de l'évaluation par la direction des projets et activités à venir. Le lecteur est prié de noter que ces déclarations pourraient ne pas être appropriées pour d'autres fins.

Bien que la direction de la Société estime que les attentes reflétées par les déclarations prospectives soient raisonnables, et bien que ces attentes soient fondées sur les renseignements disponibles au moment où elle a formulé lesdites déclarations, rien ne peut garantir que ces attentes se concrétiseront et le lecteur est averti qu'un écart peut survenir entre les résultats réels et les prévisions. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, sont expressément qualifiées dans leur intégralité par cette déclaration de mise en garde. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

## FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE

Exercices	2023	2022
Ventes	543 622 \$	536 087 \$
Résultat opérationnel	26 198	44 758
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	61 366	83 049
Résultat net	13 825	32 140
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	12 606	33 839
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	30 060	63 166
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	(1 718)	45 894
<i>En dollars par action</i>		
Bénéfice par action – dilué	0,40 \$	0,90 \$
BPA ajusté <sup>1</sup>	0,37	0,95
<i>Aux</i>	31 mars 2023	31 mars 2022
Carnet de commandes fermes <sup>2</sup>	864 000 \$	682 000 \$

<sup>1</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

<sup>2</sup> Représente les commandes fermes.

### Contexte opérationnel

Après un premier trimestre difficile, au cours duquel les ventes avaient totalisé 114,0 millions de dollars, le niveau de production d'Héroux-Devtek s'est amélioré tout au long de l'exercice, atteignant un sommet de 156,0 millions de dollars au quatrième trimestre pour un total de 543,6 millions de dollars pour l'exercice comparativement à 536,1 millions de dollars pour l'exercice précédent. L'incidence positive de cette amélioration des ventes sur la rentabilité a été toutefois plus que contrebalancée par les effets persistants des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de l'inflation sur les coûts de production. Ces facteurs ont donné lieu à une diminution du résultat opérationnel et du résultat net par rapport à l'exercice précédent.

Le contexte opérationnel reste instable et il demeure difficile de maintenir des niveaux de production constants en raison de plusieurs facteurs :

- Les délais d'approvisionnement en matières premières ne cessent d'augmenter, et l'invasion de l'Ukraine par la Russie limite l'apport de certaines matières.
- Bien que le pic inflationniste soit derrière nous, l'incidence de la hausse des coûts et des taux d'intérêt ainsi que les délais d'approvisionnement en matières premières continuent d'exercer une pression sur la chaîne d'approvisionnement dans l'industrie aérospatiale.
- Compte tenu du resserrement du marché du travail, la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée demeure un problème qui continue de peser sur Héroux-Devtek et sur sa chaîne d'approvisionnement.

Soutenu par le segment de marché civil et le segment de marché de la défense, le carnet de commandes de la Société s'est établi à 864 millions de dollars, comparativement à 682 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit un niveau quasiment record qui témoigne bien de la solidité des relations d'Héroux-Devtek avec ses clients. La livraison de ces commandes en temps voulu et de manière efficace demeure un défi dans le contexte difficile actuel.

### Événements importants

- La Société a enregistré des ventes de 543,6 millions de dollars, comparativement à des ventes de 536,1 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une amélioration de 1,6 % qui découle principalement de l'incidence positive des fluctuations des taux de change sur les ventes libellées en devises.
- Du fait de ces ventes, le résultat opérationnel s'est chiffré à 26,2 millions de dollars, comparativement à 44,8 millions de dollars pour l'exercice précédent, et le BAIIA ajusté s'est établi à 61,4 millions de dollars, comparativement à 83,0 millions de dollars pour l'exercice précédent. La baisse de la rentabilité s'explique principalement par l'inflation et les inefficiences du système de production découlant du contexte difficile susmentionné et par une composition moins favorable des produits. L'an dernier, les perturbations liées à la COVID-19



avaient été en partie contrebalancées par les mesures d'allègement du gouvernement, qui avaient eu une incidence positive de 1,4 % sur les ventes (aucune pour l'exercice considéré).

- La Société a clôturé l'exercice avec un bénéfice dilué par action de 0,40 \$, par rapport à 0,90 \$ pour l'exercice précédent, et un BPA ajusté de 0,37 \$, comparativement à 0,95 \$ pour l'exercice précédent.
- Héroux-Devtek a généré des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation totalisant 30,1 millions de dollars comparativement à 63,2 millions de dollars. Les flux de trésorerie disponibles utilisés ont totalisé 1,7 million de dollars pour l'exercice 2023, comparativement à des flux de trésorerie disponibles de 45,9 millions de dollars pour l'exercice 2022. Ces baisses s'expliquent principalement par un investissement dans les stocks afin de stabiliser le système de production et d'atténuer l'incidence des retards dans la chaîne d'approvisionnement.
- En août 2022, la Société a annoncé la conclusion d'un contrat important avec Boeing pour la réparation et l'entretien des principaux trains d'atterrissage et des contrefiches latérales pour les avions F/A-18 E/F Super Hornet et EA-18G Growler. La première phase du contrat, portant sur 40 avions, devrait par la suite faire l'objet d'options pour l'entretien de l'ensemble de la flotte de la marine américaine, qui compte plus de 600 avions.
- En novembre 2022, la Société a annoncé la conclusion d'un contrat avec Embraer pour la conception, le développement et la fabrication du système d'actionnement de porte-cargo du pont principal pour le programme de conversion des avions-cargos E190F et E195F. Le contrat sera mené à bien par l'équipe d'Héroux-Devtek en Espagne et prévoit également la livraison de pièces de rechange et le service après-vente sur la durée du programme.
- Après la clôture de l'exercice, en avril 2023, les employés syndiqués de l'usine de la Société située à Longueuil, au Québec, ont approuvé le renouvellement d'une convention collective de trois ans, qui est en vigueur jusqu'au 30 avril 2026. Ce renouvellement concerne environ 200 employés.

## SURVOL DE L'ENTREPRISE

---

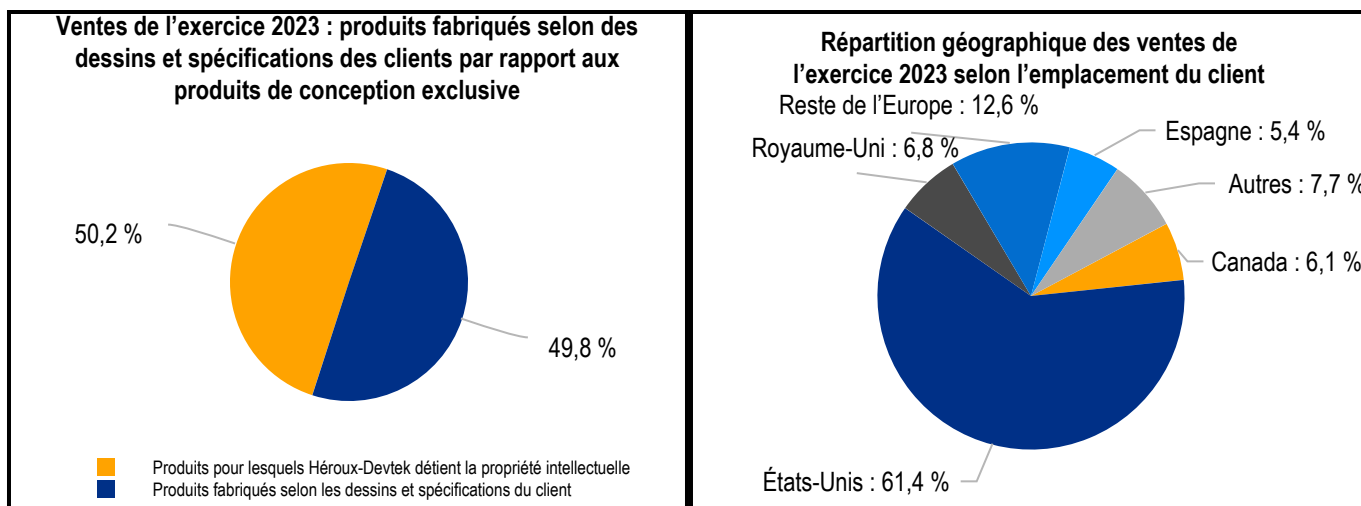
Héroux-Devtek Inc. (TSX : HRX) est une entreprise internationale qui se spécialise dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composantes critiques. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. Héroux-Devtek est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale au chapitre des ventes et sert les segments de marché commercial et de la défense.

Dans le segment de marché de la défense, la Société fournit des systèmes de trains d'atterrissage, des pièces et des services de réparation et d'entretien pour un portefeuille diversifié d'avions de transport, d'avions de chasse et d'hélicoptères aux États-Unis et en Europe. Dans le segment de marché de l'aviation civile, la Société est active dans les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés au Canada, aux États-Unis et en Europe.

La Société a son siège social à Longueuil (Québec), au Canada, et exploite des installations au Canada, aux États-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni.

Héroux-Devtek vend ses produits à des fabricants d'équipement d'origine («OEM») comme Boeing, Airbus, Lockheed Martin, Leonardo, Embraer, Saab et Dassault Aviation, à des fournisseurs de premier niveau comme Safran Landing Systems et Collins Aerospace, ainsi qu'à des utilisateurs finaux sur le marché secondaire où son plus grand client est l'armée de l'air américaine. Au cours de l'exercice 2023, les ventes réalisées auprès des quatre clients les plus importants de la Société ont représenté environ 46 % du total des ventes consolidées, dont 15 % pour l'un de ces clients.

Les graphiques qui suivent présentent la segmentation des produits d'Héroux-Devtek selon la propriété intellectuelle et la destination :



## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

### Reprise des voyages et hausse des dépenses en matière de défense dans un contexte d'intensification des tensions géopolitiques

À l'échelle mondiale, le trafic de passagers a connu une reprise solide au cours de l'an dernier, plusieurs pays ayant levé les restrictions de voyage liées à la COVID-19 au début de 2022. Les passagers du transport aérien international sont revenus en force, leur nombre ayant plus que doublé par rapport à l'année précédente, même si les conditions de voyage étaient plus difficiles<sup>1</sup>. La demande des consommateurs a mis de l'avant la résilience du secteur du transport aérien, malgré la hausse des prix des billets et l'attente interminable dans les aéroports découlant d'une capacité restreinte et des délais nécessaires pour ramener l'infrastructure du transport aérien mondial aux niveaux d'avant la pandémie.

Parallèlement, les dépenses en matière de défense ont continué sur leur lancée en 2022, en croissance pour une huitième année consécutive. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a attiré l'attention sur la possibilité de conflits militaires, incitant ainsi de nombreux pays à augmenter considérablement leurs dépenses en matière de défense, certains pays ayant annoncé des programmes à long terme visant à accroître leurs niveaux de dépenses sur des périodes pouvant s'étendre jusqu'à dix ans.

### Production touchée par les problèmes de la chaîne d'approvisionnement et l'inflation

Les avancées positives dans le transport aérien commercial et la hausse des dépenses mondiales en matière de défense ont stimulé les carnets de commandes des fabricants d'avions et des fournisseurs qui ont atteint des niveaux presque inégalés, plaçant ainsi le secteur en bonne position pour les années à venir. Par contre, l'année 2022 a été difficile pour la production dans l'industrie de l'aérospatiale. La Russie et l'Ukraine sont des producteurs importants de métaux rares essentiels utilisés dans la fabrication de composantes aéronautiques critiques, tels que le titane. Les délais d'approvisionnement pour ces métaux rares se sont considérablement allongés en 2022 en raison du conflit entre ces deux pays. Dans ce contexte, l'approvisionnement en métaux rares a été difficile et la chaîne d'approvisionnement de l'industrie de l'aérospatiale a dû engager des coûts et faire face à des inefficiences découlant des pénuries et des efforts déployés pour trouver et faire certifier de nouvelles sources.

Les coûts liés à l'énergie ont également considérablement augmenté en raison du conflit entre la Russie et l'Ukraine, tout particulièrement en Europe, où de nombreux pays s'efforcent de trouver des sources d'approvisionnement en énergie autres que le pétrole et le gaz provenant de la Russie. La baisse de l'offre et la redistribution de la demande vers d'autres sources ont entraîné les prix à la hausse et contribué aux pressions inflationnistes globales qui se sont répercutées sur les coûts de production.

<sup>1</sup> Source : La reprise du trafic de passagers se poursuit en décembre 2022 et sur l'ensemble de l'année, IATA, publié le 6 février 2023.

En Amérique du Nord, les mesures de relance gouvernementale combinées aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement et à la forte demande des consommateurs ont fait grimper l'inflation à plus de 6 %, ce qui tranche par rapport au contexte inflationniste relativement faible de la décennie précédente.

Enfin, les banques centrales ont augmenté les taux d'intérêt de référence afin de freiner les pressions inflationnistes, ce qui a eu pour effet d'augmenter le coût du capital des entreprises endettées et la vulnérabilité de certains fournisseurs financièrement fragilisés. Les obstacles auxquels fait face la chaîne d'approvisionnement devraient persister tout au long de l'exercice.

## **Segment de marché de l'aviation civile**

### *Transport de passagers*

Selon les données de l'IATA, le trafic de passagers mondial en 2022 (mesuré en passagers-kilomètres payants) a augmenté de 64,4 % par rapport à 2021<sup>2</sup>, ce qui correspond à 68,5 % des niveaux d'avant la pandémie (2019) pour l'année. Le trafic international a augmenté de 152,7 % par rapport à 2021, ce qui correspond à 62,2 % des niveaux de 2019.

### *Carnet de commandes de la production mondiale et perspectives à long terme*

À l'échelle mondiale, le carnet de commandes d'avions dans le segment de marché de l'aviation civile comptait 11 817 avions<sup>3</sup> à la fin de décembre 2022, soit une baisse de 3,2 % par rapport à pareille date l'an dernier, ce qui représente quand même de nombreuses années de production aux taux actuels. Au total, 1 185 avions ont été livrés, soit une hausse de 24,6 % par rapport à 2021, les capacités de production s'étant améliorées à la suite de la levée des restrictions liées à la pandémie. Selon les projections de Boeing, l'industrie de l'aviation mondiale devrait avoir besoin de 41 170 nouveaux avions au cours des 20 prochaines années pour répondre à la demande croissante et améliorer l'efficacité énergétique de la flotte mondiale. Les avions monocouloirs devraient représenter environ 75 % de ce total, et les avions gros porteurs, environ 18 %<sup>4</sup>.

### *Jets d'affaires*

Comparé au marché des avions commerciaux gros porteurs, celui des jets d'affaires a été relativement résilient dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de ses répercussions sur le marché. Les fabricants de jets d'affaires ont réussi à livrer 712 unités en 2022, ce qui représente une augmentation de seulement deux unités par rapport à 2021. Toutefois, il est à noter que, collectivement, ces fabricants ont connu une croissance importante de 5,8 % de leur chiffre d'affaires, ce qui a représenté 22,9 milliards de dollars américains pour 2022<sup>5</sup>.

Dans ses perspectives pour le segment de marché mondial de l'aviation d'affaires, Honeywell prévoit une augmentation de la demande pour les nouveaux jets d'affaires. Selon ces prévisions, jusqu'à 8 500 nouveaux jets d'affaires devraient être livrés entre 2023 et 2032, soit une valeur estimée à 274 milliards de dollars américains. Ces chiffres reflètent une importante hausse de 15 % des livraisons et des dépenses par rapport aux prévisions sur dix ans publiées il y a un an<sup>6</sup>.

### *Fret aérien*

La demande mondiale pour le fret aérien a pris un peu de recul en 2022 par rapport aux volumes de 2021, qui ont été inhabituellement élevés à la suite de l'émergence de la pandémie de COVID-19, mais dans l'ensemble les volumes se rapprochent de ceux de 2019. Tout au long de l'année, la demande mondiale, dont les volumes sont mesurés en tonnes-kilomètres de fret, a diminué de 8,0 % par rapport à 2021, avec un recul légèrement plus marqué de 8,2 % pour les activités internationales. La demande pour le fret aérien a diminué de 1,6 % tant à l'échelle mondiale qu'à l'échelle internationale par rapport aux volumes de 2019<sup>7</sup>.

Selon Boeing, le fret aérien devrait croître de plus de 60 % jusqu'en 2041, ce qui suppose un taux composé moyen de 4,1 % par année. Il s'agit d'une révision à la hausse de 0,1 % par rapport aux prévisions de 2021 de Boeing, qui estime que la croissance solide du marché en Asie orientale, la montée du commerce électronique mondial et l'évolution des chaînes d'approvisionnement joueront un rôle primordial au cours de la période prévisionnelle<sup>8</sup>.

<sup>2</sup> Source : *La reprise du trafic de passagers se poursuit en décembre 2022 et sur l'ensemble de l'année*, IATA, publié le 6 février 2023.

<sup>3</sup> Source : *Airbus and Boeing Report December and Full-Year 2022 Commercial Aircraft Orders and Deliveries*, publié le 16 janvier 2023.

<sup>4</sup> Source : *Commercial Market Outlook 2022–2041*, Boeing, publié le 16 juillet 2022.

<sup>5</sup> Source : *GAMA Releases 2022 Aircraft Shipment and Billing Report*, GAMA, publié le 22 février 2023.

<sup>6</sup> Source : *Honeywell Forecast Shows Strong Growth For Business Aviation As Purchase Plans Increase Sharply*, Honeywell, publié le 16 octobre 2022.

<sup>7</sup> Source : *Air Cargo Closes 2022 Near Pre-Pandemic Levels*, IATA, publié le 6 février 2023.

<sup>8</sup> Source : *World Air Cargo Freight Industry Forecast (WACF) 2022-2041*, Boeing, publié le 1<sup>er</sup> novembre 2022.

## **Segment de marché de la défense**

### *Dépenses militaires*

Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 3,7 % pour totaliser 2 240 milliards de dollars américains en 2022, atteignant ainsi un nouveau record. Les trois pays dont les dépenses militaires sont les plus élevées, soit les États-Unis, la Chine et la Russie, représentent 56 % de ces dépenses militaires mondiales totales<sup>9</sup>.

Les dépenses militaires mondiales ont augmenté de 19 % de 2013 à 2022, et ont progressé chaque année depuis 2015. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a joué un rôle important dans la croissance des dépenses en 2022. En Europe, les dépenses militaires ont en effet augmenté de 13 % au cours de l'année, ce qui représente l'augmentation annuelle la plus importante de l'après-guerre froide<sup>10</sup>. Cette croissance exceptionnelle s'explique principalement par la hausse importante des dépenses de la Russie et de l'Ukraine, mais beaucoup d'autres pays européens, comme la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, ont aussi revu leur budget militaire à la hausse<sup>11</sup>. Cette tendance devrait se poursuivre étant donné qu'un certain nombre de pays se sont engagés à augmenter leurs dépenses militaires et, dans certains cas, pour plusieurs années<sup>11</sup>.

Aux États-Unis, entre 2021 et 2022, les dépenses militaires ont augmenté de 8,8 % en valeur nominale, mais compte tenu du taux d'inflation de 8,1 % au cours de la même période, soit le niveau annuel le plus élevé enregistré depuis 1981, les dépenses n'ont augmenté que de 0,7 % en valeur réelle<sup>12</sup>. Malgré cette faible augmentation en valeur réelle, les dépenses militaires ont quand même totalisé 877 milliards de dollars américains, ce qui représente 3,5 % du produit intérieur brut (PIB).

À première vue, d'autres hausses de budget sont à prévoir. En effet, dans son budget proposé pour l'exercice 2024 déposé le 9 mars 2023, l'administration Biden-Harris demandait l'attribution d'un montant de 842 milliards de dollars américains au Département de la défense, soit une hausse de 26 milliards de dollars américains par rapport à 2023 et de 100 milliards de dollars américains par rapport à 2022. De ce montant, 61,1 milliards de dollars américains sont destinés aux forces aériennes, dont les avions de chasse<sup>13</sup>.

### *Avions de chasse*

Selon Teal Group, le segment de marché des avions de chasse et des avions d'attaque affiche sa meilleure performance depuis presque 30 ans. Cette croissance est principalement attribuable aux facteurs suivants : le vieillissement des flottes, l'exacerbation des tensions mondiales, l'utilisation massive des avions et l'accélération du programme visant les F-35. Par conséquent, la demande pour les avions de chasse devrait continuer de croître dans un avenir prévisible. Teal Group prévoit, qu'entre 2022 et 2031, 4 677 avions de chasse pour une valeur totale de 349,8 milliards de dollars américains, selon la valeur du dollar américain en 2022, seront fabriqués. À titre de comparaison, un total de 2 605 avions de chasse, pour une valeur totale de 207,3 milliards de dollars américains, selon la valeur du dollar américain en 2021, ont été fabriqués entre 2011 et 2020<sup>14</sup>.

Le F-35 de Lockheed Martin a fini par dominer ce marché et, selon Teal Group, il représentera 46 % du marché en termes de valeur au cours des dix prochaines années. Les autres programmes, tels que le F-18, le F-15, le Gripen et l'Eurofighter, devraient représenter 10 % du reste du marché<sup>15</sup>.

### *Avions de transport militaire*

La fabrication d'avions de transport militaire devrait demeurer stable au cours des dix prochaines années. Les avions de transport plus petits, tels que le CN-235 ou le C295 d'Airbus, dont le pic de production devrait être atteint en 2027, représenteront presque 44 % de la production totale. Grâce à cette croissance, la production du segment de marché des petits avions de transport dépassera celle des avions intermédiaires, tels que le C-130J de Lockheed, dont la production devrait baisser de moitié au cours de la prochaine décennie. La construction limitée d'avions représente un avantage pour les entreprises d'entretien, de réparation et de révision ainsi que pour les fournisseurs de pièces de rechange<sup>16</sup>.

<sup>9</sup> Source : World military expenditure reaches new record high as European spending surges, SIPRI, publié le 24 avril 2023.

<sup>10</sup> Source : Trends in world military expenditure, 2022, SIPRI, publié en avril 2023.

<sup>11</sup> Source : World military expenditure passes \$2 trillion for first time, Stockholm International Peace Research Institute, publié le 25 avril 2022.

<sup>12</sup> Source : Trends in world military expenditure, 2022, SIPRI, publié en avril 2023.

<sup>13</sup> Source : Department of Defense Releases the President's Fiscal Year 2024 Defense Budget, US Department of Defense, publié en mars 2023.

<sup>14</sup> Source : World Military & Civil Aircraft Briefing, Teal Group Corporation, publié en décembre 2022.

<sup>15</sup> Source : World Military & Civil Aircraft Briefing, Teal Group Corporation, publié en décembre 2022.

<sup>16</sup> Source : World Military & Civil Aircraft Briefing, Teal Group Corporation, publié en juillet 2022.

### *Hélicoptères militaires*

On prévoit une faible croissance du marché des giravions militaires au cours des dix prochaines années, le nombre de giravions fabriqués devant passer de 409 en 2022 à 427 d'ici 2031. Le pic de production devrait être atteint en 2027 avec un total de 525 unités. Comme pour le segment de marché des avions de transport militaire, le marché est encore dominé par les modèles d'hélicoptères plus vieux, tels que le AH-64 de Boeing, qui a été lancé en 1965, et le UH60L/M de Sikorsky, dont le premier modèle date de 1974. En 2009, l'armée américaine a mis en œuvre le programme *Future Vertical Lift* pour répondre au besoin de modernisation. Cette initiative vise à développer une nouvelle famille d'hélicoptères militaires destinés, entre autres, à l'attaque, à la reconnaissance et à l'attaque longue portée, en vue de remplacer la majorité des hélicoptères de l'armée en service<sup>17</sup>.

De son côté, en décembre 2022, la Marine des États-Unis a annoncé que le programme de CH-53K passait à une phase de production à plein régime. Cette décision devrait permettre d'accroître la production annuelle de plus de 20 hélicoptères dans les prochaines années<sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup> Source : World Military & Civil Aircraft Briefing, Teal Group Corporation, publié en décembre 2022.

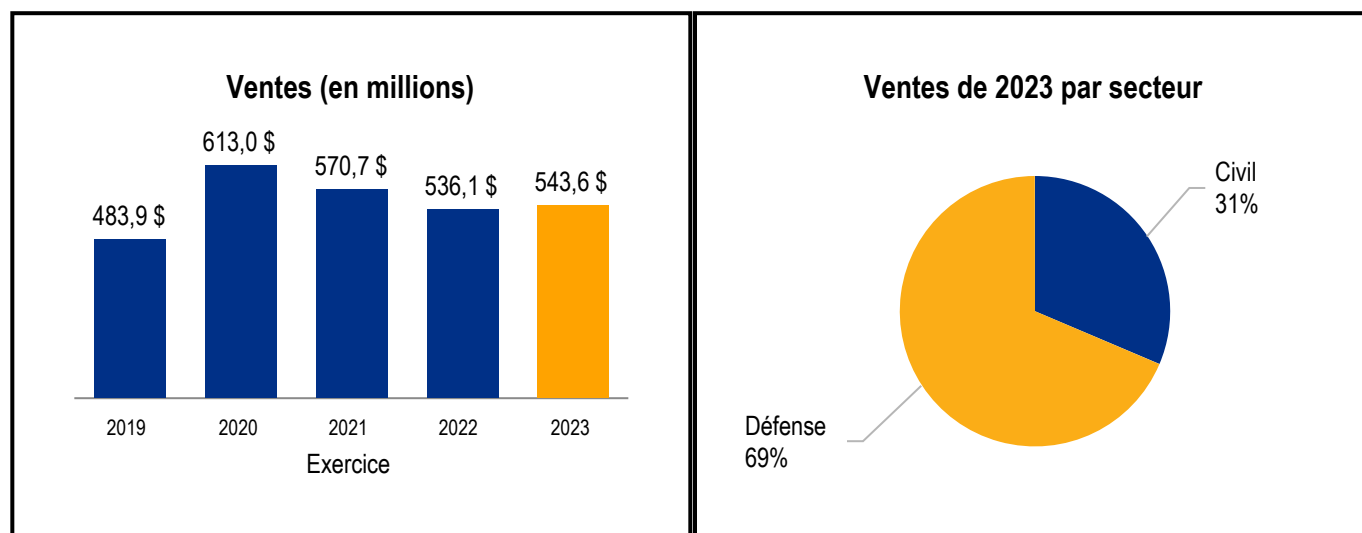
<sup>18</sup> Source : US Marines' CH-53K King Stallion cleared for full-rate production, The Defense Post, publié le 27 décembre 2022.

# RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 31 mars			Exercices clos les 31 mars		
	2023	2022	Variation	2023	2022	Variation
Ventes	155 978 \$	147 459 \$	8 519 \$	543 622 \$	536 087 \$	7 535 \$
Marge brute	22 741	25 891	(3 150)	73 535	91 095	(17 560)
Frais de vente et d'administration	12 862	12 119	743	48 556	44 028	4 528
Autres charges (gains)	—	2 309	(2 309)	(1 219)	2 309	(3 528)
Résultat opérationnel	9 879	11 463	(1 584)	26 198	44 758	(18 560)
(Produits) frais financiers nets	1 175	(1 643)	2 818	7 575	4 270	3 305
Charge d'impôt sur le résultat	2 416	1 647	769	4 798	8 348	(3 550)
Résultat net	6 288 \$	11 459 \$	(5 171) \$	13 825 \$	32 140 \$	(18 315) \$
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	6 288 \$	13 158 \$	(6 870) \$	12 606 \$	33 839 \$	(21 233) \$
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	19 595 \$	22 149 \$	(2 554) \$	61 366 \$	83 049 \$	(21 683) \$
<i>En pourcentage des ventes</i>						
Marge brute	14,6 %	17,6 %	-300 pdb	13,5 %	17,0 %	-350 pdb
Frais de vente et d'administration	8,2 %	8,2 %	— pdb	8,9 %	8,2 %	70 pdb
Résultat opérationnel	6,3 %	7,8 %	-150 pdb	4,8 %	8,3 %	-350 pdb
<i>En dollars par action</i>						
Bénéfice par action	0,18 \$	0,33 \$	(0,15) \$	0,40 \$	0,91 \$	(0,51) \$
Bénéfice dilué par action	0,18 \$	0,33 \$	(0,15) \$	0,40 \$	0,90 \$	(0,50) \$
BPA ajusté <sup>1</sup>	0,18 \$	0,38 \$	(0,20) \$	0,37 \$	0,95 \$	(0,58) \$

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

## Ventes



Les ventes peuvent être ventilées par segment de marché comme suit :

Exercices clos les 31 mars					
	2023	2022	Incidence des taux de change	Variation nette	
Défense	372 942 \$	386 719 \$	6 301 \$	(20 078) \$	(5,2) %
Civil	170 680	149 368	2 883	18 429	12,3 %
<b>Total</b>	<b>543 622 \$</b>	<b>536 087 \$</b>	<b>9 184 \$</b>	<b>(1 649) \$</b>	<b>(0,3) %</b>

Trimestres clos les 31 mars					
	2023	2022	Incidence des taux de change	Variation nette	
Défense	107 078 \$	109 518 \$	4 126 \$	(6 566) \$	(6,0) %
Civil	48 900	37 941	1 888	9 071	23,9 %
<b>Total</b>	<b>155 978 \$</b>	<b>147 459 \$</b>	<b>6 014 \$</b>	<b>2 505 \$</b>	<b>1,7 %</b>

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des variations des taux de change présentée dans les tableaux ci-dessus.

#### Défense

Les diminutions nettes des ventes, de respectivement 20,1 millions de dollars et 6,6 millions de dollars pour l'exercice et le quatrième trimestre, découlent essentiellement du contexte opérationnel actuel, tel qu'il est décrit à la rubrique intitulée «Faits saillants de l'exercice», qui a été contrebalancé par l'accélération des livraisons en vertu du programme visant les F-18 de Boeing pour l'exercice et du programme visant les CH-53K de Sikorsky au cours du quatrième trimestre.

#### Civil

Les augmentations nettes des ventes, de respectivement 18,4 millions de dollars et 9,1 millions de dollars pour l'exercice et le quatrième trimestre, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, s'expliquent principalement par l'augmentation des livraisons en vertu des programmes Boeing 777, Embraer Praetor et Falcon 6X.

### Marge brute

La marge brute a diminué, passant de 17,0 % des ventes pour l'exercice précédent à 13,5 % des ventes pour l'exercice considéré, et de 17,6 % des ventes pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent à 14,6 % des ventes pour le trimestre considéré, du fait principalement des facteurs suivants :

- les inefficiences de production découlant des perturbations du système de production mentionnées plus haut;
- l'incidence de l'inflation, plus particulièrement sur le coût des fournitures de production générales et des services publics;
- une composition moins favorable des produits.

Au cours de l'exercice et du trimestre clos le 31 mars 2022, les perturbations liées à la COVID-19 avaient également été en partie contrebalancées par des mesures d'allègement du gouvernement, qui avaient eu une incidence favorable de respectivement 1,4 % et 0,7 % sur la marge brute (aucune pour l'exercice considéré).

### Frais de vente et d'administration

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
Frais de vente et d'administration	12 862 \$	12 119 \$	48 556 \$	44 028 \$
Moins : Gains nets (pertes nettes) découlant de la conversion d'éléments monétaires nets	680	(235)	(105)	842
	13 542 \$	11 884 \$	48 451 \$	44 870 \$
<i>En pourcentage des ventes</i>	8,7 %	8,1 %	8,9 %	8,4 %

Si l'on exclut les gains nets (pertes nettes) découlant de la conversion des éléments monétaires nets, les augmentations des frais de vente et d'administration en pourcentage des ventes pour l'exercice et le quatrième le trimestre, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, s'expliquent principalement par la hausse des charges salariales, notamment l'incidence des fluctuations du cours de l'action sur la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, et la hausse des honoraires.

## Autres charges (gains)

Les autres charges (gains) comprennent des éléments qui, lorsque présentés séparément, peuvent être utiles aux utilisateurs des états financiers et du rapport de gestion pour interpréter la performance financière de la Société. Ces éléments n'ont pas la même fonction que ceux qui sont inclus dans les autres postes des états financiers et ne sont généralement pas aussi représentatifs du rendement opérationnel passé ou futur de la Société.

Les autres charges (gains) se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
<b>Autres charges (gains) du résultat opérationnel</b>				
Gain découlant de la cession d'activités	— \$	— \$	(1 219) \$	— \$
Décision judiciaire	—	2 309	—	2 309
	— \$	2 309 \$	(1 219) \$	2 309 \$

### Gain découlant de la cession d'activités

Les objectifs commerciaux stipulés dans l'entente conclue au cours de l'exercice 2022 relativement à la vente des activités de Bolton à Ontic Engineering & Manufacturing UK Limited ont été atteints en septembre 2022, ce qui a donné lieu à un gain net de 1,2 million de dollars pour l'exercice 2023. Pour en savoir plus, se reporter à la rubrique intitulée «Acquisition d'une participation minoritaire et cession» de la section *Renseignements supplémentaires*.

### Décision judiciaire

À la suite d'une décision rendue par le tribunal dans le cadre d'une poursuite intentée par un fournisseur secondaire en lien avec un différend contractuel, la Société a engagé un montant total de 2,3 millions de dollars en dommages et honoraires d'avocats au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022.

## Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a diminué, passant de 8,3 % des ventes pour l'exercice précédent à 4,8 % des ventes pour l'exercice considéré et de 7,8 % des ventes pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent à 6,3 % des ventes pour le trimestre considéré, principalement en raison des facteurs susmentionnés.

Sur 12 mois, les fluctuations des taux de change ont eu une incidence nette positive sur le résultat opérationnel, s'élevant à 1,7 million de dollars, ou 0,3 % des ventes, pour l'exercice, et à 1,6 million de dollars, ou 1,0 % des ventes, pour le quatrième trimestre.

## Frais financiers nets

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
Intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	822 \$	816 \$	3 140 \$	3 162 \$
Ajustements des estimations liées aux prêts des autorités gouvernementales	(1 207)	(3 062)	(1 207)	(3 062)
Intérêts sur les obligations au titre des prestations définies	(250)	(49)	(194)	23
Intérêts sur les contrats de location	231	237	840	1 010
Amortissement des frais de financement différés	117	124	475	554
Autres charges de désactualisation et ajustements	185	(425)	(146)	(548)
Frais financiers nets hors trésorerie	(102) \$	(2 359) \$	2 908 \$	1 139 \$
Intérêts sur la dette à long terme	2 111 \$	815 \$	6 946 \$	3 653 \$
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie	(834)	(99)	(2 279)	(522)
	1 175 \$	(1 643) \$	7 575 \$	4 270 \$



L'augmentation des taux d'intérêt en vigueur a eu pour effet d'accroître le taux d'intérêt effectif à payer par la Société à l'égard de sa facilité renouvelable, le faisant passer de 1,1 % à 5,9 % au cours de l'exercice, mais aussi le taux d'intérêt reçu à l'égard des soldes de trésorerie moyens, ce taux étant passé de 0,8 % à 5,1 %. Ces facteurs se sont en grande partie compensés mutuellement au cours de l'exercice et du quatrième trimestre.

Les frais financiers nets ont par ailleurs augmenté en raison des deux principaux facteurs suivants :

- la diminution du gain résultant de l'ajustement du calendrier estimatif de remboursement des prêts des autorités gouvernementales (se reporter à la rubrique intitulée «Prêts des autorités gouvernementales» de la section *Flux de trésorerie et sources de financement* pour en savoir plus);
- l'incidence de la liquidation des swaps de devises et de taux d'intérêt de la Société sur les intérêts sur la dette à long terme (0,4 million de dollars par trimestre) (se reporter à la rubrique intitulée «Instruments financiers dérivés» de la section *Renseignements supplémentaires* pour en savoir plus).

## Charge d'impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 31 mars			Exercices clos les 31 mars		
	2023		2022		2023	
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	8 705 \$		13 106 \$		18 623 \$	
Charge d'impôt sur le résultat au taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi	2 307	26,5 %	3 460	26,4 %	4 935	26,5 %
Résultats de filiales étrangères	(198)		(537)		(152)	
Dépenses non déductibles	168		50		501	
Résultat non imposable	(72)		(563)		(318)	
Ajustements se rapportant à des exercices antérieurs	(445)		131		(824)	
Effet net de la non-comptabilisation d'avantages fiscaux	656		(894)		656	
Charge d'impôt sur le résultat	2 416 \$	27,8 %	1 647 \$	12,6 %	4 798 \$	25,8 %
					8 348 \$	20,6 %

## Résultat net

Le résultat net a diminué pour passer de 32,1 millions de dollars pour l'exercice précédent à 13,8 millions de dollars pour l'exercice considéré, et de 11,5 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent à 6,3 millions de dollars pour le trimestre considéré, en raison principalement des facteurs susmentionnés. En excluant les autres charges (gains), après impôts, le résultat net ajusté a diminué pour passer de 33,8 millions de dollars pour l'exercice précédent à 12,6 millions de dollars pour l'exercice considéré, et de 13,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent à 6,3 millions de dollars pour le trimestre considéré.

## MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les résultats établis selon les IFRS et selon les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes :

BAIIA ajusté :	Résultat opérationnel excluant la charge d'amortissement et les autres charges (gains)
Résultat net ajusté :	Résultat net excluant les autres charges (gains) après impôts
Bénéfice par action ajusté :	Bénéfice dilué par action calculé à partir du résultat net ajusté
Flux de trésorerie disponibles :	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, diminués des acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net et de l'augmentation ou de la diminution nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, plus le produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles

Ces mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc possible qu'elles ne soient pas comparables à des mesures similaires publiées par d'autres émetteurs. La direction estime qu'elles procurent aux investisseurs des renseignements utiles pour leur permettre d'évaluer la rentabilité de la Société, ainsi que de comparer ses résultats d'une période à l'autre et avec ceux de ses pairs qui utilisent des mesures similaires.

La direction ne voit pas ces mesures comme des substituts aux mesures conformes aux IFRS ou comme des mesures supérieures à celles-ci puisque, souvent, elles ne reflètent pas entièrement les coûts de la période, les coûts à long terme des décisions de financement ou d'investissement ou l'incidence d'événements qui ne découlent pas des activités d'exploitation.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements de ces mesures financières avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi que des renseignements additionnels sur ce qu'elles représentent, à l'exception des flux de trésorerie disponibles. Pour le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, se reporter à la section *Flux de trésorerie et sources de financement*.

Le BAIIA ajusté de la Société est calculé comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
Résultat opérationnel	9 879 \$	11 463 \$	26 198 \$	44 758 \$
Charge d'amortissement	9 716	8 377	36 387	35 982
Autres charges (gains)	—	2 309	(1 219)	2 309
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>19 595 \$</b>	<b>22 149 \$</b>	<b>61 366 \$</b>	<b>83 049 \$</b>

La direction est d'avis que le BAIIA ajusté procure des renseignements utiles sur les activités quotidiennes de la Société puisqu'il exclut du résultat les facteurs qui reflètent davantage les décisions de financement et d'investissement à long terme que le rendement à court terme.

Le BAIIA ajusté, en outre, constitue une autre mesure permettant d'évaluer le résultat opérationnel futur de la Société puisqu'il exclut l'incidence d'éléments qui n'ont pas la même fonction que ceux inclus dans les autres postes des états financiers et qui ne sont généralement pas aussi représentatifs du rendement opérationnel passé ou futur de la Société. La direction utilise aussi le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement opérationnel, ainsi que comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
Résultat net	6 288 \$	11 459 \$	13 825 \$	32 140 \$
Autres charges (produits), après impôts	—	1 699	(1 219)	1 699
<b>Résultat net ajusté</b>	<b>6 288 \$</b>	<b>13 158 \$</b>	<b>12 606 \$</b>	<b>33 839 \$</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	(385)
<b>Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la société mère</b>	<b>6 288 \$</b>	<b>13 158 \$</b>	<b>12 606 \$</b>	<b>34 224 \$</b>
<i>En dollars par action</i>				
Bénéfice par action – dilué	0,18 \$	0,33 \$	0,40 \$	0,90 \$
Autres charges (produits), après impôts	—	0,05	(0,03)	0,05
<b>Bénéfice par action ajusté</b>	<b>0,18 \$</b>	<b>0,38 \$</b>	<b>0,37 \$</b>	<b>0,95 \$</b>

La direction est d'avis que le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté procurent aux investisseurs une autre mesure leur permettant d'évaluer les résultats de la période considérée et les perspectives de la Société en matière de bénéfice puisqu'ils ne tiennent pas compte de l'incidence d'éléments qui n'ont pas la même fonction que ceux inclus dans les autres postes des états financiers et qui ne sont généralement pas aussi représentatifs du rendement opérationnel passé ou futur de la Société. Ces mesures sont également utilisées comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

# FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

## FACILITÉS DE CRÉDIT ET SITUATION DE DETTE NETTE

### Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité renouvelable»)

La Société dispose d'une facilité renouvelable consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines, ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité permet à la Société et à ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 250,0 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, en livres sterling ou en euros. Elle comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter le crédit disponible de 200,0 millions de dollars, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

En mai 2022, la Société a conclu une entente visant à prolonger la facilité renouvelable jusqu'en juin 2027 (auparavant juin 2026). Les autres modalités et conditions sont demeurées pratiquement inchangées.

Au 31 mars 2023, la Société n'avait emprunté aucun montant sur cette facilité, alors qu'elle avait emprunté un montant de 58,8 millions de dollars (47,0 millions de dollars américains) au 31 mars 2022. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice considéré, Héroux-Devtek a remboursé le solde de 47,0 millions de dollars américains afin de réduire les charges d'intérêts.

### Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti («facilité d'emprunt à terme»)

La Société a conclu une facilité d'emprunt à terme auprès du Fonds de solidarité FTQ pour un montant de 75,0 millions de dollars. Cette facilité est entièrement utilisée, porte intérêt à un taux de 5,0 % et vient à échéance en septembre 2028. La facilité d'emprunt à terme est remboursable à l'échéance, et, à compter de septembre 2024, la Société aura l'option d'effectuer des remboursements anticipés sous réserve de certains frais.

### Situation de dette nette

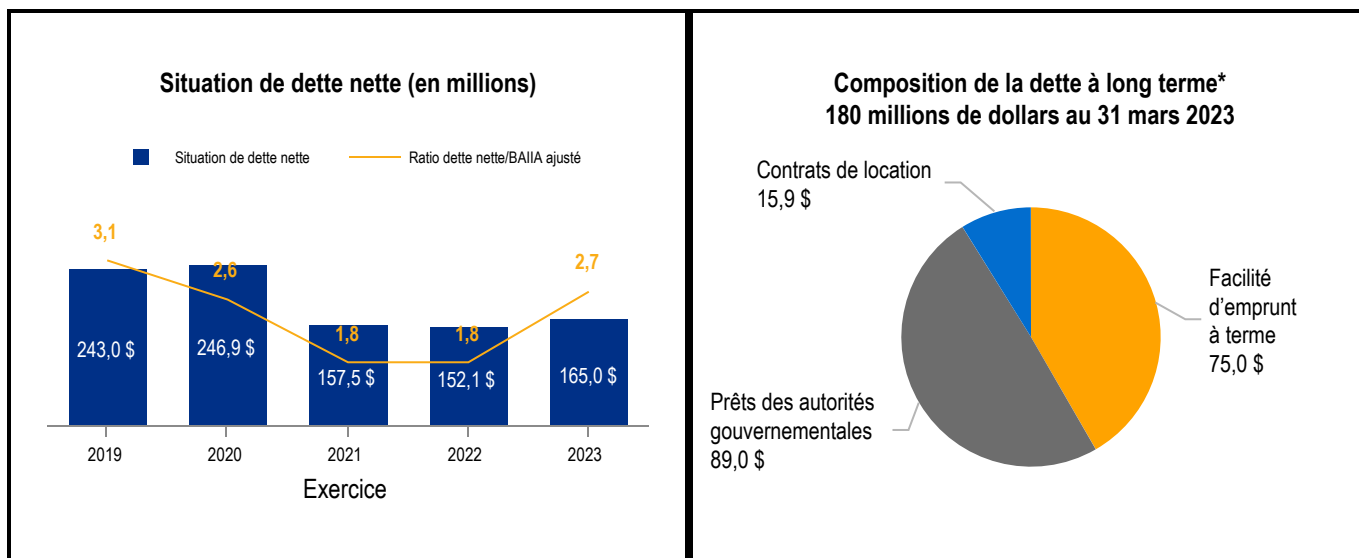
La situation de dette nette de la Société est calculée comme suit, aux dates indiquées :

	31 mars 2023	31 mars 2022
Dettes à long terme, y compris la tranche à court terme <sup>1</sup>	179 978 \$	238 826 \$
Moins : Trésorerie	15 020	86 692
Situation de dette nette	164 958 \$	152 134 \$
BAIIA ajusté <sup>2</sup>	61 366 \$	83 049 \$
Ratio dette nette/BAIIA ajusté	2,7:1	1,8:1

<sup>1</sup> Excluant le montant net des frais de financement différés de 2,1 millions de dollars au 31 mars 2023 et de 2,3 millions de dollars au 31 mars 2022.

<sup>2</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

La dette nette de la Société a augmenté tout au long de l'exercice, principalement en raison du montant de 6,5 millions de dollars affecté aux rachats d'actions en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités et des flux de trésorerie disponibles négatifs. Se reporter à la rubrique intitulée «Offre publique de rachat dans le cours normal des activités» de la section Situation financière pour en savoir plus.



\* Excluant le montant net des frais de financement différés de 2,1 millions de dollars au 31 mars 2023 et de 2,3 millions de dollars au 31 mars 2022.

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. La Société a respecté toutes les clauses restrictives au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du présent exercice. Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour répondre à ses besoins financiers.

La Société n'est pas tenue d'effectuer de remboursements de capital obligatoires sur ses facilités d'emprunt à terme avant septembre 2028.

## PRÊTS DES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été consentis en vertu des programmes industriels des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada ou de programmes industriels espagnols visant à promouvoir le développement de l'industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions régissant le calendrier et le montant de remboursement. Les remboursements, lorsqu'ils ne sont pas établis en fonction d'un calendrier précis, sont fondés sur les ventes de programmes particuliers ou sur la croissance des ventes de toutes ou de certaines gammes de produits d'Héroux-Devtek, et ils ne portent pas intérêt ou sont assortis d'un taux d'intérêt inférieur aux taux du marché.

Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers.

Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année. Aux 31 mars 2023 et 2022, la Société a mis à jour le calendrier estimatif de remboursement de ses prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte des hypothèses et des données mises à jour. Ces hypothèses ayant donné lieu à un plan de remboursement plus favorable que celui pris en compte précédemment, des gains hors trésorerie de respectivement 1,2 million de dollars et 3,1 millions de dollars pour les exercices 2023 et 2022 ont été comptabilisés et inclus dans les frais financiers nets.

Au 31 mars 2023, la valeur actualisée comptabilisée par la Société en regard de ces conventions de prêts en cours s'établissait à 89,0 millions de dollars (84,5 millions de dollars au 31 mars 2022) et les taux d'intérêt effectifs sur ces prêts variaient de 0,0 % à 6,6 % au 31 mars 2023 (de 0,0 % à 6,8 % au 31 mars 2022). Le calendrier de remboursement de ces prêts s'échelonne jusqu'à l'exercice 2035 au plus tard.

## ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
Trésorerie au début des périodes	90 837 \$	86 836 \$	86 692 \$	95 470 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 518	10 016	30 060	63 166
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(12 888)	(3 173)	(28 292)	(16 131)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(67 446)	(6 555)	(74 389)	(55 221)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	(1)	(432)	949	(592)
Trésorerie à la fin des périodes	15 020 \$	86 692 \$	15 020 \$	86 692 \$

### Activités d'exploitation

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
Résultat net	6 288 \$	11 459 \$	13 825 \$	32 140 \$
Éléments hors trésorerie :				
Charge d'amortissement	9 716	8 377	36 387	35 982
Impôt différé	2 780	(1 781)	6 021	71
(Gain) perte à la cession d'immobilisations corporelles	—	60	—	(850)
Frais financiers nets hors trésorerie	(102)	(2 359)	2 908	1 139
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	329	295	1 306	1 173
	19 011	16 051	60 447	69 655
Variation nette des éléments hors trésorerie	(14 493)	(6 035)	(30 387)	(6 489)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 518 \$	10 016 \$	30 060 \$	63 166 \$

La variation nette des éléments hors trésorerie peut être résumée comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
Comptes clients	(22 180) \$	(20 700) \$	(18 003) \$	(8 515) \$
Stocks	(14 408)	8 966	(55 323)	11 026
Autres actifs	(3 052)	(7 660)	3 955	(7 248)
Comptes fournisseurs et charges à payer	20 685	13 376	19 558	10 418
Provisions	(770)	1 561	(5 394)	(5 333)
Avances de clients et facturations progressives	2 510	(6 982)	27 658	(9 823)
Autres passifs	2 722	5 404	(2 838)	2 986
Variation nette des éléments hors trésorerie	(14 493) \$	(6 035) \$	(30 387) \$	(6 489) \$

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2023, la variation nette négative des éléments hors trésorerie a été principalement attribuable à :

- un investissement dans les stocks afin de stabiliser le système de production et d'atténuer l'incidence des retards dans la chaîne d'approvisionnement;
- une augmentation des comptes clients principalement attribuable au profil non linéaire des livraisons du quatrième trimestre.

Ces éléments négatifs ont été contrebalancés en partie par une augmentation des comptes fournisseurs et charges à payer et des avances de clients.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2022, la variation nette négative des éléments hors trésorerie a été principalement attribuable à :

- une baisse des avances de clients et facturations progressives en lien avec le profil de la production et des livraisons en cours pour l'exercice;
- une augmentation des comptes clients principalement attribuable au profil non linéaire des livraisons du quatrième trimestre.

Ces éléments négatifs ont été contrebalancés en partie par une diminution des stocks en lien avec l'optimisation actuelle en fonction des ventes prévues et l'augmentation des comptes fournisseurs découlant du calendrier des paiements aux fournisseurs et des réceptions de leurs livraisons.

## Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	(6 976) \$	(4 399) \$	(18 641) \$	(17 306) \$
Produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles	—	2 562	—	2 881
Augmentation nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	(6 282)	(1 336)	(13 137)	(2 847)
Produit tiré de la cession d'activités	370	—	3 486	2 041
Acquisition d'une participation minoritaire	—	—	—	(900)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(12 888) \$	(3 173) \$	(28 292) \$	(16 131) \$

Le produit tiré de la cession d'activités est lié à la vente des activités de Bolton de la Société (se reporter à la rubrique intitulée «Acquisition d'une participation minoritaire et cession» de la section *Renseignements supplémentaires* pour en savoir plus), tandis que le produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles pour l'exercice précédent était essentiellement lié à la vente du bâtiment en lien avec la fermeture d'APPH Wichita.

L'augmentation des investissements réalisés dans les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée s'explique principalement par le développement en continu de programmes d'aviation dans le segment de marché civil.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant brut	9 469 \$	6 598 \$	19 998 \$	17 350 \$
Aide gouvernementale	(21)	(585)	(78)	(585)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	9 448 \$	6 013 \$	19 920 \$	16 765 \$
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs	(1 548)	(1 539)	(130)	1 321
Ajouts d'actifs au titre de droits d'utilisation hors trésorerie	(924)	(75)	(1 149)	(780)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	6 976 \$	4 399 \$	18 641 \$	17 306 \$

## Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
Augmentation de la dette à long terme	807 \$	86 \$	7 046 \$	3 145 \$
Remboursement de la dette à long terme	(66 113)	(2 315)	(75 747)	(16 310)
Émission d'actions ordinaires	—	53	1 103	1 499
Rachat et annulation d'actions	(2 140)	(4 379)	(6 546)	(43 000)
Augmentation des frais de financement différés	—	—	(245)	(555)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(67 446) \$	(6 555) \$	(74 389) \$	(55 221) \$

Le remboursement de la dette à long terme au cours du quatrième trimestre et de l'exercice 2023 se compose du remboursement complet de la facilité renouvelable, de paiements de loyers et de remboursements prévus de prêts des autorités gouvernementales.

Se reporter à la rubrique intitulée «Offre publique de rachat dans le cours normal des activités» de la section *Situation financière* pour en savoir plus sur le rachat et l'annulation d'actions.

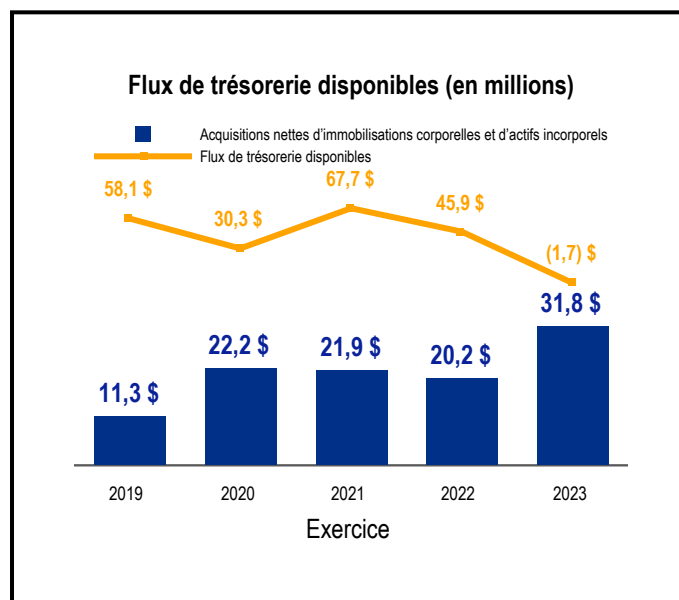
## FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES<sup>1</sup>

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	4 518 \$	10 016 \$	30 060 \$	63 166 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant net	(6 976)	(4 399)	(18 641)	(17 306)
Augmentation nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	(6 282)	(1 336)	(13 137)	(2 847)
Produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles	—	2 562	—	2 881
Flux de trésorerie disponibles (affectation) <sup>1</sup>	(8 740) \$	6 843 \$	(1 718) \$	45 894 \$

<sup>1</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation pour la définition de cet indicateur.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent un bon indicateur de la solidité financière et de la rentabilité puisqu'ils indiquent le montant des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation qui est disponible aux fins de distribution, du remboursement de la dette et du financement des investissements.

La diminution des flux de trésorerie disponibles pour le quatrième trimestre et l'exercice considéré comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent s'explique principalement par l'investissement stratégique dans les stocks afin de stabiliser le système de production et d'atténuer l'incidence des retards dans la chaîne d'approvisionnement, ainsi que par les investissements importants réalisés dans les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée découlant du développement en continu de programmes d'aviation dans le segment de marché civil.



## BESOINS EN LIQUIDITÉS

Le tableau qui suit présente un résumé des obligations contractuelles de la Société au 31 mars 2023, y compris les versements payables au cours des cinq prochains exercices et les suivants :

Obligations contractuelles	Versements payables par période				
	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts des autorités gouvernementales	108 281 \$	7 928 \$	24 292 \$	21 046 \$	55 015 \$
Obligations locatives	20 674	4 323	5 266	3 345	7 740
Facilité d'emprunt à terme	95 420	3 713	7 426	7 425	76 856
<b>Remboursement de la dette à long terme, y compris les intérêts</b>	<b>224 375</b>	<b>15 964</b>	<b>36 984</b>	<b>31 816</b>	<b>139 611</b>
Obligations d'achat	365 053	280 825	80 860	2 416	952
Comptes fournisseurs	89 521	89 521	—	—	—
Engagements d'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement	1 984	1 984	—	—	—
<b>Total des obligations contractuelles<sup>1</sup></b>	<b>680 933 \$</b>	<b>388 294 \$</b>	<b>117 844 \$</b>	<b>34 232 \$</b>	<b>140 563 \$</b>

<sup>1)</sup> Excluant les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies présentées à la rubrique intitulée « Régimes de retraite ».



# SITUATION FINANCIÈRE

## STRUCTURE DU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- obtenir ou rembourser des facilités de crédit à long terme;
- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, est une mesure clé qui est prise en compte dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable ou acceptable.

Le ratio dette nette/capitaux propres de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2023	31 mars 2022
Dette à long terme	177 908 \$	236 526 \$
Frais de financement différés, montant net	2 070	2 300
Moins : Trésorerie	15 020	86 692
Dette nette	164 958 \$	152 134 \$
Capitaux propres	390 919	377 282
Ratio dette nette/capitaux propres	0,4:1	0,4:1

### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Pour la direction, une offre publique de rachat dans le cours normal des activités («OPRCNA») représente une méthode flexible de répartition du capital visant la création de valeur pour les actionnaires, sans compromettre la capacité de la Société à poursuivre des initiatives de croissance futures, qu'il s'agisse de nouveaux contrats ou d'acquisitions d'entreprises.

#### *Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2023*

Le 19 mai 2022, la Société a annoncé qu'elle procédait à une OPRCNA, visant le rachat et l'annulation d'un nombre maximal de 1 896 079 actions ordinaires sur le marché libre par l'intermédiaire de la TSX ou d'autres systèmes de négociation. L'offre publique de rachat a commencé le 25 mai 2022 et se terminera le 24 mai 2023, ou à toute date antérieure à laquelle la Société aurait racheté le nombre maximal d'actions ordinaires permis aux termes de l'offre publique de rachat ou à laquelle la Société aurait décidé de ne pas procéder à d'autres rachats dans le cadre de celle-ci.

	Au cours de la période		
	Nombre d'actions	Coût moyen par action	Coût total
Trimestre clos le 30 juin 2022	107 835	15,40 \$	1 661 \$
Trimestre clos le 30 septembre 2022	90 825	12,96	1 177
Trimestre clos le 31 décembre 2022	120 800	12,98	1 568
Trimestre clos le 31 mars 2023	163 243	13,11	2 140
Jusqu'au 17 mai 2023	101 200	12,87	1 302
<b>Total</b>	<b>583 903</b>	<b>13,44 \$</b>	<b>7 848 \$</b>

#### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités de 2022

Au cours de l'exercice 2022, la Société a annoncé qu'elle avait racheté et annulé 2 412 279 actions pour un coût total de 43,0 millions de dollars, ce qui correspond à un coût moyen de 17,83 \$ par action. De ce nombre, 804 000 actions ont été rachetées à un prix de 18,12 \$ par action, soit un montant total de 14,6 millions de dollars, auprès de 2945-0228 Québec inc., une société contrôlée par M. Gilles Labbé, président exécutif du conseil d'administration d'Héroux-Devtek Inc.

## CAPITAL ÉMIS

Le capital-actions a évolué comme suit :

	Exercice clos le 31 mars 2023	
	Nombre d'actions	Capital émis
Solde d'ouverture	34 486 776	82 189 \$
Actions émises au comptant à l'exercice d'options sur actions	103 000	1 437
Rachat et annulation	(482 703)	(1 167)
<b>Solde de clôture</b>	<b>34 107 073</b>	<b>82 459 \$</b>

Au 17 mai 2023, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 34 005 873.

Les options sur actions ont évolué comme suit :

	Exercice clos le 31 mars 2023	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde d'ouverture	1 503 750	14,19 \$
Attribuées	247 000	15,42
Exercées	(103 000)	10,71
Expirées	(2 250)	10,71
Annulées / frappées d'extinction	(10 000)	15,42
<b>Solde de clôture</b>	<b>1 635 500</b>	<b>14,59 \$</b>

Au 31 mars 2023, 2 122 662 actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission à l'exercice d'options sur actions, comparativement à 2 225 662 au 31 mars 2022. En conséquence, la Société peut émettre 487 162 options sur actions additionnelles en vertu de sa réserve actuelle.

Au 17 mai 2023, le nombre d'options sur actions en cours s'élevait à 1 635 500.

Pour de plus amples renseignements concernant le capital-actions émis et en circulation de la Société et les régimes de rémunération connexes, se reporter à la note 22, *Capital émis*, afférente aux états financiers consolidés.

## BILANS CONSOLIDÉS

### Fonds de roulement

Le fonds de roulement de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2023	31 mars 2022	Variation	
Actifs à court terme	429 513 \$	415 450 \$	14 063 \$	3,4 %
Passifs à court terme	223 939	179 821	44 118	24,5 %
Fonds de roulement net	205 574 \$	235 629 \$	(30 055) \$	(12,8) %
Ratio du fonds de roulement	1,92	2,31		

L'augmentation de 14,1 millions de dollars des actifs à court terme est principalement attribuable à un investissement de 62,7 millions de dollars dans les stocks et à une hausse de 21,3 millions de dollars des comptes clients, en partie contrebalancés par une diminution de 71,7 millions de dollars de la trésorerie, tel qu'il est décrit à la section *Flux de trésorerie et sources de financement*.

L'augmentation de 44,1 millions de dollars des passifs à court terme découle principalement d'une hausse de 29,0 millions de dollars des avances de clients et facturations progressives ainsi que d'une hausse de 16,5 millions de dollars des comptes fournisseurs et charges à payer.

### Actifs à long terme, passifs à long terme et capitaux propres

Les actifs à long terme, les passifs à long terme et les capitaux propres de la Société s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2023	31 mars 2022	Variation	
Actifs à long terme	391 824 \$	397 908 \$	(6 084) \$	(1,5) %
Passifs à long terme	206 479	256 255	(49 776)	(19,4) %
Capitaux propres	390 919 \$	377 282 \$	13 637 \$	3,6 %

La diminution de 6,1 millions de dollars des actifs à long terme pour l'exercice découle principalement de l'arrivée à échéance et de la liquidation des swaps de devises et de taux d'intérêt de la Société, en partie contrebalancées par des investissements nets réalisés dans les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée.

La diminution de 49,7 millions de dollars des passifs à long terme s'explique principalement par le remboursement d'un montant de 64,4 millions de dollars sur la facilité renouvelable, en partie contrebalancé par une augmentation des prêts des autorités gouvernementales et des facturations progressives à long terme.

## RÉGIMES DE RETRAITE

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les obligations nettes au titre des prestations définies ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

	2023	2022
Actifs nets des régimes de retraite (obligations nettes au titre des prestations définies) au début de l'exercice	5 325 \$	56 \$
Gains nets à la réévaluation	(1 709)	5 507
Cotisations de l'employeur	1 028	1 097
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(791)	(1 085)
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies	194	(23)
Autres	(293)	(227)
<b>Actifs nets des régimes de retraite à la clôture de l'exercice</b>	<b>3 754 \$</b>	<b>5 325 \$</b>
Montant comptabilisé dans les autres actifs à long terme	4 707	6 388
Montant comptabilisé dans les autres passifs à long terme	(953)	(1 063)

La situation de capitalisation des régimes de retraite de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2023	31 mars 2022
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	58 966 \$	64 443 \$
Juste valeur des actifs des régimes	68 980	70 241
<b>Coefficient de capitalisation</b>	<b>117,0 %</b>	<b>109,0 %</b>

La Société a versé des cotisations de 1,0 million de dollars et 3,7 millions de dollars, respectivement, à ses régimes à prestations définies et à cotisations définies au cours de l'exercice 2023, et prévoit verser des cotisations de respectivement 0,8 million de dollars et 3,1 millions de dollars à ces mêmes régimes au cours de l'exercice 2024. La diminution de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies s'explique surtout par les changements apportés au taux d'actualisation et aux hypothèses démographiques. Se reporter à la note 25, *Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite*, afférente aux états financiers consolidés pour en savoir plus sur ces hypothèses.

# RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

## ACQUISITION D'UNE PARTICIPATION MINORITAIRE ET CESSION

### *Cession d'APPH Bolton*

Le 4 mai 2021, la Société a conclu une entente visant la vente de ses activités de Bolton, au Royaume-Uni, à Ontic Engineering & Manufacturing UK Limited, pour un prix de vente de 2,7 millions de livres sterling (4,6 millions de dollars), compte non tenu d'un montant de 0,9 million de livres sterling (1,5 million de dollars), lequel dépendait de l'atteinte de certains objectifs commerciaux. L'opération n'a donné lieu à aucun gain important ni à aucune perte importante à la cession au moment où elle a été réalisée.

Les objectifs commerciaux en lien avec l'opération ont été atteints au cours de l'exercice 2023, ce qui a donné lieu à un gain net de 1,2 million de dollars, compris dans les autres charges (gains).

### *Acquisition d'une participation minoritaire*

Le 5 octobre 2021, la Société a fait l'acquisition de la participation minoritaire restante de 30 % dans Tekalia Aeronautik pour un montant de 0,9 million de dollars.

## OPÉRATIONS SUR DEVISES

Du fait que la Société exploite des activités dans divers pays et qu'elle fait affaire avec des clients répartis à travers le monde, la situation financière et les résultats d'exploitation d'Héroux-Devtek sont en partie influencés par l'évolution des taux de change. Plus spécifiquement, la Société exerce des activités au Canada, aux États-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni, et engage, par conséquent, des coûts libellés dans les devises respectives de ces quatre pays, soit le dollar canadien («\$ CA»), le dollar américain («\$ US»), l'euro («EUR») et la livre sterling («GBP»). Outre les coûts libellés dans leur devise locale, une part importante des coûts des matériaux des activités canadiennes, espagnoles et britanniques est libellée en dollars américains, tout comme une large part de leurs ventes.

La Société doit convertir en dollars canadiens les produits, les charges ainsi que les éléments d'actif et de passif libellés en devises, aux fins de présentation de l'information financière. Des gains et pertes surviennent du fait des fluctuations de ces devises par rapport au dollar canadien entre deux dates de clôture du bilan, ou entre la date d'une transaction et la date de clôture du bilan.

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, en excluant l'incidence des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de la période. Les postes du bilan sont convertis selon le taux de change au comptant affiché à la date de clôture du bilan.

Les taux de change utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif en dollars canadiens s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2023	31 mars 2022
\$ US (équivalent canadien de 1,0 \$ US)	1,3533	1,2496
EUR (équivalent canadien de 1,0 €)	1,4708	1,3853
GBP (équivalent canadien de 1,0 £)	1,6726	1,6417

Les taux de change utilisés pour convertir les produits et les charges en dollars canadiens se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2023	2022	2023	2022
\$ US (équivalent canadien de 1,0 \$ US)	1,3518	1,2663	1,3231	1,2536
EUR (équivalent canadien de 1,0 €)	1,4507	1,4218	1,3775	1,4570
GBP (équivalent canadien de 1,0 £)	1,6429	1,6995	1,5941	1,7130

Héroux-Devtek est principalement exposée au rendement du dollar américain par rapport au dollar canadien, à la livre sterling et à l'euro en raison de la prévalence du dollar américain dans les transactions effectuées sur le marché de l'aérospatiale et de l'emplacement géographique de ses activités d'exploitation. L'exercice 2023 a été marqué par une hausse de l'euro et de la livre sterling au cours de l'exercice par rapport au dollar canadien et au dollar américain. Environ 85 % des ventes de la Société sont libellées en dollars américains, contre environ 60 % des coûts connexes, ce qui génère d'importantes entrées de fonds nettes en dollars américains.

Afin de gérer ce risque, la Société a mis en place une politique de couverture des devises en vertu de laquelle Héroux-Devtek conclut des contrats de change à terme pour la vente de dollars américains de montants équivalents aux entrées de fonds nettes anticipées. Cette politique exige que la Société couvre de 50 % à 100 % de l'exposition nette connue, essentiellement pour les deux exercices qui suivent. Se reporter à la rubrique intitulée «Instruments financiers dérivés» de la section *Renseignements supplémentaires* pour obtenir plus de renseignements.

## GESTION DU RISQUE

---

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels qui l'exposent à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats. La Société est également soumise à des risques économiques ou naturels plus généraux pouvant entraîner des répercussions à grande échelle sur l'ensemble de son industrie.

La philosophie générale d'Héroux-Devtek consiste à éviter les risques inutiles et à limiter, dans la mesure du possible, tout risque associé aux activités commerciales. La prise de risques non associés aux activités commerciales habituelles est considérée comme inappropriée.

Il incombe ultimement au conseil d'administration et à ses comités d'identifier les risques importants pour l'entreprise et de s'assurer que la direction s'acquitte adéquatement de ses tâches en matière de gestion du risque. Son rôle à cet égard en est un de prise de décisions de haut niveau, de surveillance et d'analyse. Afin d'y parvenir, le conseil d'administration délègue la plupart des responsabilités en matière de prévention, de détection et d'atténuation des risques aux dirigeants.

Il incombe aux dirigeants de la Société de s'assurer que les systèmes et procédures sont en place afin d'identifier et d'évaluer les risques auxquels la Société est exposée et de les gérer dans des limites tolérables. Afin d'y parvenir, la direction a fixé les objectifs suivants :

- identifier et évaluer les risques auxquels s'expose la Société et, dans la mesure du possible, réduire l'exposition à un niveau tolérable;
- avoir recours aux méthodes les plus efficaces et efficientes afin d'éliminer, de réduire ou de transférer l'exposition aux risques;
- prendre en compte les risques associés aux décisions opérationnelles et à la structure des transactions de manière à éviter les risques lorsque cela est possible.

Le processus de gestion du risque d'entreprise («GRE») est une composante clé des méthodes de gestion du risque de la Société. Il s'agit d'une procédure d'évaluation des contrôles et des risques mise en œuvre à plusieurs niveaux, dans le cadre de laquelle les équipes de direction de toutes les divisions, l'équipe de la haute direction, les membres du conseil d'administration et les responsables internes dans des champs d'expertise précis sont invités à faire des évaluations, présenter des points de vue et partager des méthodes. L'information recueillie est regroupée, évaluée et condensée pour produire une liste exhaustive des principaux risques, contrôles, réponses et risques résiduels. L'information en résultant est incorporée dans le programme d'audit interne et communiquée au comité d'audit et au conseil d'administration, qui passent également en revue les principaux risques sur une base régulière.

Les méthodes les plus importantes auxquelles a recours la direction pour gérer les risques ont des impacts sur l'ensemble de l'entreprise. Ces efforts à l'échelle de l'entreprise comprennent, sans s'y limiter :

- la mise en place d'une culture d'entreprise qui encourage la gestion responsable et l'intégrité par l'adhésion à des politiques d'embauche strictes et l'envoi de messages clairs de la part des dirigeants;
- l'application d'un code d'éthique et d'une politique de dénonciation visant à assurer la qualité de la régie d'entreprise et l'intégrité du fonctionnement de la Société;
- la mise en place et l'alignement continu de normes et de systèmes de qualité dans l'ensemble de l'entreprise, notamment au niveau de la chaîne d'approvisionnement, de l'assurance-qualité et de l'amélioration continue;
- la mise en place dans l'ensemble de l'entreprise de mesures rigoureuses de contrôle interne dans le but de gérer les risques associés à la communication de l'information financière, la fraude, la trésorerie et les activités opérationnelles.

Les tableaux qui suivent présentent une liste de risques clés identifiés par la direction ainsi que les approches connexes de gestion de ces risques. Cette liste n'est pas exhaustive et ne doit pas être considérée comme limitative. D'autres facteurs de risques n'ayant possiblement pas encore été identifiés par la direction pourraient avoir une incidence négative sur les activités, la situation financière ou les résultats de la Société.

## Risques stratégiques

Les risques stratégiques ont des impacts à l'échelle de la Société et sont généralement liés à l'orientation générale de la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
<b>Dépendance envers des clients importants</b>	<p>Les quatre plus importants clients d'Héroux-Devtek représentent environ 46 % des ventes consolidées, dont un client représentant 15 %. La perte de l'un de ces clients aurait des répercussions importantes sur les résultats financiers actuels et anticipés.</p>	<p>Ce risque est en partie atténué du fait de la conclusion de contrats de vente à long terme avec les clients ainsi que de la recherche active d'une grande diversité de nouveaux clients dans le but de diversifier le portefeuille de ventes.</p> <p>De plus, une diversification encore plus poussée est obtenue en diversifiant les ventes par sous-secteur et produit ou service auprès d'un même client.</p>
<b>Acquisitions et intégrations</b>	<p>Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société procède, sur une base ponctuelle, à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions augmentent la taille et l'envergure de la Société, et peuvent l'exposer à de nouveaux risques d'ordre géographique, politique, opérationnel et financier.</p> <p>Les acquisitions peuvent aussi être très contraignantes pour les dirigeants et exiger beaucoup d'attention, ou engendrer des difficultés subséquentes liées à l'intégration des nouvelles activités. L'intégration des nouvelles activités pose des risques difficiles à anticiper et susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur la croissance et la rentabilité de la Société, et pourrait inclure l'incapacité à réussir l'intégration des activités acquises.</p>	<p>La direction d'Héroux-Devtek sélectionne avec soin ses cibles d'acquisition selon des critères rigoureux et ne va de l'avant que lorsqu'elle juge que l'adéquation est satisfaisante.</p> <p>De plus, les conventions d'acquisition font l'objet de négociations rigoureuses avec l'objectif d'atténuer les principaux risques liés aux acquisitions par le biais de conditions mutuellement acceptables, de garanties et d'ententes de prix conditionnelles.</p> <p>La Société gère aussi les risques associés aux acquisitions et aux intégrations en procédant à des vérifications diligentes, en mettant à profit l'expérience acquise par son équipe ou en ayant recours à de l'aide extérieure, selon les besoins.</p> <p>Héroux-Devtek planifie l'intégration des acquisitions du haut vers le bas et y consacre des ressources à long terme afin d'optimiser l'intégration et d'atteindre les objectifs stratégiques.</p>

## Risques financiers

Les risques financiers sont liés à la situation financière, aux résultats et aux liquidités de la Société, ou sont associés aux conditions de marché qui touchent directement la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
<b>Fluctuations des devises</b>	Se reporter à la rubrique intitulée «Opérations sur devises» de la section <i>Renseignements supplémentaires</i> pour obtenir plus de détails concernant les risques liés aux fluctuations des taux de change auxquels s'expose Héroux-Devtek et les pratiques de gestion du risque qui s'y rattachent.	
<b>Situation de trésorerie, accès à des sources de financement et clauses restrictives connexes</b>	<p>La Société doit avoir un accès continu aux marchés des capitaux afin de financer ses activités. La nature à long terme et la structure de coût initiale de certains programmes peuvent nécessiter des montants importants en coûts de démarrage. L'incapacité d'avoir accès à ce capital pourrait faire obstacle à la capacité de la Société à soumissionner sur d'importants contrats, ou encore avoir des répercussions négatives sur les activités courantes.</p> <p>Héroux-Devtek a accès à ce financement par l'entremise d'un syndicat bancaire, d'une facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti de même que de prêts des autorités gouvernementales et de facilités de location. Ces ententes assujettissent la Société à des clauses financières restrictives comme il est expliqué dans la section <i>Flux de trésorerie et sources de financement</i>. Elles restreignent également la capacité de la Société à vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif, de contracter certains types de dettes, de s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation ou de s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées sans l'accord du prêteur.</p> <p>Ces restrictions et clauses restrictives pourraient entraver l'accès aux capitaux ou encore empêcher la Société de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.</p>	<p>Afin de maintenir des liquidités adéquates, Héroux-Devtek fait de sa gestion de la trésorerie une priorité quotidienne. Les soldes de trésorerie, les comptes clients, les projections de liquidités et les taux de change et d'intérêt sur le marché font l'objet d'un suivi continu.</p> <p>Dans le but d'assurer sa stabilité et sa viabilité financière à long terme, la Société cherche aussi à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– s'assurer du déroulement approprié des approbations de soumissions afin de permettre des prévisions fiables des revenus et des coûts et une évaluation adéquate des risques;</li> <li>– structurer les contrats de manière à obtenir des avances des clients et à utiliser la facturation progressive;</li> <li>– développer des ententes à long terme avec les clients et fournisseurs et lancer des appels d'offres pour les coûts importants;</li> <li>– faire des projections de liquidités à long terme dans le cadre du budget annuel et du processus de planification stratégique;</li> <li>– maintenir de bonnes relations avec l'ensemble des principaux créanciers.</li> </ul> <p>La direction surveille aussi continuellement les clauses restrictives de manière à s'assurer qu'elles sont respectées et répertorie les tendances susceptibles de signaler des risques potentiels dans le futur.</p>
<b>Fluctuations des taux d'intérêt</b>	<p>La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt en raison du taux variable de sa facilité renouvelable ainsi que de l'impact sur le coût des besoins futurs en capitaux.</p> <p>Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent aussi avoir des répercussions négatives sur le bilan en raison de leur impact sur les taux utilisés par Héroux-Devtek pour actualiser ses provisions et les obligations au titre des régimes de retraite, entre autres soldes.</p>	<p>Les politiques d'Héroux-Devtek en matière de gestion du risque abordent spécifiquement la gestion du risque lié aux taux d'intérêt en permettant le recours à des instruments dérivés comme les swaps de taux d'intérêt.</p> <p>Les détails concernant les instruments dérivés en cours sont présentés à la rubrique intitulée «Instruments financiers dérivés» de la section <i>Renseignements supplémentaires</i>.</p> <p>Les risques associés aux régimes de retraite sont gérés à l'aide de politiques en matière d'investissements mises en place par la Société et les comités de retraite.</p>
<b>Questions d'ordre fiscal et modifications aux lois fiscales</b>	À titre de multinationale exerçant, par l'intermédiaire de filiales, des activités sur plusieurs territoires, la Société est assujettie à l'impôt sur le revenu et à d'autres impôts et taxes, aux lois fiscales et aux politiques fiscales de nombreuses administrations. Un certain nombre de facteurs, notamment des changements dans la composition des revenus dans des pays où la loi prévoit des taux d'imposition différents, des changements touchant la législation, les conventions ou la réglementation fiscales ou leur interprétation et l'issue de vérifications fiscales (y compris les prix de transfert) dans diverses administrations à l'échelle mondiale, pourraient avoir une incidence défavorable sur le taux d'imposition effectif futur de la Société. Des impôts additionnels, des intérêts et des pénalités réclamés par voie de cotisation additionnelle pourraient nuire considérablement aux résultats opérationnels et à la situation financière actuels et futurs de la Société.	<p>La direction évalue régulièrement toutes les questions d'ordre fiscal pour vérifier le caractère adéquat de l'observation des règles fiscales. La direction travaille également avec des fiscalistes spécialisés en droit fiscal et en comptabilité fiscale pour assurer la conformité de la Société dans tous les territoires où elle exerce ses activités.</p> <p>La direction surveille étroitement l'évolution de la réglementation fiscale afin de s'assurer que la Société la respecte en tout temps.</p>



## Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont plus spécifiques aux activités opérationnelles d'Héroux-Devtek, ou découlent de celles-ci, comparativement aux risques stratégiques.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
<b>Chaîne d'approvisionnement</b>	<p>La pression engendrée par la pandémie de COVID-19 sur la chaîne d'approvisionnement, les tensions géopolitiques et d'autres événements pourraient mener à des perturbations de l'approvisionnement de la Société.</p> <p>Si les perturbations de la chaîne d'approvisionnement devaient se prolonger, elles pourraient avoir des répercussions négatives importantes sur les activités de la Société, et entraîner notamment une augmentation considérable des coûts engendrés dans le cadre de ses activités et une diminution importante de ses marges et de sa rentabilité.</p> <p>Des baisses de qualité et de fiabilité d'approvisionnement, y compris de la qualité des matières premières, pourraient également avoir des répercussions négatives sur les activités et les résultats de la Société.</p>	<p>Héroux-Devtek gère les risques liés aux fournisseurs en réalisant des audits fréquents auprès de ses fournisseurs et en maintenant des normes élevées, notamment en exigeant les accréditations AS9100 et Nadcap.</p> <p>La Société surveille le rendement des fournisseurs et atténue les pertes potentielles en s'assurant que les problèmes de qualité, le cas échéant, sont détectés au moyen de la gestion de la qualité en interne.</p> <p>Héroux-Devtek a également la capacité de s'occuper elle-même de la fabrication ou de la finition de nombreuses pièces clés en cas de problèmes graves touchant la chaîne d'approvisionnement, ou encore de confier ces tâches en sous-traitance.</p> <p>La Société gère également les niveaux de stocks afin d'avoir un stock de sécurité des principales composantes au cas où d'autres risques liés à la chaîne d'approvisionnement surviendraient.</p>
<b>Disponibilité de main-d'œuvre qualifiée</b>	<p>La réalisation des programmes importants et la satisfaction de la clientèle sont fortement tributaires de l'apport des meilleurs talents. Le succès de la Société repose sur cette main-d'œuvre, plus particulièrement les ingénieurs, les machinistes et les programmeurs, ainsi que sur la gestion des programmes, l'approvisionnement et les finances.</p> <p>La concurrence est rude lorsqu'il s'agit d'embaucher et de maintenir en poste des employés compétents.</p> <p>Le maintien en poste ou le remplacement d'employés pourrait entraîner une hausse des coûts liés à la main-d'œuvre, et la Société pourrait ne pas être en mesure d'embaucher ou de maintenir en poste des employés clés, ce qui pourrait entraîner des retards ou nuire à la rentabilité de certaines initiatives ou livraisons.</p>	<p>Héroux-Devtek cible les meilleurs candidats pour les postes clés et évalue attentivement les personnes embauchées pour s'assurer de leur compatibilité et de leurs perspectives de développement à long terme. Pour retenir ses employés, la Société a adopté des pratiques exemplaires en matière de ressources humaines, en plus d'offrir une rémunération concurrentielle et, dans le cas des dirigeants clés, une rémunération incitative incluant notamment des régimes de primes, d'options sur actions, d'unités d'actions liées au rendement ainsi que d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat. Un processus de planification de la relève est également prévu pour les employés clés, jusqu'aux membres de la haute direction, et le plan de relève est revu annuellement par le comité des ressources humaines et de régie d'entreprise.</p>
<b>Conventions collectives</b>	<p>La Société est partie à certaines conventions collectives qui encadrent les relations de travail avec certains employés. L'échec du renouvellement de ces ententes à des conditions mutuellement acceptables pourrait entraîner des arrêts de travail ou d'autres perturbations du travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers, l'exécution opérationnelle et la satisfaction de la clientèle.</p>	<p>Afin de minimiser ce risque, Héroux-Devtek s'efforce de maintenir des relations professionnelles et de coopération avec la direction syndicale et planifie la négociation des renouvellements suffisamment longtemps d'avance afin de parvenir à des résultats positifs.</p>
<b>Technologies de l'information</b>	<p>Les systèmes de technologie de l'information sont essentiels à la plupart des activités d'Héroux-Devtek. Ces systèmes peuvent être vulnérables à des cyberattaques ou à l'espionnage, aux virus et à toute autre forme de défaillance matérielle ou logicielle, intentionnelle, ou non.</p> <p>La non-disponibilité de ces systèmes aurait des répercussions négatives directes sur les activités d'exploitation de la Société. L'accès non autorisé à des données confidentielles d'Héroux-Devtek, ou à des données de tiers en sa possession, aurait aussi une incidence négative sur la réputation de la Société et, conséquemment, ses activités commerciales et résultats.</p>	<p>Afin de réduire les risques liés aux technologies, Héroux-Devtek a implanté diverses mesures, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– un programme pour la sécurité fondé sur le référentiel NIST, comprenant des évaluations fréquentes des termes, ainsi que la réalisation fréquente de vérifications et de tests d'intrusion;</li> <li>– de la surveillance en tout temps par le biais d'un centre de gestion de la sécurité;</li> <li>– une détection des intrusions et des solutions en matière de prévention;</li> <li>– un comité de sécurité mondial, un processus de gouvernance strict et des politiques en matière de technologies de l'information;</li> <li>– une campagne de sensibilisation à la cybersécurité et des campagnes sur l'hameçonnage;</li> <li>– une planification en vue de la reprise après sinistre.</li> </ul>

<p><b>Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie</b></p>	<p>La complexité et le degré de sophistication des produits de la Société présentent le risque que des défauts pourraient être constatés après la livraison des produits aux clients. Ces défauts pourraient entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des pertes pour les clients pour lesquelles Héroux-Devtek pourrait être tenue responsable. De plus, du fait que ces produits sont principalement utilisés dans le transport aérien, l'ampleur de ces réclamations et pertes pourrait être d'autant plus grande. La responsabilité pour ces pertes, ou l'incapacité de corriger ces erreurs, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités commerciales et les résultats de la Société.</p>	<p>La rigueur dont fait preuve Héroux-Devtek en matière de respect des normes, systèmes et certifications de qualité à toutes les étapes de la conception, de la production, des réparations et de l'entretien atténue en partie le risque de défaillances attribuables aux produits susceptibles d'entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des litiges.</p> <p>La Société dispose d'une équipe de soutien aux produits qui surveille la performance et la fiabilité des produits, et qui souscrit également à de l'assurance responsabilité de produits susceptible d'atténuer d'éventuelles pertes.</p>
<p><b>Litiges</b></p>	<p>Héroux-Devtek est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part, notamment, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires ou d'agences gouvernementales. L'ampleur financière et la durée de ces litiges peuvent varier et demeurer inconnues pendant de longues périodes.</p> <p>Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société, en plus d'importantes pertes potentielles, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats financiers. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes et des objectifs stratégiques.</p>	<p>La Société emploie des professionnels du droit, en interne et à l'extérieur de la Société, qui conseillent la haute direction quant au respect continu des lois, des règlements et des règles d'exportation ainsi que pour la gestion connexe des risques.</p> <p>La Société souscrit aussi à différentes formes d'assurance qui pourraient, en cas de certains types de responsabilités, compenser en tout ou en partie, les pertes potentielles.</p>
<p><b>Éclosion virale dans une installation</b></p>	<p>La Société est exposée au risque d'une éclosion virale dans l'une ou l'autre de ses installations qui pourrait non seulement nuire à la santé des employés, mais perturber également les activités, ce qui pourrait entraîner des retards de livraison aux clients et causer des pertes financières.</p>	<p>Héroux-Devtek a mis en place plusieurs mesures afin d'atténuer l'incidence sur son personnel et ses activités en cas d'éclosion virale :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– La création d'un comité directeur chargé de la coordination des interventions</li> <li>– Des restrictions s'appliquant à tous les déplacements</li> <li>– Le déploiement d'outils informatiques</li> <li>– Des protocoles dans chaque établissement pour atténuer le risque de transmission, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>– des mesures de distanciation physique</li> <li>– la fourniture d'équipement de protection personnelle</li> <li>– l'échelonnement des quarts de travail</li> <li>– des directives concernant la mise en quarantaine</li> <li>– le renforcement des mesures d'hygiène</li> <li>– le programme de télétravail</li> </ul> </li> </ul>

## Risques externes

Les risques externes sont généralement hors du contrôle de la direction et résultent principalement de facteurs externes.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
<b>Conjoncture économique</b>	Les retombées de la pandémie de COVID-19 combinées aux répercussions de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont contribué à perturber les chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale, à créer des incertitudes économiques importantes et à perturber les marchés financiers. Bien que le secteur de l'aérospatiale et le segment de marché de la défense se soient avérés relativement résilients sur le long terme face aux perturbations économiques, ils ne sont pas immunisés contre les ralentissements. Ces conditions de marché peuvent également être causées par un certain nombre de facteurs, y compris, sans s'y limiter, l'instabilité politique, les activités terroristes ou les catastrophes naturelles. Ces conditions défavorables peuvent avoir des répercussions négatives sur la Société, notamment en réduisant ses ventes et en augmentant les coûts, et ainsi influencer sur sa rentabilité.	Bien que la direction n'ait aucun contrôle direct sur la conjoncture économique, ce risque est réduit du fait des efforts soutenus déployés par Héroux-Devtek pour gérer les coûts, le capital et la rentabilité de manière à maintenir un bilan sain lui permettant d'être plus résiliente en cas de ralentissements inattendus. Héroux-Devtek gère également ce risque de manière indirecte, en maintenant un portefeuille de clients et de programmes bien diversifié, tant du point de vue géographique que du point de vue des segments de marché. Cette diversification pourrait réduire l'impact global sur l'ensemble de la Société d'un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces segments de marché.
<b>Inflation</b>	L'inflation peut avoir une incidence directe sur le prix payé par la Société pour les biens et les services qu'elle achète ou sous-traite et a, en général, un effet continu sur les coûts liés à la main-d'œuvre. L'inflation peut ne toucher que certains pays ou, dans de rares cas, s'étendre à l'échelle mondiale et grimper rapidement.	Les contrats des principaux clients de la Société sont généralement assortis de clauses d'indexation fondées sur les indices des dépenses des consommateurs ou des coûts des matériaux, selon le cas. Dans d'autres cas, les clients fournissent les principaux matériaux, ou les prix sont établis en fonction du coût à la commande. Par ailleurs, les contrats des fournisseurs reprennent habituellement les modalités et conditions incluses dans les contrats à long terme conclus avec les clients. Comme il est décrit à la rubrique «Risques opérationnels» ci-dessus, la Société surveille aussi activement la chaîne d'approvisionnement et la main-d'œuvre.
<b>Concurrence et innovation</b>	Héroux-Devtek évolue dans une industrie qui connaît une consolidation continue, ce qui a réduit le nombre total de concurrents de plus grande envergure, tout en stimulant sans cesse l'innovation en matière de technologies et de produits. Les compétiteurs de plus grande envergure peuvent disposer d'atouts les rendant plus concurrentiels pour les contrats importants, tout comme les compétiteurs qui proposent au marché des innovations technologiques. Dans les deux cas, la Société pourrait perdre des clients ou des occasions, ce qui nuirait à sa croissance et à sa rentabilité futures.	Héroux-Devtek gère le risque lié à la concurrence en accordant une grande importance à la satisfaction de la clientèle, au respect des échéanciers de livraison, à sa compétitivité lors des soumissions et au maintien d'un niveau élevé de qualité. La Société gère également le risque associé à l'innovation en suivant de près les développements technologiques et en réalisant de la recherche et développement en interne afin de demeurer à l'avant-garde de la technologie dans l'industrie.
<b>Dépenses en matière de défense</b>	Les dépenses en matière de défense sont approuvées par les gouvernements sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités. Des mesures d'austérité ou une réduction des dépenses en matière de défense de la part d'un gouvernement, en particulier celui des États-Unis, pourraient entraîner une baisse importante de la demande pour les produits de la Société liés au segment de marché de la défense.	Le portefeuille diversifié de la Société qui comprend un nombre croissant de produits destinés au segment de marché commercial, des programmes de défense à l'extérieur des États-Unis et un bon équilibre entre les activités de fabrication et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire permet de réduire l'impact éventuel d'une réduction des dépenses en matière de défense de certains gouvernements.
<b>Questions d'ordre environnemental</b>	Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements en matière d'environnement relatifs aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Ces lois et règlements, ainsi que les possibles charges connexes, sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société.	Héroux-Devtek gère ce risque en mettant en place des systèmes et politiques de gestion permettant de gérer et de surveiller l'impact environnemental que pourraient avoir ses activités, s'il y a lieu. Dans l'éventualité où un incident environnemental entraînerait une perte plus importante, la Société souscrit également à des polices d'assurance susceptibles d'atténuer en partie ces pertes.

## INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

---

Héroux-Devtek a recours à des instruments financiers dérivés comme outils de gestion du risque afin d'atténuer certains risques de change, les risques liés aux taux d'intérêt ou d'autres risques de prix auxquels elle est exposée. La direction utilise ces instruments dérivés conformément aux lignes directrices prévues par la politique de gestion du risque de la Société. Se reporter à la rubrique intitulée «Gestion du risque» de la section *Renseignements supplémentaires* pour obtenir plus de détails concernant les pratiques d'Héroux-Devtek en matière de gestion du risque.

### Contrats de change à terme

Au 31 mars 2023, la Société avait des contrats de change à terme en cours, libellés en dollars américains, en euros et en livres sterling, pour un montant notionnel totalisant 438,3 millions de dollars. Ce montant comprend des contrats d'un montant notionnel de 241,6 millions de dollars américains pouvant être convertis en dollars canadiens au taux de change moyen de 1,3143. Ces contrats viennent à échéance à diverses dates entre avril 2023 et mars 2028, la majorité échéant au cours des exercices 2024 et 2025.

Conformément à la comptabilité de couverture en vertu des IFRS, les gains et pertes sur les contrats de change à terme sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à leur règlement, après quoi ils sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés tout comme les gains et pertes correspondants lors de la conversion des éléments couverts. Au 31 mars 2023, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard du dollar américain aurait entraîné une diminution de 0,4 million de dollars du résultat net de la Société pour l'exercice 2023.

### Swaps de devises et de taux d'intérêt

Au 31 mars 2022, la Société avait conclu trois swaps de devises et de taux d'intérêt visant l'échange en euros de dettes libellées en dollars canadiens et en dollars américains pour un montant notionnel de 90,5 millions d'euros, afin d'atténuer les risques de change et de taux d'intérêt. Ces swaps venaient à échéance entre mai 2022 et septembre 2028, et portaient principalement intérêt à un taux fixe moyen pondéré de 2,4 %.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023, un de ces swaps est venu à échéance et les deux autres ont été liquidés, pour un produit en espèces de 11,3 millions de dollars.

### Swap sur actions

Le résultat net de la Société est exposé aux fluctuations du cours des actions de la Société en raison des unités d'action différées («UAD») et des unités d'action liées au rendement («UAR») (se reporter à la note 22 afférente aux états financiers consolidés). Afin d'atténuer cette exposition, la Société a conclu un swap sur actions avec une institution financière.

Aux termes de cette entente, après règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les fluctuations du cours des actions de la Société qui influent sur la charge découlant des UAD et UAR incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2023, le swap sur actions visait 400 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 13,39 \$ l'action (300 000 actions ordinaires à un prix de 13,52 \$ l'action au 31 mars 2022). En février 2023, l'entente a été modifiée et vient maintenant à échéance en juin 2024. Les autres conditions demeurent inchangées par rapport au 31 mars 2022. Cette entente est un instrument dérivé qui ne fait pas partie d'une relation de couverture désignée.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

---

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* («Règlement 52-109»), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents intermédiaires et annuels d'information continue.

Au 31 mars 2023, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans le Règlement 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2023, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans le Règlement 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu et fonctionne de manière efficace pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS. Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

### Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

## PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

---

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

### Dépréciation du goodwill et des actifs non financiers

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la

valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui pourraient améliorer le rendement de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 17 afférente aux états financiers consolidés.

### **Actifs d'impôt différé**

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

### **Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite**

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 25 afférente aux états financiers consolidés.

### **Coûts de développement capitalisés**

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3 afférente aux états financiers consolidés. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente ou si elle est plus élevée, la valeur d'utilité, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

### **Provisions**

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

## Prêts des autorités gouvernementales

La Société a des prêts auprès d'autorités gouvernementales assortis de modalités de remboursement variables. Les remboursements annuels effectués sur ces prêts varient habituellement en fonction des ventes de certains programmes ou segments de marché de la Société. Aux fins de la comptabilisation de la valeur actualisée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ou de la comptabilisation initiale de l'aide gouvernementale, la direction doit estimer la croissance future des ventes de ces programmes ou segments de marché sur la durée prévue du prêt. Ces prévisions servent à déterminer le taux d'intérêt effectif et le calendrier des remboursements prévus. Dans l'établissement de ces montants, la direction s'appuie sur les taux d'intérêt du marché et sur des hypothèses à l'égard notamment des nouvelles commandes actuelles et futures, des carnets de commandes de l'industrie, des cadences de production des fabricants d'équipement d'origine («OEM»), des perspectives économiques, de la stabilité des taux de change et de la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés.

## Relations clients

Les relations clients acquises dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont considérées être des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée. Leur valeur a été estimée au moment de l'acquisition au moyen de méthodes d'évaluation reposant sur diverses hypothèses sous-jacentes, qui touchent notamment :

- les commandes futures attendues;
- l'exécution opérationnelle et la gestion des coûts;
- la stabilité de la conjoncture économique, y compris les taux de change;
- les cadences de production;
- les dépenses des gouvernements.

Les relations clients sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité, sans dépasser 15 ans.

## PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles :

Exercices	2023				2022			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes	155 978 \$	140 875 \$	132 680 \$	114 089 \$	147 459 \$	131 147 \$	131 293 \$	126 188 \$
Résultat opérationnel	9 879	5 111	8 562	2 646	11 463	10 545	11 953	10 797
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	19 595	14 129	16 216	11 426	22 149	19 694	21 157	20 049
Résultat net	6 288	1 773	4 799	965	11 459	6 468	7 510	6 703
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	6 288	1 773	3 580	965	13 158	6 468	7 510	6 703
<i>En dollars par action</i>								
Bénéfice par action dilué	0,18 \$	0,05 \$	0,14 \$	0,03 \$	0,33 \$	0,18 \$	0,21 \$	0,19 \$
Bénéfice par action ajusté <sup>1</sup>	0,18	0,05	0,10	0,03	0,38	0,18	0,21	0,19
<i>En millions d'actions</i>								
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	34,3	34,5	34,6	34,6	34,9	35,7	36,6	37,0

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

### Tendances saisonnières

Les activités d'Héroux-Devtek connaissent habituellement un ralentissement au premier semestre, comparativement au deuxième semestre, en raison de facteurs saisonniers comme les arrêts de production dans les usines et les vacances estivales.

Le tableau qui suit présente les principales données financières pour les exercices suivants :

	2023	2022	2021
Ventes	543 622 \$	536 087 \$	570 685 \$
Résultat opérationnel	26 198	44 758	34 096
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	61 366	83 049	88 297
Résultat net	13 825	32 140	19 813
Résultat net ajusté <sup>1</sup>	12 606	33 839	29 034
Bénéfice par action (\$) – de base	0,40	0,91	0,55
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,40	0,90	0,55
Bénéfice par action ajusté <sup>1</sup> (\$)	0,37	0,95	0,80
Trésorerie	15 020	86 692	95 470
Total de l'actif	821 337	813 358	854 831
Passifs financiers à long terme <sup>2</sup>	183 756	238 419	251 243

<sup>1)</sup> Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

<sup>2)</sup> Représentent la dette à long terme, y compris la tranche à court terme, les instruments financiers dérivés à long terme ainsi que les passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite inclus dans les autres passifs.

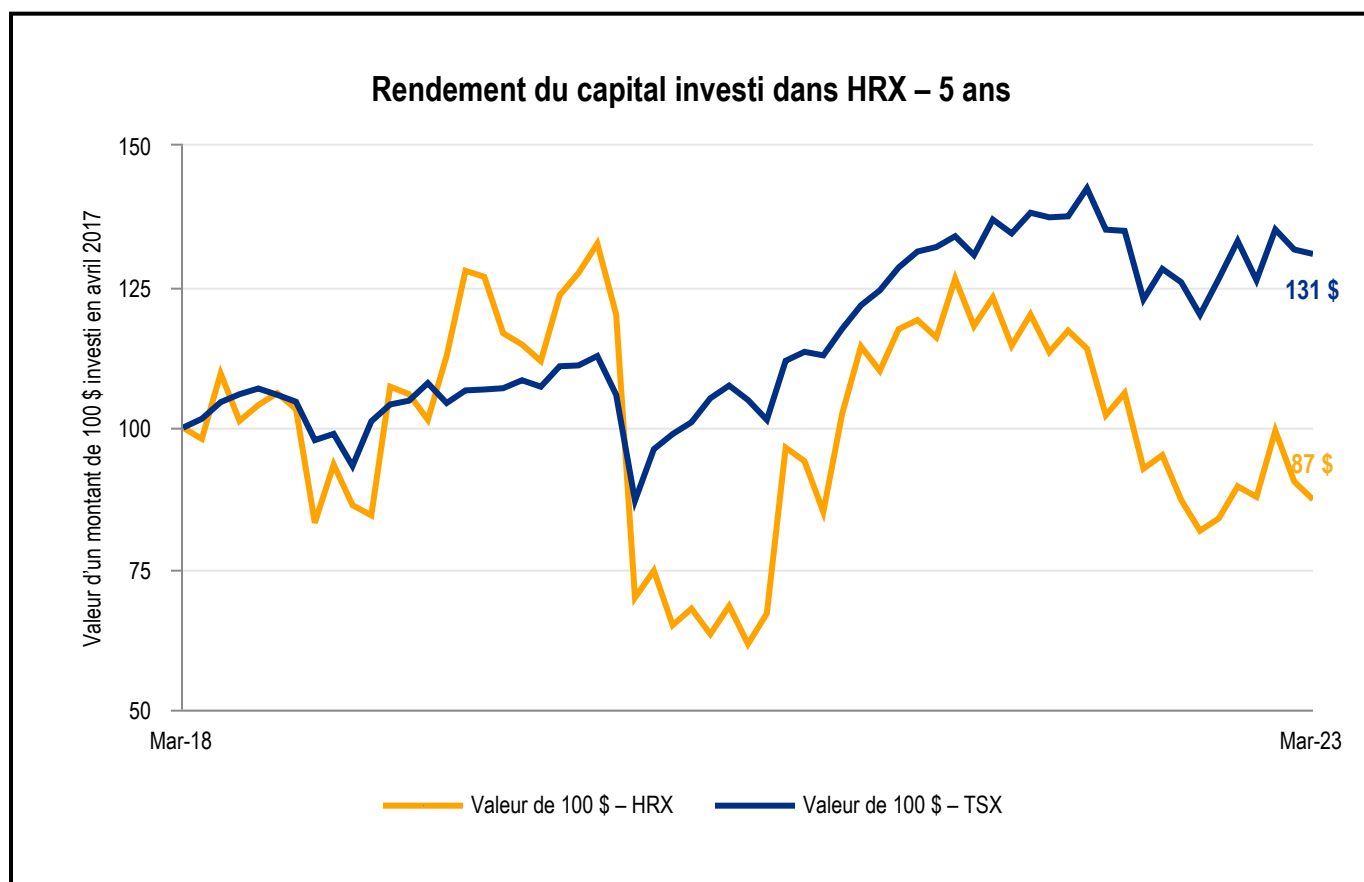


## INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

CAPITAL ÉMIS		17 mai 2023
Actions ordinaires émises et en circulation		34 005 873
Options sur actions émises et en cours		1 635 500

Les actions d'Héroux-Devtek sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole «HRX». Computershare Trust agit comme agent des transferts et registraire.

Date prévue de publication des résultats financiers	
Exercice 2024	
Premier trimestre	8 août 2023
Deuxième trimestre	10 novembre 2023
Troisième trimestre	7 février 2024
Quatrième trimestre	22 mai 2024



## RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le comité d'audit et le conseil d'administration le 17 mai 2023. Des renseignements supplémentaires concernant la Société, notamment la notice annuelle, peuvent être consultés sur le site Web SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) ou sur le site Web de la Société au [www.herouxdevtek.com](http://www.herouxdevtek.com).



## INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Mardi 8 août 2023, à 10 h  
Tenue virtuellement par webdiffusion.  
La webdiffusion est accessible dans la  
section « Événements » de notre site Web.

### AGENT DES TRANSFERTS ET REGISTRAIRE

Computershare Trust  
1500, boul. Robert-Bourassa, 7<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) Canada H3A 3S8  
514 982-7555 / 1 800 564-6253

### AUDITEURS

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
900, boul. De Maisonneuve Ouest,  
bureau 2300  
Montréal (Québec) H3A 0A8  
514 875-6060

### INSCRIPTION BOURSIÈRE

Les actions sont négociées à la  
Bourse de Toronto. Symbole : **HRX**

### RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Héroux-Devtek Inc.  
450 679-3330  
ir@herouxdevtek.com

Hugo Delorme  
514 700-5550, poste 555  
hdelorme@mercureconseil.ca

---

1111, rue Saint-Charles Ouest, bureau 600  
Tour Ouest, Complexe Saint-Charles  
Longueuil (Québec) Canada J4K 5G4  
450 679-3330 . [HEROUXDEVTEK.COM](http://HEROUXDEVTEK.COM)